

1 - Émis pour soumission (2015-05-20)

Préparée par : R.S.	Revue par : P.D.P.	Approuvée par : M.S.
---------------------	--------------------	----------------------

1.0 Division 01 – Exigences générales

- .1 La Division 01 complète le document normalisé de construction de TPSGC ("**Clauses et conditions uniformisés d'achat**") pour un contrat général (marché à forfait).
- .2 Les prescriptions de la Division 01, aussi bien celles des documents mentionnées ci-haut, s'appliquent à toutes les Divisions et Sections du Contrat et à chaque partie de l'Ouvrage.
- .3 Sauf indication contraire, dans l'exécution de ces travaux l'Entrepreneur devra respecter toutes les exigences des documents ci-haut mentionnés, et devra s'assurer que tous les Sous-traitants et Fournisseurs ont également lu et compris ces prescriptions et s'y conformeront.
- .4 Voir aussi les Section applicables, s'il y a lieu, des Documents contractuels des disciplines **Structure, Mécanique** et **Électricité**, en ce qui concerne les exigences générales.
- .5 Voir aussi la **01 35 13 - Procédure de projet propre aux exigences en matière de sécurité du Service Correctionnel Canada**, ainsi que **01 35 14 - Exigences de sécurité complémentaires**. Les prescriptions de ces deux Sections priment sur des exigences de même nature décrites ailleurs dans le présent devis.

2.0 Généralités

- .1 L'Ouvrage faisant l'objet du présent Contrat comprend tous les travaux pour la réfection des toitures du Bloc B du centre régional de réception (CRR), sur le site à l'établissement Sainte-Anne-des-Plaines.
- .2 L'Ouvrage comprend les matériaux, les échafaudages, la main-d'oeuvre, l'outillage, l'équipement, la machinerie, le transport, les ouvrages provisoires, les services temporaires et la surveillance nécessaires à l'exécution des travaux d'architecture, de structure, de mécanique et d'électricité, incluant la démolition, le tout conformément aux conditions applicables des dessins, spécifications et documents mentionnés dans le présent cahier des charges, y compris les ouvrages et services implicitement requis et nécessaires au parachèvement des travaux.
- .3 Les travaux de construction comprennent, sans y être limités:
 - .1 Toutes les interventions nécessaires dans les aires non comprises dans l'ouvrage, mais affectées par des travaux connexes.
 - .2 Toutes les réparations résultant des travaux de démolition ou de raccordement.
- .4 Les travaux inclus dans chaque Section sont décrits dans la Section concernée.
- .5 Voir la limite des travaux aux **dessins**.
- .6 Se référer aussi à **Structure, Mécanique** et **Électricité**.

3.0 Définitions

- .1 La date d'"Achèvement substantiel des travaux" référée dans le présent cahier des charges correspond à la date d'"Acceptation provisoire des travaux", et l'"Avis de l'achèvement substantiel" remplace le "Certificat provisoire d'achèvement" ou le "Certificat de réception provisoire".
-

-
- .2 Lorsque les mots "revue", "revu", "approbation", "approuvé", "indication", "indiqué", "choix", "choisi", "demande", "demandé", "rapport" et autres mots semblables sont utilisés dans le présent devis, ces approbations, indications, choix, demandes et rapports doivent être fournis par le Représentant du Ministère sauf s'il en est spécifié autrement.
 - .3 Lorsque, dans les Documents contractuels, il est spécifié que les travaux doivent être exécutés suivant l'approbation, l'indication, le choix ou la demande des autorités compétentes ou autres, cette approbation, indication, choix ou demande doit être donné par écrit.
 - .4 Lorsque les mots "fournir", "appliquer" ou "installer", "construire" ou "construction" sont utilisés, ils signifient l'érection, l'édification, l'aménagement, la réfection, la réparation ou la démolition d'un ouvrage, ou tout travail comportant la fourniture et l'installation de biens incluant tout main-d'œuvre, produit, matériau et service requis.
 - .5 Lorsque les expressions "tel qu'indiqué" ou "si indiqué autrement" sont utilisées, elles signifient "indiqué aux dessins, aux tableaux ou ailleurs au devis".
 - .6 Lorsque l'expression "Produit" est utilisée dans ce devis, elle inclut matériaux, assemblages ou composantes manufacturés ainsi que les appareils et l'équipement à intégrer à l'ouvrage.
 - .7 Lorsque l'expression "Produit acceptable" est utilisée dans ce devis, elle signifie "Produit ou matériel acceptable au Représentant du Ministère", et n'exclut pas la soumission des produits comparables selon les prescriptions du présent devis, donc des produits de remplacement suggérés par le soumissionnaire peuvent être acceptables, si approuvés par addenda conformément aux **Instructions aux soumissionnaires** – Voir aussi la **Section 01 61 00**.
 - .8 Les expressions "plans" et "dessins" ont été utilisées indifféremment dans les Documents contractuels et désignent toutes les deux les "dessins" énumérés dans la liste des dessins.
 - .9 Lorsque le mot "devis" est utilisé, il signifie toujours le cahier des charges ou la description technique des produits, des matériaux et leur installation.
 - .10 Les expressions "Ouvrage" et "travaux" ont été utilisées indifféremment dans les Documents contractuels et désignent la même notion. L'Ouvrage comprend les matériaux, les échafaudages, la main-d'œuvre, l'outillage, l'équipement, la machinerie, le transport, les ouvrages provisoires, les services temporaires et la surveillance nécessaires à l'exécution des travaux d'architecture, de civil, de structure, de mécanique et d'électricité, le tout tel qu'indiqués aux dessins, spécifications et documents mentionnés dans le présent cahier des charges, y compris les ouvrages et services implicitement requis et nécessaires au parachèvement des travaux, ainsi que toutes les interventions nécessaires dans les aires non comprises dans l'ouvrage, mais affectées par des travaux connexes, et toutes les réparations résultant des travaux de démolition, avec des matériaux neufs compatibles ou identiques à l'existant.
 - .11 Les expressions "Site", "Chantier" et "Lieu de l'ouvrage" ou "Lieu du travail" ont été utilisées indifféremment dans les Documents contractuels et désignent la même notion.
 - .12 Lorsque les mots "construire" ou "construction" sont utilisés, ils signifient l'érection, l'édification, l'aménagement, la réfection, la réparation ou la démolition d'un ouvrage, ou tout travail comportant la fourniture et l'installation de biens incluant toute main-d'œuvre, produit, matériau et service requis.
-

4.0 Dessins et devis

- .1 Les Divisions et les Sections sont numérotées en général selon MasterFormat 04 ou plus récent de CSI/DCC, et DDN.
- .2 Les dessins et devis sont préparés pour représenter graphiquement et textuellement l'intention du Représentant du Ministère, indiquant la forme, l'agencement, les matériaux et leurs assemblages, conformément aux techniques de construction courantes.
- .3 L'Entrepreneur devra examiner attentivement tous les dessins et devis, sans exception, et ce afin de bien évaluer la portée des travaux à exécuter. Il sera entièrement responsable de tout oubli ou omission, soit de sa part, soit de la part de ses Sous-traitants.
- .4 Les dessins et devis formant partie de ce contrat doivent être considérés comme un tout et sont complémentaires et les articles décrits ou mentionnés dans l'un ou l'autre sont présumés être inclus dans les travaux du présent contrat. Les Sections du devis ne représentent pas nécessairement des corps de métiers ou l'ouvrage spécifique des Sous-traitants. Cependant, sauf autrement indiqué, l'information concernant une discipline doit être obtenue en premier lieu des documents de cette même discipline, et seulement complémentirement des autres disciplines.
- .5 Il incombe à l'Entrepreneur de s'assurer de la viabilité et de la performance de tout matériau, assemblage, équipement ou système pour l'usage auquel ils sont destinés et il doit aviser les Représentant du Ministère de toute divergence ou contradiction aux dessins et devis dès qu'il en prend lui-même connaissance, avant la signature du Contrat, y compris des déplacements des services ou éléments encombrants.
- .6 L'Entrepreneur devra évaluer le contexte des travaux ainsi que les travaux exécutés par d'autres Entrepreneurs le cas échéant. L'Entrepreneur devra inclure dans ses travaux la coordination nécessaire entre les différents sous-traitants pour mener à bien les travaux. Il devra se soumettre au calendrier approuvé pour l'exécution des travaux.
- .7 Les dimensions métriques et impériales sont données au devis pour faciliter la tâche de l'Entrepreneur. Il doit cependant les vérifier et coordonner avec celles des dessins et de la pratique courante, et aviser le Représentant du Ministère de toute divergence.
- .8 Nonobstant l'ordre de priorité des documents, lorsque plus d'une disposition des Documents contractuels traitent d'un même sujet, elles s'interpréteront de manière à se compléter et à ajouter l'une à l'autre et, advenant contradiction réelle entre ces dispositions, celle qui prévoit une obligation plus exigeante pour l'Entrepreneur aura priorité.

5.0 Instructions supplémentaires

- .1 Le Représentant du Ministère peut, aux fins de clarification seulement, fournir à l'Entrepreneur des Instructions supplémentaires pour assurer la bonne exécution des travaux. Ces Instructions supplémentaires feront partie des Documents contractuels.
-

6.0 Travaux exécutés par des tiers

- .1 Les travaux indiqués "hors contrat" ("H.C."), "par d'autres" ou "par le Représentant du Ministère" aux dessins ou autres documents de soumission sont exclus de ce Contrat.
- .2 Travailler en collaboration avec les autres entrepreneurs (sécurité, communications, et autres, s'il y a lieu) et exécuter les instructions du Représentant du Ministère.
- .3 Coordonner les travaux avec ceux des autres entrepreneurs. Si l'exécution ou le résultat d'une partie quelconque des travaux faisant l'objet du présent contrat dépendent des travaux d'un autre entrepreneur, signaler sans délai, par écrit, au Représentant du Ministère toute anomalie ou tout défaut susceptible de nuire à la bonne exécution des travaux.
- .4 L'Entrepreneur ne sera pas de ce fait dégagé de sa responsabilité quant aux travaux qui font partie de son contrat.

7.0 Conditions de travail

- .1 Commencer les travaux sur les lieux seulement quand tous les travaux préparatoires sont effectués, les dessins d'atelier et autres documents ou éléments sont soumis et revus, la fabrication a débuté, de façon à réduire au minimum le temps d'intervention sur place.
- .2 Lorsque les mesures de sécurité ont été réduites en raison des travaux faisant l'objet du Contrat, l'Entrepreneur doit prendre les moyens nécessaires pour assurer toute la sécurité requise pour les usagers et les bâtiments existants.
- .3 Une collaboration entière et complète est nécessaire entre l'Entrepreneur et le Représentant du Ministère pour se conformer au calendrier des travaux et exécuter ces derniers adéquatement.
- .4 Coordonner les travaux avec d'autres Entrepreneurs sur le chantier, s'il y a lieu.

8.0 Restrictions concernant les travaux

- .1 L'échéancier de construction devra être de maximum 11 semaines suivant la date de signature du contrat. La fin des travaux devra être avant la période hivernale sans travaux qui est exigée entre la mi-novembre et la mi-mars (du 23 novembre 2015 au 11 mars 2016). L'Entrepreneur devra soumettre un échéancier des travaux détaillé conformément à la **Section 01 31 19**.

9.0 Horaires des travaux

- .1 Les travaux seront exécutés selon l'horaire suivant, sauf si autrement autorisé par le Représentant du Ministère:
 - .1 **06 h 00 à 18 h 00.**
Les ouvriers devront arriver à 06 h 00. À partir de 07 h 00 la priorité d'entrer à l'entrée principale sera accordée aux employés de l'établissement et des ouvriers ou des employés du chantier arrivant à cette heure devront attendre leur tour.
-

- .2 Coordonner avec le SCC et le Représentant du Ministère au moins **2 jours ouvrables** à l'avance, pour exécuter en dehors des heures normales ou en fin de semaine, certains travaux générant des bruits, vibrations, odeurs, poussières ou pouvant nuire autrement à ses activités.
- .3 **5 jours ouvrables** avant d'entreprendre ses travaux, l'Entrepreneur devra aviser le Représentant du Ministère de tout produit, matériau ou procédé qu'il compte utiliser et qui peut dégager des odeurs fortes, vapeurs ou gaz nocifs. Lors de l'utilisation de ces produits, matériaux ou procédés, l'Entrepreneur devra prévoir une ventilation adéquate de façon à ne pas incommoder les usagers de l'édifice.
- .4 Informer le Représentant du Ministère et coordonner avec lui au moins **3 jours ouvrables** avant de procéder à une démolition ou l'exécution des travaux, ou avant de demander un arrêt de services pouvant affecter les activités et la sécurité des occupants ou les usagers du bâtiment ou les bâtiments adjacents. Ne pas procéder avant d'obtenir l'autorisation écrite du Représentant du Ministère.
- .5 Pour les interruptions des services voir aussi **Réseaux existants et arrêts de services** dans la **Section 01 71 00**.
- .6 Dans la mesure du possible, tout travail exigé dans une zone hors des limites du chantier, doit être coordonné pour être complété dans le plus bref délai, soit en dedans de **2 jours ouvrables**, soit en soirée, soit en fin de semaine.
- .7 Si pour une raison quelconque (conditions de météo, grèves, etc.) le chantier devrait fermer, l'entrepreneur doit aviser l'établissement et le Représentant du Ministère.

10.0 Régime de travail

- .1 L'Entrepreneur et son personnel doivent se conformer aux procédures d'accès au site et au bâtiment, et à tout autre règlement tels qu'établis par le Représentant du Ministère au début des travaux ou décrits dans les **Sections 01 35 13 et 01 35 14..**
- .2 Les membres du personnel affectés aux présents travaux ainsi que les visiteurs reliés au projet seront soumis à des contrôles de sécurité (vérifications du Centre d'information de la police canadienne - CIPC). Les vérifications CIPC devraient être fournies au moins **5 jours** d'avance sinon un Agent de renseignement sécuritaire (ARS) sera disponible pour effectuer les vérifications la journée d'une visite non enregistrée. L'Entrepreneur devra fournir aux autorités la liste des noms, adresses et dates de naissances de toutes les personnes impliquées dans le projet (personnels de l'Entrepreneur, des Sous-traitants, Fournisseurs, etc.), ainsi que de leurs compagnies avant que ne débute les travaux. Obtenir les autorisations requises, selon les exigences, pour toutes les personnes qui doivent se présenter sur les lieux des travaux. Obtenir une autorisation préalable du Représentant du Ministère pour permettre l'accès à n'importe quel travailleur aux édifices existants.
- .3 Une fouille à l'entrée, incluant au détecteur de traces de narcotiques et d'explosifs (lonscan) sera effectuée pour chaque ouvrier ou visiteur.
- .4 Un formulaire d'engagement pour la sécurité devra être signé par l'Entrepreneur.
- .5 Permis de travail:

-
- .1 Un permis de travail sera émis par le Représentant du Ministère à l'Entrepreneur, pour effectuer des travaux. L'Entrepreneur doit s'assurer d'obtenir un permis avant de débiter les travaux. Un nouveau permis de travail est délivré chaque jour.
 - .2 Un permis à chaud est obligatoire lorsque des travaux de soudure, de meulage ou de découpage à la torche sont nécessaires. Le Représentant du Ministère, avant d'accorder un permis de travail à chaud, visitera le site de travail afin d'identifier les obligations et les précautions à prendre.
 - .3 Un permis à froid est obligatoire pour tout autre travail. Tout travail électrique qui nécessite un verrouillage doit faire l'objet d'une procédure de cadenassage.
 - .4 Le permis de travail doit être gardé à la vue jusqu'à ce que le travail soit terminé.
 - .5 À la fin du travail ou de la journée, l'Entrepreneur doit faire fermer le permis de travail par l'émetteur qui doit s'assurer que le travail a été complété et que les lieux sont propres.
 - .6 L'Entrepreneur devra suivre toutes les directives des préposés à la sécurité de l'édifice relativement à la sécurité et à l'accès au chantier.
 - .7 Au besoin et selon la situation, le Représentant du Ministère pourrait décider de faire des vérifications sporadiques et de questionner la présence par exemple d'une compagnie dont le nom n'apparaît pas sur les liste transmises.
 - .8 Les membres du personnel affectés aux présents travaux doivent être accompagnés d'un agent de sécurité en tout temps pour des travaux à l'intérieur des édifices existants.
 - .9 Soumettre toute demande d'escorte au Représentant du Ministère au moins **2 jours ouvrables** d'avance. Dans le cas des demandes soumises dans les délais prescrits, le coût de l'escorte sera payé par le Représentant du Ministère.
 - .10 Tout véhicule, ou toute personne, ayant accès à l'emplacement sont sujets à des fouilles en tout temps, à la discrétion des préposés de sécurité de l'édifice.
 - .11 Ni l'Entrepreneur, ni ses employés ne peuvent utiliser la cafétéria ou les toilettes des installations permanentes sur le site, sauf si autorisés par le Représentant du Ministère.
 - .12 Il est interdit d'apporter ou de consommer quelque breuvage ou nourriture que ce soit sur le site en dehors des zones définies par le Représentant du Ministère.
 - .13 Fumer (tabac, cigarettes et cigarettes électroniques) à l'intérieur du bâtiment est strictement interdit en tout temps. Fumer (tabac, cigarettes et cigarettes électroniques) sur le terrain du CRR est strictement interdit en tout temps, sauf dans les endroits désignés par le Représentant Ministériel.
 - .14 Aucune boisson alcoolique ou substance illégale ne peut être amenée ou consommée au chantier et aucune personne intoxiquée ne sera admise au chantier.
 - .15 Il est interdit de déposer bouteilles vides, contenants, sacs et autres déchets à l'extérieur, autour du site.
 - .16 L'utilisation des équipements du Représentant du Ministère est interdite, y compris les ascenseurs, sauf sur sa permission expresse. Le cas échéant, protéger à la satisfaction du Représentant du Ministère les parois des ascenseurs avant de les utiliser.
-

- .17 Se conformer à tout autre règlement, tel que défini par le Représentant du Ministère avant le début des travaux.
- .18 Toute personne en infraction devra quitter le chantier; à la troisième infraction, ou même à la première infraction selon la gravité de cette dernière, l'accès au site lui sera interdit.
- .19 Les ouvriers seront tenus d'assister aux cours de procédures de sécurité dispensés par le Représentant du Ministère et devront se conformer aux règlements de sécurité, si applicable.

11.0 Utilisation des téléphones cellulaires

- .1 L'utilisation des téléphones cellulaires sera limitée à certains secteurs; l'Entrepreneur doit coordonner avec le Représentant du Ministère.

12.0 Photographies

- .1 Aucune caméra n'est permise sur la propriété sans l'autorisation écrite préalable du Représentant du Ministère.
- .2 Les photographies autorisées doivent être destinées à l'usage interne de l'Entrepreneur seulement. Aucune utilisation desdites photographies pour fins de publicité, de marketing ou autres, n'est permise sans l'autorisation écrite préalable du Représentant du Ministère.
- .3 Il est interdit de photographier le personnel du Représentant du Ministère ou les usagers de ces installations.

13.0 Occupation des lieux par les usagers

- .1 Les installations existantes demeureront en opération en dehors de la zone des travaux et les usagers occuperont les lieux pendant toute la durée des travaux de construction, et poursuivront leurs activités quotidiennes.
- .2 L'Entrepreneur doit organiser son travail de manière à déranger le moins possible les activités des occupants et des visiteurs par des vibrations, bruits, odeurs, poussière et arrêts de services. Si ces cas se présentent, le Représentant du Ministère peut exiger l'interruption des travaux à tout moment.
- .3 L'Entrepreneur doit collaborer avec le Représentant du Ministère à l'établissement de calendriers des travaux de manière à réduire les conflits et à faciliter l'utilisation des lieux par les usagers.

14.0 Accès et utilisation des lieux par l'Entrepreneur

- .1 L'accès au site pour les ouvriers et les matériaux et l'utilisation des lieux par l'Entrepreneur seront coordonnés avec le Représentant du Ministère.
- .2 L'Entrepreneur doit obtenir du Représentant du Ministère les instructions pour l'utilisation des accès, la livraison et l'évacuation des matériaux, l'entreposage et tout autre usage des lieux.

- .3 L'Entrepreneur doit s'assurer que les espaces et le site des travaux soient inaccessibles par les usagers/employés du Représentant du Ministère en tout temps et en dehors des heures de travail (il est impératif que le site des travaux soit verrouillé après chaque quart de travail), sauf lorsqu'autorisé par le Représentant du Ministère.
- .4 Soumettre à l'approbation du Représentant du Ministère, avant de commencer les travaux, un document qui décrit les procédures de travail et de circulation.
- .5 Seuls les personnes dont la présence est nécessaire à l'exécution des travaux auront accès au site.
- .6 L'Entrepreneur, ses employés et les Sous-traitants devront obtenir l'autorisation expresse du Représentant du Ministère avant d'accéder à tout espace autre que le chantier.
- .7 L'Entrepreneur ne doit pas accumuler indûment de matériaux ni de matériel qui encombrent les lieux.
- .8 L'Entrepreneur doit maintenir les voies d'accès extérieures dégagées en tout temps. Tout encombrement temporaire sera à la discrétion du Représentant du Ministère et doit être approuvé au moins **5 jours ouvrables** avant le début de l'encombrement. L'Entrepreneur doit utiliser la signalisation requise durant les encombrements temporaires. Cette signalisation devra être en place au moins **2 jours ouvrables** avant le début des travaux.
- .9 Réparer, avec des matériaux identiques ou compatibles avec l'existant, tout dommage aux aires ou surfaces existantes à la fin des travaux, pour les mettre dans un état au moins équivalent ou supérieur à l'état qu'elles présentaient avant le début des travaux.

15.0 Livraison des matériaux et évacuation des déchets

- .1 Toute livraison de matériaux et d'équipements, et toute évacuation des déchets, doivent être exécutées selon les instructions du Représentant du Ministère.
- .2 L'Entrepreneur pourra utiliser les aires de circulation existantes pour la livraison des matériaux et l'évacuation des déchets. Il doit les protéger de tout dommage et se charger des réparations de dommages éventuels.
- .3 L'Entrepreneur devra placer les conteneurs à déchets selon les directives du Représentant du Ministère.

16.0 Récupération

- .1 Sauf si autrement indiqué, les matériaux se trouvant sur les lieux au moment de la signature du contrat demeurent la propriété du Représentant du Ministère.
- .2 Sauf indication contraire, les matériaux de démolition, les matériaux récupérés qui résultent des travaux, les matériaux excédentaires et le débris de construction sont la propriété de l'Entrepreneur qui doit les enlever du site.
- .3 Il est interdit de vendre sur les lieux les matériaux de démolition ou les matériaux récupérés.

- .4 Voir aussi **Section 02 41 99**.
- .5 Vérifier aussi la **Mécanique** et l'**Électricité**, si applicable.

Fin de la Section

1.0 Exigences connexes

- .1 Les exigences particulières relatives aux inspections et aux essais devant être effectués par le laboratoire désigné par le Représentant du Ministère sont prescrites dans diverses Sections du devis.
- .2 Voir la **Section 01 45 00** pour les responsabilités de l'Entrepreneur par rapport aux inspections et essais commandés par le Représentant du Ministère.

2.0 Paiement pour inspections et essais

- .1 Inspection et essais aux frais de l'Entrepreneur:
 - .1 L'inspection et les essais exigés par les lois, les ordonnances, les règles, les règlements ou les consignes d'ordre public.
 - .2 L'inspection et les essais effectués exclusivement pour la convenance de l'Entrepreneur.
 - .3 Les essais, la mise au point et l'équilibrage des systèmes de manutention, des réseaux et des matériels mécaniques, électriques et de sécurité - Voir la **Mécanique** et l'**Électricité**.
 - .4 Les essais en usine et les certificats de conformité.
 - .5 Les essais déjà spécifiés comme devant être effectués par l'Entrepreneur sous la surveillance du Représentant du Ministère.
 - .6 Les essais supplémentaires spécifiés au **sous-paragraphe 2.4** ci-dessous.
- .2 Inspections et essais aux frais du Représentant du Ministère:
 - .1 S'entendre avec le Représentant du Ministère sur la quantité et l'étendue des inspections et essais qu'il entend faire exécuter.
 - .2 Le Représentant du Ministère se chargera de retenir les services d'organismes indépendants d'inspection et d'essai. Les frais occasionnés par ces services seront assumés par le Représentant du Ministère, sauf où autrement indiqués.
 - .3 Le Représentant du Ministère pourra également retenir les services d'un laboratoire spécialisé pour exécuter des essais de thermographies sur l'enveloppe du bâtiment afin d'identifier les pertes de chaleur excessives résultant d'infiltration ou fuites d'air ou de malfaçon des travaux d'isolation ou des pare-vapeur.
 - .4 Le Représentant du Ministère pourra également procéder à des essais supplémentaires portant en particulier sur la qualité des matériaux, l'étanchéité des joints et de façon générale sur tout matériau, équipement ou installation, dont la conformité aux documents contractuels est mise en doute, à sa convenance, durant l'exécution du projet.
 - .5 Lorsque les inspections ou les essais réalisés par le laboratoire d'essai désigné révèlent la non-conformité des ouvrages aux exigences du contrat, l'Entrepreneur doit exécuter les corrections nécessaires et payer le coût des essais, des inspections et de réparations supplémentaires que le Représentant du Ministère peut demander afin de vérifier si les corrections apportées sont acceptables.
 - .6 Si l'ouvrage en question est déclaré conforme aux exigences des documents contractuels, le Représentant du Ministère assumera les frais d'inspection et de remise en état ainsi engagés.

Fin de la Section

1.0 Modalités administratives

- .1 Le Représentant du Ministère décidera de la fréquence des réunions de coordination et visites au chantier, dès la première réunion.
- .2 Le Représentant du Ministère organisera les réunions de chantier et en fixera la date et l'heure. L'Entrepreneur doit y être obligatoirement représenté ainsi que les Sous-traitants et les Fournisseurs dont la présence est requise par avis de l'Entrepreneur ou du Représentant du Ministère. Tous les autres instances concernées en seront avisées et y assisteront au besoin.
- .3 Le Représentant du Ministère présidera les réunions de projet.
- .4 Les rapports ou compte rendus sont rédigés par le Représentant du Ministère et distribués (1 copie chacun) à l'Entrepreneur, de même qu'aux autres instances concernées s'il y a lieu. L'Entrepreneur se chargera de la reproduction et de la distribution à ses Sous-traitants.
- .5 Prévoir un local ou autre espace pour la tenue des réunions et prendre les arrangements nécessaires.
- .6 Les représentants de l'Entrepreneur, des sous-traitants et des fournisseurs qui assistent aux réunions de projet sont habilités et autorisés à intervenir au nom des parties qu'ils représentent.

2.0 Réunions préalables aux travaux

- .1 Dans les **15 jours** suivant l'attribution du contrat, une première réunion des parties au contrat sera organisée afin de discuter des procédures administratives et de définir les responsabilités de chacune.
 - .2 Doivent être présents à cette réunion le Représentant du Ministère, l'Entrepreneur, les sous-traitants principaux, les inspecteurs de chantier et les surveillants, ainsi que les fournisseurs si nécessaire.
 - .3 Avant la signature de la convention, incorporer à celle-ci les modifications aux documents contractuels sur lesquelles les parties se sont entendues.
 - .4 Points devant figurer à l'ordre du jour :
 - .1 Désignation des représentants officiels des participants aux travaux et les lignes de communication.
 - .2 Les procédures générales pour l'avancement du projet, et la fréquence des réunions, qui sera décidée par le Représentant du Ministère.
 - .3 Les réunions préalables à la mise en œuvre (quels métiers ou sous-contrats, à quelles dates ?).
 - .4 Calendrier des travaux, selon la **Section 01 32 16.07**.
 - .5 Calendrier de soumission des dessins d'atelier, des échantillons de produits et des échantillons de couleurs, selon la **Section 01 33 00**.
 - .6 Exigences concernant les installations temporaires, la signalisation de chantier, les bureaux, les remises et installations d'entreposage, les services d'utilités et les clôtures, selon la **Section 01 52 00**.
-

- .7 Calendrier de livraison des matériaux et des matériels prescrits, selon la **Section 01 32 16.07**.
 - .8 Sécurité sur le chantier, selon la **Section 01 56 00**.
 - .9 Modifications proposées, ordres de modification, procédures, approbations requises, pourcentages de marge permis, prolongations de délais, heures supplémentaires et autres modalités administratives.
 - .10 Produits fournis par le Maître de l'ouvrage.
 - .11 Dessins à verser au dossier du projet, selon la **Section 01 78 00**.
 - .12 Manuels d'entretien, selon la **Section 01 78 00**.
 - .13 Procédures de remise et de réception des travaux, et garanties, selon la **Section 01 77 00** et la **Section 01 78 00**.
 - .14 Demandes d'acomptes mensuels, procédures administratives, photos, retenues.
 - .15 Désignation des organismes et des firmes d'inspection et d'essai.
 - .16 Assurances, relevés des polices.
 - .17 Tout autre sujet pertinent.
- .5 Tenir une réunion préalable à la mise en œuvre **1 semaine** avant le début des travaux faisant l'objet d'un métier ou d'un sous-contrat, pour examiner :
- .1 Les besoins des travaux, y compris les exigences concernant les échantillons de l'ouvrage;
 - .2 L'état du ou des supports;
 - .3 Les produits, techniques, outils et méthodes de mise en œuvre proposés;
 - .4 La coordination des travaux avec ceux exécutés aux termes des Sections connexes;
 - .5 La coordination des travaux avec ceux exécutés par d'autres corps de métiers;
 - .6 Les instructions du fabricant concernant la mise en œuvre;
 - .7 Les mesures de protection que les travailleurs doivent prendre pour se protéger contre la poussière ou autres dangers en cours de travaux;
 - .8 Les termes de la ou des garanties.

3.0 Réunions sur l'avancement des travaux

- .1 Établir un calendrier de réunions, tel que décidé à la première réunion, durant le déroulement des travaux et avant l'achèvement de ces derniers.
- .2 Doivent être présents à ces réunions les principaux sous-traitants participant aux travaux ainsi que le Représentant du Ministère.
- .3 Points devant figurer à l'ordre du jour
 - .1 Lecture et approbation du procès-verbal de la réunion précédente.
 - .2 Examen de l'avancement des travaux depuis la réunion précédente.
 - .3 Observations sur place; problèmes et conflits.
 - .4 Problèmes ayant des répercussions sur le calendrier des travaux.
 - .5 Examen des calendriers de livraison des produits fabriqués hors chantier.
 - .6 Procédures et mesures correctives visant à rattraper les retards pour permettre le respect du calendrier établi.
 - .7 Révision du calendrier des travaux.
 - .8 Examen du calendrier d'avancement, aux cours des étapes successives des travaux.
 - .9 Révision du calendrier de soumission des documents et des échantillons requis; accélération du processus au besoin.
 - .10 Maintien des normes de qualité.

- .11 Examen des modifications proposées et de leurs possibles répercussions sur le calendrier des travaux et sur la date d'achèvement de ceux-ci.
- .12 Divers.

Fin de la Section

1.0 Coordination

- .1 S'assurer que les Sous-traitants et les ouvriers collaborent entre eux à la réalisation de l'ouvrage. Exercer une surveillance étroite et constante de leur travail. Garder un représentant sur les aires affectées en tout temps.
- .2 S'assurer que les Sous-traitants reçoivent l'information pertinente sur l'ouvrage dont des travaux ultérieurs dépendent, pour faciliter l'avancement des travaux de tous les corps de métier et pour éviter des conflits entre eux.
- .3 Satisfaire les exigences environnementales et l'état approprié des surfaces pour l'exécution des travaux et coordonner la séquence d'exécution des corps de métier nécessaire pour compléter l'Ouvrage.
- .4 S'assurer que les dessins d'installation, les gabarits et toute autre information nécessaire pour la localisation et l'installation des matériaux, percements, manchons, encastresments, ancrages, accessoires, attaches, raccords et panneaux d'accès sont fournis lorsque les travaux doivent être localisés et installés par d'autres Sections et que cette information est communiquée à l'installateur concerné.
- .5 Livrer, suffisamment à l'avance, tous les matériaux qui seront installés par d'autres.
- .6 Coordonner la mise en place et le garnissage des manchons et accessoires, la fourniture et l'installation des supports et montants.
- .7 Remplacer les travaux défectueux aux fins des travaux subséquents.
- .8 L'Entrepreneur est responsable des coûts résultants de toute information erronée ou fournie trop tard à d'autres Entrepreneurs, le cas échéant.

2.0 Ordonnancement des travaux

- .1 Définitions:
 - .1 Activité: travail déterminé exécuté dans le cadre d'un projet. Une activité a normalement une durée prévue, un coût prévu et des besoins en ressources prévus. Les activités peuvent être subdivisées en tâches
 - .2 Diagramme à barres (diagramme de GANTT): représentation graphique de données relatives au calendrier d'exécution d'un projet. Dans le diagramme à barres habituel, les activités ou les autres éléments du projet sont présentés de haut en bas, à gauche du graphe tandis que les dates sont présentées en haut, de gauche à droite; la durée de chaque activité est indiquée par des segments horizontaux placés entre les dates. En général, le diagramme à barres est généré à partir d'un système informatisé de gestion de projet offert dans le commerce.
 - .3 Référence de base: plan initial approuvé (pour un projet, un lot de travaux ou une activité), prenant en compte les modifications approuvées de la portée du projet.
 - .4 Semaine de travail: semaine de cinq jours, du lundi au vendredi, définissant les jours ouvrables aux fins de la soumission du diagramme à barres (diagramme de GANTT).
-

-
- .5 Durée: nombre requis de périodes de travail (sauf les congés et les autres périodes chômées) pour l'exécution d'une activité ou d'un autre élément du projet. La durée est habituellement exprimée en jours ouvrables ou en semaines de travail.
 - .6 Plan d'ensemble: programme sommaire indiquant les principales activités et les jalons clés.
 - .7 Jalon: événement important dans la réalisation du projet, correspondant le plus souvent à l'achèvement d'un produit (livrable) important.
 - .8 Calendrier d'exécution des travaux (C.T.): dates fixées pour l'exécution des activités et l'atteinte des jalons. Programme dynamique et détaillé des tâches ou activités nécessaires à l'atteinte des jalons d'un projet. Le processus de suivi et de contrôle repose sur le calendrier d'exécution pour la réalisation et le contrôle des activités; c'est lui qui définit les décisions qui seront prises pendant toute la durée du projet.
 - .9 Ordonnancement - Planification, suivi et contrôle de projet: système global géré par le Représentant du Ministère et visant à assurer le suivi de l'exécution des travaux en regard d'étapes ou de jalons déterminés.
- .2 Exigences:
- .1 S'assurer que le plan d'ensemble et le calendrier d'exécution sont exploitables et qu'ils respectent la durée prescrite du contrat.
 - .2 Le plan d'ensemble doit prévoir la réalisation des travaux selon les jalons prescrits, dans le délai convenu.
 - .3 Limiter la durée des activités à **10 jours ouvrables**, environ, afin de permettre l'établissement de rapports d'avancement.
 - .4 L'attribution du contrat ou la date de début des travaux, la cadence d'avancement des travaux, la délivrance du certificat provisoire d'achèvement et du certificat définitif d'achèvement constituent des étapes définies du projet et sont des conditions essentielles du contrat.
- .3 Procédures de soumission:
- .1 Soumettre au Représentant du Ministère, au plus tard **5 jours ouvrables** après l'attribution du contrat, un diagramme à barres (diagramme de GANTT) qui servira de plan d'ensemble et sera utilisé pour la planification et le suivi des travaux, et pour la production de rapports d'avancement. Soumettre en **2 exemplaires**.
 - .2 Le Représentant du Ministère examinera les diagrammes et retourneront les exemplaires vérifiés dans les **5 jours ouvrables** suivant leur réception.
 - .3 Soumettre le calendrier d'exécution au Représentant du Ministère au plus tard **5 jours ouvrables** après l'acceptation du plan d'ensemble.
 - .4 Soumettre le calendrier révisé d'avancement des travaux avec chaque demande de paiement ou chaque fois que le Représentant du Ministère le demandent.
 - .5 Distribuer des exemplaires des calendriers révisés aux parties suivantes:
 - .1 Au bureau de chantier;
 - .2 Aux sous-traitants;
 - .3 Aux parties intéressées.
 - .6 Demander aux destinataires de signaler à l'Entrepreneur, dans les **5 jours ouvrables** qui suivent la réception des calendriers, tout problème concernant le respect des échéances indiquées.
-

-
- .4 Calendrier de dépôt des documents et des éléments à soumettre:
- .1 Fournir les calendriers de dépôt des dessins d'atelier et autres éléments à soumettre.
 - .2 Préciser les dates prévues pour le dépôt et la vérification de ces calendriers ainsi que la date de remise des calendriers révisés et la date limite déterminant le respect du calendrier d'exécution.
 - .3 Indiquer les dates auxquelles les documents et les échantillons vérifiés doivent être remis par les le Représentant du Ministère.
- .5 Plan d'ensemble:
- .1 Structurer le calendrier d'exécution de manière à permettre la planification, l'organisation et l'exécution ordonnées des travaux suivant le diagramme à barres (diagramme de GANTT).
 - .2 Le Représentant du Ministère examineront le calendrier et le remettront à l'Entrepreneur au plus tard dans les **5 jours ouvrables** qui suivront.
 - .3 Si le calendrier est jugé inexploitable, le réviser puis le soumettre de nouveau au plus tard **5 jours ouvrables** après l'avoir reçu.
 - .4 Le calendrier révisé accepté deviendra le plan d'ensemble qui servira de référence pour les mises à jour.
- .6 Calendrier d'exécution (C.T.):
- .1 Élaborer un calendrier d'exécution détaillé à partir du plan d'ensemble.
 - .2 Le calendrier d'exécution détaillé doit comprendre au moins les étapes correspondant aux activités ci-après:
 - .1 Attribution du contrat.
 - .2 Dessins d'atelier, échantillons et autres éléments à soumettre.
 - .3 Permis.
 - .4 Mobilisation.
 - .5 Essais et inspections.
 - .6 Matériel fourni comportant un long délai de livraison.
 - .7 Les dates de livraison des pièces d'équipement et des matériaux importants.
 - .8 Les dates approximatives d'arrêts de services prévus.
 - .9 La date d'Achèvement substantiel des travaux par rapport au délai d'achèvement stipulé aux documents contractuels.
- .7 Révision du calendrier et rapports de l'état d'avancement des travaux:
- .1 Mettre le calendrier d'exécution à jour une fois par **2 semaines**, de manière qu'il reflète les changements d'activités, l'achèvement des activités ainsi que les activités en cours d'exécution.
 - .2 Joindre au calendrier d'exécution un rapport narratif qui indique l'état d'avancement des travaux, compare l'avancement par rapport au calendrier de référence et présente les prévisions courantes, les retards prévus et les raisons de ces retards, les répercussions de ces éléments et les mesures d'atténuation possibles, les dates des réunions de chantier, les réunions avec les sous-traitants, les visites au chantier par les le Représentant du Ministère, ainsi que toute autre information pertinente.
- .8 Aux réunions de projet:
- .1 Discuter du calendrier d'exécution lors des réunions périodiques tenues sur le chantier; identifier les activités qui sont en retard et fournir les moyens pour rattraper ces retards (incluant travail en temps supplémentaire, ajout de quart de travail, travail durant les fins de semaine, pendant les vacances de construction, etc.). Sont considérées en retard les activités
-

dont la date de début ou la date de fin dépassent les dates respectives approuvées figurant au calendrier de référence.

.2 Les retards dus au climat et les mesures palliatives nécessaires seront discutés et négociés.

Fin de la Section

1.0 Documents et éléments à conserver au chantier

- .1 Conserver sur le chantier, entre autre, un exemplaire de chacun des documents et éléments suivants, les tenir à jour et en bon état et les garder à la disposition du Représentant du Ministère et des autres intervenants autorisés:
 - .1 Permis (affichés)
 - .2 Dessins contractuels et dessins de permis, et leurs modifications subséquentes
 - .3 Dessins «tels qu'exécutés» continuellement mis à jours avec des corrections en rouge
 - .4 Cahier des charges contractuel et ses modifications subséquentes
 - .5 Addenda
 - .6 Normes citées en référence au devis, si requis
 - .7 Dessins d'atelier et autres documents soumis revus et révisés
 - .8 Échantillons revus
 - .9 La liste des dessins d'atelier et autres éléments soumis non revus.
 - .10 Rapports des essais effectués sur place (rapports de contrôle)
 - .11 Directives de chantier, Instructions supplémentaires
 - .12 Avenants de changement (Ordres de modification), Directives de modification et autres modifications apportés au Contrat.
 - .13 Copies des comptes rendus de réunions
 - .14 Calendrier mis à jour et approuvé pour l'exécution des travaux
 - .15 Plan de santé et de sécurité et autres documents relatifs à la sécurité
 - .16 Instructions d'installation ou d'application des manufacturiers
 - .17 Autres documents exigés dans ce Cahier des charges.
 - .2 Conserver en permanence au chantier un registre écrit de l'avancement des travaux. Ce registre doit être disponible en tout temps et des copies doivent être fournies si elles sont demandées par le Représentant du Ministère. Incrire les informations suivantes de façon quotidienne:
 - .1 Les conditions spéciales observées sur le site;
 - .2 Les dates de début et d'achèvement des travaux de chaque corps de métier dans chacun des secteurs de construction du chantier;
 - .3 La présence et le nombre d'employés de l'Entrepreneur et des sous-traitants au chantier en indiquant le travail effectué;
 - .4 Les visites au chantier du Représentant du Ministère, des autorités compétentes, des inspecteurs des laboratoires d'essai, de l'Entrepreneur, des Sous-traitants et des Fournisseurs.
 - .3 Documents et échantillons à verser au dossier de projet:
 - .1 En plus d'autres documents mentionnés dans les Documents contractuels, conserver sur le chantier, à l'intention du Représentant du Ministère, un exemplaire ou un jeu des documents à présence au chantier mentionnés **ci-dessus**.
 - .2 Ranger les documents et les échantillons du dossier de projet dans le bureau de chantier, séparément des documents utilisés pour les travaux. Prévoir des classeurs et des tablettes ainsi qu'un endroit d'entreposage sûr.
 - .3 Étiqueter les documents et les classer selon la liste des numéros de Section indiqués dans la table des matières du dossier de projet. Incrire clairement «Dossier de projet», en lettres moulées, sur l'étiquette de chaque document.
 - .4 Garder les documents du dossier de projet propres, secs et lisibles. Ne pas les utiliser comme documents d'exécution des travaux.
-

- .5 Le Représentant du Ministère doivent avoir accès aux documents et aux échantillons du dossier de projet aux fins d'inspection.
- .4 Fournir au Représentant du Ministère, promptement à sa demande, un rapport d'avancement de l'Ouvrage qui fournisse l'information requise sur le déroulement des travaux à ce jour, sur l'état actuel de l'Ouvrage et sur le déroulement anticipé à venir.
- .5 L'Entrepreneur reconnaît et accepte que le registre mentionné au **sous-paragraphe .2** ci-avant et le fait que des copies soient ou non demandées par le Représentant du Ministère ou fournies à celui-ci, non plus que les rapports d'avancement mentionnés au **sous-paragraphe .4** ci-avant ne modifient d'aucune façon les obligations et responsabilités de l'Entrepreneur et les droits et recours du Représentant du Ministère aux termes du Contrat et de la loi.

2.0 Documents et éléments à soumettre

.1 Généralités:

- .1 Soumettre selon les prescriptions de la **Liste des documents et éléments à soumettre**, à la fin de la présente section, et des **Sections techniques** du devis, les documents et éléments requis, qui doivent être coordonnés et soumis par l'Entrepreneur au Représentant du Ministère pour revue.
- .2 Dans un délai de **15 jours** à partir de la date d'octroi du contrat, soumettre la liste des sous-contrats et par la suite dans un délai maximal de **15 jours** également à partir de telle date de remise de cette liste, et selon un ordre prédéterminé avec le Représentant du Ministère, soumettre les documents et les éléments requis à la revue du Représentant du Ministère afin de ne pas retarder l'exécution des travaux. Un retard à cet égard ne saurait constituer une raison suffisante pour obtenir une prolongation du délai d'exécution des travaux et aucune demande en ce sens ne sera acceptée. Le Représentant du Ministère examinera les pièces soumises dans un délai prédéterminé avec l'Entrepreneur.
- .3 Coordonner la soumission des documents ou des éléments requis avec les exigences des travaux et des Documents contractuels. Les documents ou les éléments soumis séparément seront retournés sans commentaires; tous les renseignements connexes doivent être remis lors de la soumission.
- .4 Présenter les documents en français.
- .5 Soumettre les documents dans les mêmes unités de mesure utilisées pour les dessins du projet. Lorsque les éléments ne sont pas produits ou fabriqués en unités métriques (SI) ou encore que les caractéristiques ne soient pas données en unités métriques (SI), des valeurs converties peuvent être acceptées.
- .6 Examiner les documents et les éléments à soumettre, avant de les remettre au Représentant du Ministère pour revue. Une telle vérification permet de confirmer la pertinence de chaque document et éléments soumis quant aux exigences des documents contractuels ou des travaux. Les documents et éléments qui ne seront pas estampillés, signés, datés et identifiés par l'Entrepreneur, en rapport avec ce projet, seront retournés sans être revus et devront être considérés comme ayant été refusés.
- .7 Remplir la **Fiche d'identification pour documents et éléments soumis**, à la fin de la présente section, avec chaque soumission.

-
- .8 Le bordereau d'envoi fourni **en 2 exemplaires** doit contenir les renseignements suivants:
 - .1 La date.
 - .2 La désignation et le numéro du projet.
 - .3 Le nom, l'adresse, les numéros de téléphone et télécopieur, et le courriel de l'Entrepreneur, et le cas échéant, ceux des sous-traitants, fournisseurs et manufacturiers, incluant les noms des personnes ressources.
 - .4 La nomenclature et le nombre des documents et éléments soumis.
 - .5 Le sceau de l'Entrepreneur accompagné de la signature de son représentant autorisé attestant que les documents et les éléments soumis ont été approuvés ou acceptés, que les dimensions relevées sur place ont été vérifiées et que le tout est conforme aux documents contractuels;
 - .6 La désignation et le nombre de chaque document et élément soumis.
 - .7 Le titre et le numéro de Section du devis ainsi que ***l'abréviation du produit***, tel qu'indiqué dans la Section en question.
 - .8 Tout autre renseignement pertinent.
 - .9 Au moment de la soumission des documents et des éléments, aviser le Représentant du Ministère par écrit des écarts qu'on y trouve par rapport aux exigences des documents contractuels, en précisant les raisons.
 - .10 L'Entrepreneur ne sera pas dégagé de sa responsabilité à l'égard des dérogations aux exigences contractuelles, exception faite du cas où le Représentant du Ministère accepte par écrit une dérogation donnée.
 - .11 Effectuer tous les changements que le Représentant du Ministère juge appropriés par rapport aux documents contractuels sans modification au prix du Contrat. Aviser le Représentant du Ministère si une augmentation est requise en raison de ces changements.
 - .12 Au moment d'une nouvelle soumission de documents ou éléments, aviser le Représentant du Ministère par écrit, s'il y a lieu, des changements effectués en sus de ceux exigés par ce dernier.
 - .13 Conserver au chantier un exemplaire révisé de chacun des documents et des éléments soumis.
 - .14 Soumettre des dessins et d'autres documents nécessaires pour coordination entre les différents corps de métiers.
 - .15 Le fait que les documents et les éléments soumis soient examinés par le Représentant du Ministère ne dégage en rien l'Entrepreneur de sa responsabilité de transmettre des pièces complètes et exactes, conformes aux exigences des documents contractuels.
 - .16 Ne pas entreprendre les travaux pour lesquels on exige le dépôt de documents et d'éléments avant que l'examen de l'ensemble des pièces soumises soit complètement terminé.
 - .17 Garder un registre des documents et éléments soumis, indiquant les dates de soumission, revue, ré-soumission, etc. Mettre à jour ce registre pour chaque réunion de chantier.
 - .18 Conserver sur le chantier un exemplaire revu et corrigé, s'il y a lieu, de chaque pièce soumise.
 - .19 Sauf indication contraire, soumettre les documents en format électronique.
-
- .2 Dessins d'atelier (D.A.):
 - .1 Soumettre des dessins d'atelier pour tout élément préfabriqué ou fabriqué sur place.
 - .2 L'expression "dessins d'atelier " désigne les dessins, schémas, illustrations, tableaux, graphiques de rendement ou de performance, dépliants et autre documentation que doit fournir l'Entrepreneur pour montrer en détail une partie de l'ouvrage visé.
 - .3 Où requis dans le **Sections techniques**, soumettre les dessins d'atelier portant le sceau et la signature d'un ingénieur compétent reconnu au Canada, dans la province de Québec.
-

-
- .4 S'assurer de l'exactitude des dimensions relevées sur place par rapport aux ouvrages adjacents affectés par les travaux. Indiquer ces dimensions sur les dessins d'atelier.
 - .5 Vérifier toutes les mesures nécessaires des ouvrages existants.
 - .6 Les dessins d'atelier doivent indiquer:
 - .1 Les matériaux, leurs épaisseurs, finis et couleurs et les détails de fabrication.
 - .2 La disposition ou la configuration, avec les dimensions, y compris celles prises sur place, ainsi que les jeux et les dégagements.
 - .3 Les détails concernant le montage ou le réglage, incluant les fixations ou ancrages et la quincaillerie pertinente, s'il y a lieu, et les schémas de montage, les détails des raccordements, les notes explicatives pertinentes et tout autre renseignement nécessaire à l'exécution des travaux.
 - .4 Lorsque des ouvrages ou des éléments sont reliés ou raccordés à d'autres ouvrages, à d'autres éléments, ou des services mécaniques et électriques, indiquer sur les dessins qu'il y eu coordination des prescriptions, quelle que soit la Section aux termes de laquelle les ouvrages ou les éléments adjacents seront fournis et installés. Faire des renvois au devis et aux dessins du projet.
 - .7 Où applicable, et si d'autres documents soumis ne les indiquent pas, les dessins d'atelier doivent aussi inclure:
 - .1 Les caractéristiques telles que la puissance, le débit ou la contenance.
 - .2 Les caractéristiques relatives à la performance ou au rendement.
 - .3 Les normes applicables.
 - .4 La masse opérationnelle.
 - .5 Les schémas de câblage.
 - .6 Les schémas unifilaires et les schémas de principe.
 - .7 Les renseignements assurant que des surcharges n'affecteront pas les fonctions, l'apparence et la sécurité des travaux détaillés, ni celles des travaux adjacents.
 - .8 Les charges prévues, les dimensions et descriptions des éléments porteurs.
 - .9 Les dimensions et les mesures des endroits prévus pour les encoches, les manchons, les découpages et les percements des éléments de charpente
 - .10 La relation avec les ouvrages adjacents.
 - .8 La revue des dessins d'atelier par le Représentant du Ministère a pour seul objectif de s'assurer de leur conformité avec le concept général. Cette revue n'implique pas l'approbation de la conception détaillée rattachée aux dessins d'atelier. Cette responsabilité incombe à l'Entrepreneur qui les soumet, et une telle revue ne dégage pas non plus ce dernier de l'obligation de transmettre des dessins d'ateliers complets et exacts, et de se conformer à toutes les exigences des travaux et des documents contractuels. Sans que la portée générale de ce qui précède en soit restreinte, il importe de préciser que l'Entrepreneur est responsable de l'exactitude des dimensions confirmées sur place, de la fourniture des renseignements visant les méthodes de façonnage ou les techniques de construction et d'installation et de la coordination des travaux exécutés par tous les corps de métiers.
 - .9 Soumettre **1 copie reproductible** avec la **version électronique** de chaque dessin d'atelier sauf si autrement indiqué. L'original sera retourné à l'Entrepreneur avec les commentaires du Représentant du Ministère; l'Entrepreneur sera responsable de l'impression et de la distribution des copies.
 - .10 Soumettre les copies pliées des dessins d'atelier en format 215 mm x 280 mm (8½" x 11"), la cartouche d'inscription figurant vers l'extérieur.
 - .11 Les dessins d'atelier requérant des corrections majeures seront retournés pour être révisés et soumis à nouveau.
-

-
- .12 Les dessins d'atelier ne devant pas être soumis à nouveau seront retournés avec les commentaires de revue seulement.
 - .13 Aucun nouveau détail ou renseignement ne doit être ajouté aux dessins d'atelier après la dernière révision, sauf sur approbation préalable.
 - .14 Exécuter les travaux tels qu'indiqués sur les dessins d'atelier. Si des modifications sont nécessaires à cause du procédé de fabrication, réviser les dessins et les soumettre à nouveau.
- .3 Fiches techniques (F.T.):
- .1 Soumettre des fiches techniques de tous les produits, comprenant la littérature technique du manufacturier, incluant les extraits de catalogues, brochures, documentation indiquant les caractéristiques des produits, les critères de performance, les contraintes de compatibilité avec les autres produits, et tout autre information pertinente.
 - .2 Supprimer les renseignements qui ne s'appliquent pas aux présents travaux.
 - .3 Ajouter aux renseignements généraux et les détails supplémentaires qui s'appliquent aux présents travaux.
 - .4 Indiquer les références nécessaires qui s'appliquent aux parties appropriées des documents contractuels.
 - .5 Où applicable, les fiches techniques doivent inclure aussi:
 - .1 La puissance acoustique des systèmes et appareils;
 - .2 Les courbes de performance avec indication des points de fonctionnement.
- .4 Fiches signalétiques (F.S.):
- .1 Soumettre des fiches signalétiques requises du système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT), conformes aux exigences de Santé Canada et de Santé et sécurité de Ressources humaines et Développement social - Canada.
 - .2 Les fiches signalétiques doivent indiquer le taux d'émission de COV, le pourcentage des matières toxiques, etc, ainsi que des notices particulières et des fiches signalétiques indiquant les impédances, les risques et les mesures de sécurité à mettre en place.
- .5 Certificats de conformité (C.C.):
- .1 Soumettre des certificats de conformité, imprimés sur du papier de correspondance officielle du fabricant et signés par un représentant de ce dernier, attestant que les produits, matériaux, matériels et systèmes fournis et installés, sont conformes aux prescriptions du devis, incluant les critères de rendement ou de conception spécifiés, et que les matériaux sont compatibles entre eux et avec les substrats et les surfaces adjacentes, et sont des produits courants.
 - .2 Les certificats doivent être portés à une date postérieure à l'attribution du contrat et indiquer la désignation du projet.
 - .3 Voir aussi la **Section 01 45 00**.
- .6 Rapports des essais (R.E.):
- .1 Soumettre des rapports des essais, signés par le représentant officiel du laboratoire d'essai doit attestant que des matériaux, produits ou systèmes identiques à ceux proposés dans le cadre des travaux ont été éprouvés conformément aux exigences prescrites.
 - .2 Les essais doivent avoir été effectués dans les **3 années** précédant la date d'attribution du contrat.
 - .3 Voir aussi la **Section 01 45 00**.
-

-
- .7 Rapports des contrôles (R.C.):
- .1 Soumettre des rapports des essais et des vérifications effectués sur place par le fabricant dans le but de confirmer la conformité de l'installation des produits, matériaux, matériels ou systèmes aux normes ou instructions du fabricant et aux prescriptions du présent devis.
 - .2 Où le sceau et la signature d'un ingénieur qualifié sont exigés pour les dessins d'atelier, soumettre un rapport de contrôle par ce même ingénieur pour confirmer la conformité de l'installation avec les dessins d'atelier.
 - .3 Voir aussi la **Section 01 45 00**.
- .8 Instructions du fabricant (I.F.):
- .1 Soumettre des instructions du fabricant pré-imprimés, décrivant la méthode d'installation des produits, matériels et systèmes.
 - .2 Voir aussi la **Section 01 61 00**.
- .9 Fiches d'exploitation et d'entretien (E.E.):
- .1 Soumettre des fiches d'exploitation et d'entretien qui seront intégrées au Manuel d'exploitation et d'entretien.
 - .2 Voir aussi la **Section 01 78 00**.
- .10 Échantillons de produits (E.P.):
- .1 Sauf indication contraire, soumettre des échantillons de tous les matériaux et de l'équipement, et leurs accessoires spécifiés, tels que les attaches, garnitures, etc. (mais excluant les apprêts et adhésifs), illustrant la qualité du produit, les finis et couleurs ainsi que la qualité de la main-d'œuvre, tel que spécifié, identifiés avec une étiquette de 100 mm x 125 mm (4" x 5").
 - .2 Soumettre en **2 exemplaires**, de dimensions appropriées, des échantillons des matériaux et de leur utilisation prévue au contrat. Soumettre toute la gamme d'échantillons nécessaires, lorsque la texture, le motif et la couleur des matériaux font l'objet d'une prescription.
 - .3 Monter les échantillons des petits éléments, comme la quincaillerie ou les revêtements de finitions sur des panneaux rigides, et incorporer le traitement des joints des revêtements.
 - .4 Dans le cas des échantillons de très grandes dimensions, requérant un assemblage ou une évaluation sur le site, les expédier directement au chantier; obtenir au préalable l'approbation de Représentant du Ministère.
 - .5 Lorsque l'échantillon est refusé, les deux exemplaires seront retournés. Si accepté, un exemplaire sera retourné avec la mention "Revu sans commentaires".
 - .6 Les modifications apportées aux échantillons par le Représentant du Ministère ne sont pas censées faire varier le prix contractuel. Si c'est le cas, cependant, en aviser le Représentant du Ministère par écrit avant d'entreprendre les travaux.
 - .7 Apporter aux échantillons les modifications qui peuvent être demandées par le Représentant du Ministère tout en respectant les exigences des documents contractuels.
 - .8 Les modifications apportées aux matériaux, à la couleur, à la texture, au fini, aux dimensions, au rendement, au fonctionnement, à l'exploitation, à la construction, à l'assemblage, aux éléments de fixation, aux méthodes de fabrication, aux caractéristiques de service et aux autres qualités d'un produit après l'acceptation d'un échantillon, doivent être soumises à nouveau, accompagnées d'une demande écrite pour revue des caractéristiques modifiées de l'échantillon du produit à des fins d'approbation, si requis.
 - .9 Les échantillons examinés et approuvés deviendront la norme de référence à partir de laquelle la qualité des matériaux et la qualité d'exécution des ouvrages finis et installés seront évaluées.
-

- .11 Échantillons de l'ouvrage (E.O.):
 - .1 Voir la **Section 01 45 00**.
 - .12 Documents et éléments pour l'ordonnancement des travaux (C.T.):
 - .1 Voir **Section 01 32 16.07**.
 - .13 Dessins de coordination (D.C.):
 - .1 Préparer des dessins de coordination pour indiquer les méthodes d'installation d'un système en relation avec d'autres systèmes dans la même zone. S'assurer que tous les détails d'équipements, d'appareils et de raccordements sont coordonnés.
 - .2 Soumettre des dessins de coordination suffisamment à l'avance pour fabrication et installation d'ouvrage concernés.
 - .14 Garanties normales (G.N.) et garanties prolongées (G.P.):
 - .1 Soumettre une garantie normale ou une garantie prolongée pour la fourniture et l'installation, tel que demandé dans les Sections techniques du présent devis.
 - .2 La garantie prolongée prolongera la période d'un an de la garantie normale, à partir de la date d'Achèvement substantiel des travaux.
 - .3 Faire les réparations requises, remplacer les pièces défectueuses ou les systèmes défectueux durant la période de garantie prescrite.
 - .4 Sauf indication contraire, dans les Section techniques du devis, soumettre les garanties selon le format fourni, **Échantillon de formule de garantie**, à la fin de la présente section.
 - .5 Fournir toutes les autres garanties prolongées offertes par les manufacturiers, sans frais au Représentant du Ministère.
 - .6 Voir aussi la **Section 01 78 00**.
 - .15 Autres documents et éléments à soumettre (A.S.):
 - .1 Fournir copies des Contrats signées avec les sous-traitants ainsi que les bons de commandes aux fournisseurs pour les équipements et matériaux.
 - .2 Soumettre des preuves d'achat, si requis par le Représentant du Ministère.
 - .3 Soumettre les documents exigés par la Commission de la santé et de la sécurité au travail du Québec immédiatement après l'attribution du contrat – Voir aussi la **Section 01 35 29.06**.
 - .4 L'Entrepreneur devra présenter la preuve documentaire que lui même et ses sous-traitants se sont conformés aux exigences de la Commission de la santé et de la sécurité au travail du Québec.
 - .5 Soumettre les copies des polices d'assurance immédiatement après l'attribution du contrat.
 - .6 Avant l'octroi du contrat, présenter une ventilation détaillée des coûts relatifs à ce marché indiquant également le prix global du marché selon les indications de Représentant du Ministère. Une fois approuvée par ces derniers, cette ventilation des coûts servira de base de référence aux fins du calcul des paiements.
 - .7 Lorsque le Représentant du Ministère le demandent, soumettre des plans de repérage indiquant la position relative des divers équipements et réseaux.
 - .8 S'entendre avec le Représentant du Ministère pour la documentation photographique, concernant le format, la qualité et la quantité, la fréquence des photographies.
 - .9 Voir aussi d'autres Sections de la **Division 01** et les **Sections techniques** pour autres documents et éléments à soumettre pendant l'exécution et à la fin de l'Ouvrage.
-

3.0 **Annexes (pages suivantes)**

- Échantillon de formule de garantie
- Fiche d'identification pour documents ou éléments soumis
- Liste des documents et éléments à soumettre - Architecture

ÉCHANTILLON DE FORMULE DE GARANTIE

Section(s) du devis:

(numéros et titre)

Date:

Représentant du Ministère:

Entrepreneur

général:

Sous-traitant:

La présente garantie entre en vigueur à la date d'Achèvement substantiel des travaux et est valable pour une période de an(s) à partir de cette date.

Cette garantie couvre toute défectuosité de matériaux et de main-d'oeuvre et de tout autre aspect des travaux faisant l'objet du présent Contrat, tels que prescrits dans la Section ou les Sections respectives du devis dont le titre apparaît en entête.

Cette garantie ne couvre pas les dommages occasionnés par le vandalisme, les abus ou un usage anormal des produits installés et couverts par cette garantie.

Sauf en cas d'urgence, le Représentant du Ministère avisera le soussigné le plus rapidement possible par écrit de toute défectuosité et accordera un délai raisonnable pour l'exécution des réparations durant les heures régulières de travail.

Les fournisseurs sont *(ajouter autant de noms que nécessaire)*:

Item:

Nom:

Adresse:

Personne
ressource:

No. de tél.:

Item:

Nom:

Adresse:

Personne
ressource:

No. de tél.:

Restrictions: cette garantie ne couvre pas les items ci-après énumérés:

Aucun engagement, condition ou responsabilité non mentionné de façon précise aux présentes, ne peut être considéré, présumé ou sous-entendu.

Nom de la compagnie: _____

Signature: _____

Nom du signataire: _____

No. de tél.: _____

Sceau: _____

(Veuillez ajouter des pages supplémentaires pour tout autre précision nécessaire)

FICHE D'IDENTIFICATION POUR DOCUMENTS OU ÉLÉMENTS SOUMIS

PROJET:	REP. DU MIN.:		
	REP. DU MIN.:		
MAÎTRE D'OEUVRE:	N/RÉF.:	PHASE:	
ENTREPRENEUR GÉNÉRAL:			
Gérant de projet:			
Adresse:			
Téléphone: () Télécopieur: ()			
SOUS-TRAITANT:	DISCIPLINE:		
Adresse:			
Responsable:			
Téléphone: () Télécopieur: ()			
FOURNISSEUR OU FABRICANT:	RÉCEPTION ET COMMENTAIRES:		
Adresse:			
Responsable:			
Téléphone: () Télécopieur: ()			
DESCRIPTION DU DESSIN D'ATELIER OU AUTRE SOUMISSION:			
Nombre:			
Référence au plan:			
Référence au devis:			
Division: Section:			
Article: Page:			
Abréviation du produit:			
REMARQUES:			
N° DE DESSIN:	Date:	Rév.:	

LÉGENDE				
D.A. F.T. F.S. C.C. R.E. R.C. I.F. E.E. E.P. M.R.	Dessins d'atelier, tableaux Fiches techniques Fiches signalétiques Certificat de conformité Rapport des essais Rapports des contrôles Instructions du fabricant Fiches d'exploitation et d'entretien Échantillon de produits Matériel de remplacement, d'entretien,	P.Q. E.O. R.D. C.D. G. T.E.*	Preuve de qualification Échantillon d'ouvrage Plan de réduction des déchets et autres exigences de santé et sécurité Confirmation de démonstration Garantie normale (G.N.) ou Garantie prolongée (G.P.) (années à partir de l'Achèvement substantiel des travaux) Dessins "tel qu'exécutés"	D.C.* C.T.* A.S.* M.E.* LOT .1 Enveloppe .2 Travaux intérieurs .3 Aménagements du site * Documents généraux – Voir Sections 01 33 00 et 01 78 00
NOTES:				
. 1 Soumettre les documents et éléments indiquées ci-dessous selon les prescriptions des Sections de la Division 01, entre autres 01 33 00, 01 35 29.06, 01 35 43, 01 45 00, 01 74 21 et 01 78 00.				
. 2 Voir aussi les Sections techniques du devis.				
. 3 Voir aussi Divisions 03 et 05 (Structure), Mécanique et Électricité pour d'autres exigences.				

Section	Titre de la Section	D.A.	F.T.	F.S.	C.C.	R.E.	R.C.	I.F.	E.E.	E.P.	M.R.	P.O.	E.O.	R.D.	C.D.	G.	LOT	NOTES
02 41 99	Démolition													•				
05 05 00	Mat. & finitions - Métaux																	
05 50 00	Ouvrages en métal	•	•							•		•				1		
07 52 00	Toiture membrannée	•	•	•	•	•	•	•	•	•		•	•			5/ 10		
09 91 00	Peinture	•	•	•			•	•	•	•	•	•	•			1		

Fin de la Section

1.0 Référence

- .1 Les exigences de sécurité définies par le présent document réfèrent aux Ordres permanents de l'Établissement visé par les travaux. Dans l'éventualité d'une contradiction entre le présent document et ces Ordres permanents, ces derniers prévaudront.
- .2 Autorisation : Règlement sur le Système Correctionnel et la Mise en liberté sous conditions.

2.0 Objet

- .1 Préciser les règlements applicables aux Entrepreneurs, à leurs employés et à leurs mandataires qui effectuent des travaux à l'Établissement et définir les mesures de sécurité qui s'appliquent aux travaux de construction, de rénovation, d'entretien et de réparation effectués à l'Établissement.

3.0 Définitions

- .1 **"Véhicule industriel"** : Désigne tout véhicule motorisé qui sert à la livraison du matériel, de l'équipement et des outils nécessaires aux travaux de construction, de rénovation, d'entretien et de réparation.
- .2 **"Objet interdit"** :
 - .1 Substances intoxicantes.
 - .2 Arme, pièce détachée d'arme, munition ainsi que tout objet conçu pour tuer ou blesser ou modifié ou assemblé à ces fins.
 - .3 Explosifs ou bombes, ou pièces détachées d'explosif ou de bombe.
 - .4 Tout objet non autorisé et susceptible de mettre en danger la sécurité d'une personne ou du pénitencier.
- .3 **"Pénitencier"** : Établissement géré, à titre permanent ou temporaire, par le Service Correctionnel du Canada (SCC) et servant à l'hébergement et/ou à la garde de détenus. Les limites d'un pénitencier sont définies par la ligne de propriété du terrain sur lequel il se situe.
- .4 **"Substance intoxicante"** : Toute substance qui, lorsqu'elle est introduite dans le corps d'une personne, peut altérer le comportement, le jugement, le sens de la réalité ou l'aptitude à faire face aux exigences normales de la vie de cette personne, excluant : la caféine et la nicotine et tout médicament autorisé par un agent ou un professionnel de la santé dûment accrédité.
- .5 **"Visiteur"** : Toute personne autre qu'un détenu ou un agent du SCC.

4.0 Rôle et responsabilités

- .1 Les horaires de travail du chantier ont à être approuvés par le Directeur de l'Établissement. Au besoin, pour des raisons de sécurité de nature exceptionnelle, celui-ci pourra les modifier.
 - .2 Le Directeur associé de l'Établissement gère les règlements et les mesures de sécurité applicables aux Entrepreneurs, à leurs employés et à leurs mandataires. L'exécution de travaux par l'Entrepreneur ne doit pas entraver l'opération de l'Établissement ou en mettre la sécurité en danger.
-

- .3 Le Directeur associé doit s'assurer que l'Entrepreneur, ses employés et ses mandataires se voient accorder toute la liberté d'action raisonnable nécessaire à l'exécution diligente et efficace des travaux qui leurs sont confiés.
- .4 Le Coordonnateur, Opérations correctionnelles est responsable de l'application des règlements et de la mise en place de mesures de sécurité appropriées. Il est assisté en cela par les Chefs de sections concernés.
- .5 Le Coordonnateur, Opérations correctionnelles doit informer l'Entrepreneur des exigences de sécurité énoncées dans le présent ordre permanent.
- .6 Le Gestionnaire correctionnel, Opérations correctionnelles doivent participer aux réunions de chantier, afin d'obtenir toute l'information nécessaire pour que lui-même et son personnel puissent effectuer un contrôle sécuritaire adéquat du chantier. Il doit, au cours de ces réunions, s'assurer que les instructions du SCC relatives à l'exécution sécuritaire du contrat sont comprises et correctement appliquées par les personnes concernées. Toutes les informations de l'exécution d'un projet de construction et les communiqués ainsi que les instructions nécessaires pour que le projet puisse être réalisé de manière sécuritaire seront émises soit par le gestionnaire des installations soit par le gestionnaire des opérations correctionnelles selon le besoin.
- .7 Tout surveillant ou membre du personnel de l'Établissement auquel la Direction a confié le contrôle des activités de l'Entrepreneur dans un secteur spécifique est également responsable des déplacements des employés et des mandataires de l'Entrepreneur effectués entre le secteur concerné et tout autre secteur de l'Établissement.
- .8 Le plus tôt possible suite à l'octroi d'un contrat de construction, le Chargé de projet du SCC doit organiser une rencontre entre les représentants de l'Établissement et l'Entrepreneur afin qu'ils puissent finaliser la mise en place des différents éléments nécessaires à la bonne exécution des travaux.
- .9 Lors de cette rencontre, l'Entrepreneur doit identifier la personne qui le représentera sur le chantier. Celui-ci devra veiller à ce que tout employé et tout mandataire de l'Entrepreneur se présentant à l'Établissement soit informé et identifié de manière appropriée.
- .10 L'Entrepreneur doit informer tout son personnel des exigences de sécurité applicables à l'Établissement et doit voir à ce qu'une copie des dites exigences soit constamment affichée en évidence sur le chantier.
- .11 Durant la période de l'appel d'offres, l'Entrepreneur sera invité à visiter le site des travaux afin qu'il puisse vérifier sur place les conditions existantes pour qu'il puisse mieux comprendre l'ampleur et la complexité des travaux à exécuter.

5.0 Contrôle de la contrebande - généralités

- .1 L'Entrepreneur doit s'assurer que tous ceux qui travaillent pour lui, directement ou indirectement sur le chantier, connaissent la définition des objets interdits énoncée au présent ordre permanent et les articles: 45, 59, 60, 61 de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, qui se lisent comme suit:

INFRACTIONS PUNISSABLES PAR PROCÉDURES SOMMAIRES

Article 45:

Commets une infraction punissable par procédure sommaire quiconque :

- a) est en possession d'un objet interdit au-delà du poste de vérification d'un pénitencier;
- b) est en possession d'un objet interdit en deçà de ce poste de vérification;
- c) remet des objets interdits à un détenu ou les reçoit de celui-ci;
- d) sans autorisation préalable, remet des bijoux à un détenu ou en reçoit de celui-ci;
- e) se trouve dans un pénitencier sans y être autorisé.

FOUILLE DES VISITEURS

Article 59 :

Dans les cas prévus par règlements et justifiés par des raisons de sécurité, l'agent peut, sans soupçon précis, procéder à la fouille discrète ou par palpation des visiteurs.

Article 60 :

- (1) L'agent qui a des motifs raisonnables de soupçonner qu'un visiteur a en sa possession un objet interdit ou un élément de preuve relatif à la perpétration d'une infraction visée à l'article 4, peut le soumettre à une fouille par palpation.
 - (2) Après lui avoir donné la possibilité de quitter sans délai le pénitencier, l'agent peut soumettre tout visiteur du même sexe à une fouille à nu lorsque les conditions suivantes sont réunies :
 - a. Il a des motifs raisonnables de soupçonner que celui-ci est en possession d'un objet interdit ou d'un élément de preuve relatif à la perpétration d'une infraction visée à l'article 45 et est d'avis que la fouille à nu est nécessaire pour le trouver ;
 - b. Il convainc le Directeur du pénitencier de la réalité de ces motifs raisonnables et de la nécessité de procéder à la fouille.
 - (3) Lorsqu'un agent a des motifs raisonnables de croire qu'un visiteur est en possession d'un objet interdit ou d'un élément de preuve relatif à la perpétration d'une infraction visée à l'article 45 et qu'une fouille à nu s'avère nécessaire pour le trouver :
 - a. L'agent peut détenir le visiteur afin soit d'obtenir l'autorisation du Directeur de procéder à la fouille à nu, soit de recourir aux services de la police ;
 - b. Le Directeur peut, si l'agent le convainc de la réalité de ces motifs et de la nécessité de la fouille, autoriser un agent du même sexe que le visiteur à effectuer cette fouille.
 - (4) Le visiteur ainsi détenu a le droit de connaître dans les plus brefs délais les motifs de sa détention et, avant la fouille, d'avoir la possibilité de recourir sans délai à l'assistance d'un avocat et d'être informé de ce droit.
-

FOUILLE DE VEHICULE

ARTICLE 61 :

- (1) Dans les cas prévus par règlement et justifiés par des raisons de sécurité, l'agent peut, sans soupçon précis et selon les modalités réglementaires, procéder à la fouille des véhicules qui se trouvent au pénitencier.
 - (2) L'agent qui a des motifs raisonnables de croire qu'un objet interdit se trouve dans un véhicule, au pénitencier, et dans des circonstances constituant une infraction prévue à l'article 45, peut, avec l'autorisation du Directeur, fouiller le véhicule.
 - (3) Dans le cas visé au paragraphe (2), l'agent peut, sans autorisation, fouiller le véhicule s'il a des motifs raisonnables de croire que le délai pour l'obtenir mettrait en danger la vie ou la sécurité de quiconque ou entraînerait la perte ou la destruction de l'objet interdit.
-
- .2 Il est interdit de consommer et d'avoir en sa possession une boisson alcoolisée et/ou un stupéfiant à l'intérieur des limites de la propriété de l'Établissement. La découverte d'une boisson alcoolisée ou d'un stupéfiant sur le chantier doit immédiatement être signalée au Directeur associé de l'Établissement qui verra à l'identification du ou des contrevenant(s). Toute personne associée au projet et qui semble en état d'ébriété, ou sous l'influence d'une drogue ou d'un stupéfiant ou dont le comportement paraît anormal est susceptible de se voir retirer ou refuser l'autorisation d'accéder au chantier et à l'Établissement.
 - .3 Aucune arme ne doit pénétrer sans autorisation sur la propriété du SCC.
 - .4 Il est interdit en tout temps de prendre une photo sans autorisation sur la propriété du SCC. La Direction de l'Établissement concerné peut autoriser une personne à prendre une ou des photos, à certaines conditions, si elle le croit justifié.
 - .5 Les cordages ainsi que les matières inflammables doivent être entreposés dans un local sous clé et hors d'atteinte des détenus et ce en tout temps. Lorsqu'on doit utiliser ces articles, ils doivent l'être sous la surveillance constante d'une escorte mandatée par le SCC.
 - .6 Les échelles et échafaudages doivent être entreposés à l'endroit et de la manière désignés au début du contrat par le Coordonnateur, Opérations correctionnelles de l'Établissement.

6.0 Accès à l'établissement

- .1 Lorsqu'ils circulent sur la propriété du SCC et s'ils ne sont pas accompagnés d'une escorte désignée soit par le Gestionnaire des installations ou par le Gestionnaire Correctionnel, Opérations, un agent correctionnel peut demander aux Entrepreneurs, leurs employés et leurs mandataires de s'identifier aux différents postes de contrôle (ex.: patrouille motorisée, entrée principale, etc.). La présence de leur véhicule pourra être enregistrée.
-

- .2 Le Gestionnaire des installations et/ou Gestionnaire des Opérations correctionnelles devront approuver au préalable tout déplacement d'un employé ou d'un mandataire de l'Entrepreneur à l'extérieur des limites du chantier définies ci-dessous. Cet employé ou ce mandataire devra être escorté et pourra être fouillé et soumis à un contrôle d'outils. Cette personne et les objets qu'elle transportera seront alors vérifiés à l'aide d'un détecteur de métal et d'un scanner au Rayon-X. On pourra également utiliser d'autres techniques pour le dépistage de drogues. Dans certaines circonstances exceptionnelles, on pourra effectuer une vérification par palpation, ou une fouille à nu pourra être exigée par le Directeur de l'Établissement. Les personnes autorisées à effectuer un tel déplacement devront se rendre à la poterne de l'Établissement au moment convenu avec le Coordonnateur, Opérations correctionnelles. Le personnel en place à la poterne leur communiquera des instructions appropriées.
- .3 Pour les fins du présent projet, comme défini dans les documents d'appel d'offres, une entrée existante (entrée de service) formée de deux barrières permettant de franchir les deux clôtures qui forment le périmètre de sécurité pourra être utilisée par l'Entrepreneur pour accéder au chantier. Le SCC y postera un préposé qui sera responsable de l'identification et du contrôle des personnes et des véhicules entrant ou sortant du chantier. Ces barrières permettent d'accéder à une zone située à l'intérieur du périmètre de sécurité et fermée par des clôtures existantes. Ces clôtures, les deux clôtures du périmètre de sécurité et le mur extérieur de l'édifice existant délimitent la zone de chantier applicable au présent projet.
- .4 Tout véhicule pénétrant à l'intérieur de l'enceinte de l'Établissement ou quittant cette enceinte fera l'objet d'une fouille. Ces fouilles s'appliqueront au chauffeur et au contenu du véhicule.
- .5 Toute personne refusant de se soumettre à une fouille exigée se verra refuser ou retirer l'autorisation d'accéder au chantier et à l'Établissement.
- .6 Toute anomalie décelée sera immédiatement communiquée au Surveillant des opérations correctionnelles qui relayera l'information au Gérant d'unité.
- .7 Le Directeur associé de l'Établissement peut refuser une autorisation d'accès à la propriété du SCC. Il le fera lorsqu'il sera d'avis que la présence d'une ou de plusieurs personnes à l'intérieur des limites de la propriété du SCC représenterait un risque pour la sécurité de l'Établissement.
- .8 En certaines circonstances exceptionnelles ou du fait des activités en cours dans le secteur concerné, pour des raisons de sécurité, le Directeur associé, sur le quart de jour, et l'Agent en charge de l'Établissement, sur les quarts de soir et de nuit, peuvent refuser que l'Entrepreneur, ses employés et ses mandataires puissent accéder à certains secteurs de l'Établissement.

7.0 Restrictions d'embauche

- .1 Sans autorisation spécifique préalable, il est interdit à l'Entrepreneur qui effectue des travaux sur la propriété du SCC d'embaucher un ex-détenu dans le cadre de ces travaux.
-

8.0 Stationnement (et restrictions concernant les véhicules)

- .1 Le Coordonnateur, Opérations correctionnelles détermine le ou les emplacements à être utilisés par les employés de la construction pour le stationnement des véhicules de chantier. Les employés et mandataires de l'Entrepreneur doivent stationner leur véhicule privé dans le stationnement destiné aux visiteurs de l'Établissement situé à l'avant de l'Établissement.
- .2 Les vitres de tous les véhicules stationnés doivent être relevées, leurs portières et leurs coffres à bagages doivent être fermés à clé et toutes les clés doivent être retirées des véhicules. Le SCC se réserve le droit d'inspecter en tout temps tout véhicule situé sur le terrain de l'Établissement.
- .3 En entrant ou en sortant de l'Établissement, il est interdit de faire monter dans sa voiture quiconque se trouve sur une des routes d'accès à l'Établissement.
- .4 Les roulottes ou ateliers mobiles stationnés sur la propriété du SCC doivent être fermés à clé en tout temps. Le SCC se réserve le droit de les inspecter en tout temps.

9.0 Vérification sécuritaire et carte d'identification

- .1 L'Entrepreneur doit remettre, au Coordonnateur, Opérations correctionnelles, une liste des personnes qui travailleront sur le chantier, ainsi que les informations nécessaires à une vérification de sécurité de leur dossier, au moins **cinq (5) jours** avant leur arrivée au chantier.
 - .2 L'agent de sécurité préventive de l'Établissement a la responsabilité d'effectuer une vérification de sécurité pour chacune des personnes qui doit accéder à la propriété du SCC.
 - .3 Lorsque la vérification est complétée, le nom de la personne vérifiée est ajouté à une liste informatique dont on trouve copie à l'entrée principale de l'Établissement.
 - .4 L'agent de correction II, en poste à l'entrée principale, doit vérifier si chacune des personnes demandant d'accéder au chantier est identifiée sur cette liste.
 - .5 Dans l'éventualité où une personne demanderait d'accéder au chantier alors que son nom n'apparaîtrait pas sur cette liste, le cas sera immédiatement soumis à l'Agent de sécurité préventive et cette personne devra demeurer à l'entrée principale, dans l'attente d'une décision concernant sa demande d'accès au chantier.
 - .6 Toute personne dont le nom apparaît sur la liste doit, lors de sa première visite, être escortée jusqu'au bureau de l'Agent de sécurité préventive pour prise de photo et production d'une carte d'identité.
 - .7 Une carte d'identité ne sera pas produite pour une personne ne devant effectuer qu'un court séjour au chantier (moins d'une journée). Dans ces cas, l'Agent de sécurité préventive informera, par écrit, l'Agent de correction II de l'entrée principale, en indiquant la durée du séjour prévu.
 - .8 Un exemplaire de chacune des cartes d'identité émises est affiché en permanence à l'entrée principale ou à la barrière de service selon le besoin, sauf dans certains cas spécifiques où les responsables de la sécurité de l'Établissement considèrent qu'il n'est pas nécessaire de procéder à cet affichage.
-

- .9 L'émission et le contrôle des cartes d'identité à l'intention des employés de la construction sont effectués sous la responsabilité du Coordonnateur, Opérations correctionnelles. L'Agent de sécurité préventive de l'Établissement doit maintenir un registre contenant les informations suivantes pour chacune des cartes émises: la date de l'émission, le nom du titulaire de la carte et de la compagnie qu'il représente, la date de l'annulation de la carte et de sa destruction, tout autre détail pertinent (ex.: carte perdue, remplacement et dates), le numéro du projet de construction, si applicable.
- .10 Le Coordonnateur, Opérations correctionnelles peut demander que des photos en gros plan soient prises des travailleurs contractuels et que ces photos soient exposées à l'intérieur de l'Établissement à des fins d'identification.
- .11 L'Établissement est responsable de la prise de photographies requise pour la production des cartes d'identité. On apposera au verso de la carte un autocollant destiné à recevoir certaines informations. Ces informations doivent être fournies en même temps qu'une autorisation d'émission, par l'Agent de sécurité préventive.
- .12 Lorsqu'un employé de la construction a complété son travail et qu'il ne reviendra plus en Établissement, le Chef de division responsable doit en informer l'Agent de sécurité préventive, afin que celui-ci puisse reprendre et annuler sa carte d'identité et effectuer les annotations appropriées au registre.
- .13 En Établissement, l'Entrepreneur, ses employés et ses mandataires doivent porter leur carte d'identité visiblement épinglée à la hauteur du buste. Ces cartes d'identité sont la propriété du SCC, elles ne doivent jamais quitter l'Établissement. Elles permettent une identification appropriée des individus. Elles sont remises à leur titulaire à leur arrivée et reprises à leur départ et ce, à chaque jour. Toute personne se présentant à l'Établissement doit s'identifier à l'aide d'un permis de conduire ou de toute autre carte officielle d'identification avec photo.
- .14 Le cas échéant, le détenteur d'une carte d'identité doit, sans délai, en rapporter la perte ou la détérioration à l'Agent de sécurité préventive qui l'a émise.

10.0 Contrôle des objets pouvant compromettre la sécurité dans les établissements

- .1 L'Entrepreneur doit remettre une liste détaillée de tout son outillage et de tous ses équipements au Coordonnateur, Opérations correctionnelles, lequel est responsable du contrôle et de la tenue à jour de cette liste. Une copie de cette liste doit être affichée en tout temps à l'intérieur du contenant à outils ou du coffre utilisé à cette fin. L'agent responsable des fouilles utilisera cette liste pour faire la vérification des outils à chaque fois qu'un coffre à outils entrera ou sortira de l'Établissement ou lorsque jugé nécessaire. Toute dérogation à cette procédure doit être autorisée par le Coordonnateur, Opérations correctionnelles.
- .2 Lorsque les outils demeureront sur place, ces vérifications devront être effectuées :
 - .1 Au début et à la fin de chaque projet ;
 - .2 Chaque semaine, lorsque la durée des travaux est de plus d'une semaine.
- .3 Il faudra garder tous les outils et les équipements sous surveillance constante en apportant une attention particulière aux limes, lames de scie, fils d'acier, cordes et échelles.

- .4 Il faudra entreposer tous les outils et les équipements dans les endroits prévus à cet effet et respectant les instructions des responsables de l'Établissement.
- .5 On devra fermer tous les coffres à outils à clé lorsqu'ils ne seront pas utilisés et rapporter immédiatement la perte de tout outil ou de tout équipement au Surveillant, Opérations correctionnelles.

11.0 Contrôle sortie et retour des clés

- .1 Dans l'éventualité où il s'avérerait nécessaire, du fait de la nature et/ou de la durée des travaux, que l'Établissement remette certaines clés à l'Entrepreneur, celui-ci devra, dès que le Préposé à l'entretien de l'équipement sécuritaire lui confiera ces clés:
 - .1 Remettre, au Préposé à l'entretien de l'équipement sécuritaire, un reçu identifiant le code de chacune de ces clés;
 - .2 Remettre une copie de ce reçu à l'agent de correction préposé à la surveillance du chantier;
 - .3 Se procurer et installer une armoire métallique à serrure, dotée d'un nombre suffisant de crochets pour pouvoir y suspendre toutes ces clés (une par crochet);
 - .4 Nommer, parmi ses employés, un Responsable du Contrôle des clés, lequel sera chargé de contrôler les prêts et les retours de ces clés pour toute la durée des travaux;
 - .5 Communiquer des instructions appropriées à ses employés et ses mandataires afin que la garde de ces clés soit correctement assurée pour toute la durée des travaux.
- .2 L'Entrepreneur doit:
 - .1 Émettre des instructions à ses employés et ses mandataires à l'effet que chacune de ces clés doit être retournée au Responsable du contrôle des clés, à la fin de chaque journée de travail ou dès qu'elle n'est plus nécessaire pour effectuer le travail en cours.
 - .2 Produire et tenir à jour un registre identifiant :
 - .1 La date et l'heure pour chacun des emprunts de chacune de ces clés;
 - .2 Le numéro de code de la clé empruntée;
 - .3 Le nom de l'emprunteur;
 - .4 Le nom de l'employeur de l'emprunteur;
 - .5 La date et l'heure de retour de la clé empruntée, à chaque fois, attestées par une signature du Responsable du contrôle des clés;
 - .6 Une confirmation attestée par la signature du gardien de sécurité préposé au chantier confirmant que toutes les clés ont été retournées au Responsable d
contrôle des clés et ce, à la fin de chacune des journées de travail.
 - .3 Remettre un rapport écrit, au Préposé à l'entretien de l'équipement sécuritaire de l'Établissement, concernant toute clé perdue, endommagée, mal utilisée ou manipulée sans précaution, en y identifiant la clé en cause par son numéro de code. L'Entrepreneur doit remettre copie de ce rapport à l'agent du SCC préposé au chantier.
- .3 Sur réception du rapport exigé au sous-paragraphe .3 ci-dessus et en prenant en considération les informations contenues dans ce rapport, le Coordonnateur, Opérations correctionnelles doit décider si la clé en question doit être remplacée par une nouvelle clé de même type sous un numéro de code différent et le cas échéant, doit prendre action pour qu'elle le soit.

12.0 Règles de conduite à respecter

- .1 L'Entrepreneur ses employés et ses mandataires doivent :
 - .1 Éviter que les détenus les impliquent dans leur vie ou leurs problèmes personnels;
 - .2 Limiter leurs activités à celles du programme autorisé;
 - .3 Respecter les instructions de l'agent de liaison (commissionnaire) ou de tout agent de correction assigné à la surveillance du chantier et/ou des activités connexes;
 - .4 Refuser de transmettre, à quiconque autre qu'un employé de l'Établissement, un objet ou un message écrit ou oral de la part d'un détenu;
 - .5 S'abstenir de communiquer une de leurs coordonnées personnelles (numéro de téléphone, adresse civique, adresse courriel, etc.) à un détenu;
 - .6 Sur demande d'un agent de correction, cesser toute activité et respecter les consignes qu'il émettra.
- .2 Toute personne qui ne se conformera pas à l'une de ces règles de conduite se verra refuser ou retirer l'autorisation d'accéder au chantier et à la propriété du SCC et en sera immédiatement expulsée.

13.0 Occupation des lieux

- .1 L'Entrepreneur doit n'utiliser que l'espace minimum requis et alloué pour l'exécution des travaux et l'entreposage des matériaux et outillages nécessaires à l'exécution des travaux.
- .2 L'Entrepreneur doit s'entendre au préalable avec le Représentant du Ministère et le Chargé de projet du SCC concernant les limites de l'espace mis à sa disposition.

14.0 Accès et escorte

- .1 L'Entrepreneur, ses employés et ses mandataires doivent toujours se présenter à l'Établissement en présentant une carte officielle d'identification avec photo (ex. : permis de conduire).
- .2 L'Entrepreneur, ses employés et ses mandataires doivent être escortés en tout temps par un agent de correction ou un commissionnaire, lorsqu'ils doivent travailler en présence ou à proximité d'un détenu.

15.0 Livraison et accès au chantier

- .1 L'Entrepreneur doit :
 - .1 Faire livrer à son nom tout le matériel et l'équipement destinés au projet, afin qu'on puisse les distinguer des livraisons destinées à l'Établissement. Chacun des bons de livraison afférents devra identifier le titre du contrat, le nom de l'Entrepreneur et le bâtiment auquel l'envoi est destiné.
 - .2 Vérifier auprès du Coordonnateur, Opérations correctionnelles de l'Établissement les heures permises pour les entrées et les sorties des véhicules qui doivent franchir les doubles clôtures de l'Établissement. On ne permettra pas aux véhicules, aux employés ou aux mandataires de l'Entrepreneur d'accéder au chantier en dehors des heures normales de travail ou sur fin de semaine, sauf dans les cas où l'Entrepreneur aura obtenu au préalable, du Coordonnateur, Opérations correctionnelles, une autorisation à cet effet.
-

- .3 Informer, au moins **24 heures** à l'avance, le Représentant du Ministère, lorsque des heures supplémentaires de travail sont nécessaires. Le Représentant du Ministère sollicitera alors l'autorisation requise du Coordonnateur, Opérations correctionnelles afin que les ressources nécessaires soient affectées à la surveillance sécuritaire des travaux projetés et des activités connexes à ces travaux.
- .2 Aucun véhicule privé n'est admis à l'intérieur des doubles clôtures formant le périmètre de sécurité de l'Établissement, sauf si une autorisation spéciale à cet effet est accordée par le Coordonnateur, Opérations correctionnelles. Les camions qui livrent du matériel, de l'équipement et des outils n'ont accès au chantier que lorsque leur contenu est jugé nécessaire à l'exécution des travaux.

16.0 **Maintien des services et nettoyage**

- .1 L'Entrepreneur doit :
 - .1 S'entendre au moins **48 heures** à l'avance avec le Représentant du Ministère pour toute interruption d'un service existant (eau, électricité, chauffage, etc.). Le Représentant du Ministère verra à informer tous les responsables concernés, afin que des mesures appropriées soient prises pour que les opérations de l'Établissement demeurent sécuritaires malgré cette interruption de service.
 - .2 Prendre toutes les mesures nécessaires pour que la durée de cette interruption soit réduite au strict minimum.
- .2 L'Entrepreneur doit :
 - .1 Retirer du chantier tout débris ou résidu;
 - .2 Effectuer une inspection du chantier, afin de s'assurer qu'aucun outil ou article n'est oublié sur les lieux des travaux.

Fin de la Section

1.0 Directives

- .1 La localisation de la roulotte de chantier sera déterminée lors de la première réunion de chantier.
- .2 Les employés et mandataires de l'Entrepreneur ne sont pas autorisés à utiliser les installations du Service correctionnel du Canada (SCC) pour les repas. Ils devront prendre leur repas sur le chantier ou à l'extérieur de la propriété du SCC.
- .3 Les employés et mandataires de l'Entrepreneur ne sont pas autorisés à utiliser les installations sanitaires du SCC. L'Entrepreneur devra fournir une toilette de chantier.
- .4 Fumer (tabac, cigarettes et cigarettes électroniques) à l'intérieur du bâtiment est strictement interdit en tout temps. Fumer (tabac, cigarettes et cigarettes électroniques) sur le terrain du pénitencier R est strictement interdit en tout temps, sauf dans les endroits désignés par le Représentant Ministériel.
- .5 Les échafaudages seront démontés et entreposés quotidiennement. Les outils à percussion utilisant des cartouches ne sont pas acceptés. Toutefois, les outils à percussions pneumatiques sont autorisés.
- .6 L'Entrepreneur pourra utiliser les services suivants:
 - .1 Électricité : 110, 220 et 550 volts. Tous les branchements nécessaires devront cependant être effectués par l'entrepreneur, à ses frais;
 - .2 Eau et remisage : détails à finaliser lors de la visite des soumissionnaires;
 - .3 Téléphone : l'Entrepreneur, ses employés et mandataires ne pourront utiliser qu'un téléphone que l'Entrepreneur pourra faire installer à ses frais dans sa roulotte de chantier.
 - .4 Téléphone cellulaire : interdits pour tous.
- .7 Pour les détails relatifs aux opérations, l'Entrepreneur devra communiquer avec le Représentant du Ministère dont les coordonnées lui seront transmises suite à l'octroi du contrat.
- .8 Un gardien de sécurité (commissionnaire) sera embauché et payé par l'Établissement afin qu'il assiste le personnel de l'Établissement dans la surveillance des activités reliées aux travaux de construction.
- .9 Pour les opérations, communiquer avec le Représentant du Ministère.

Fin de la Section

1.0 Généralités

- .1 L'Entrepreneur doit gérer ses activités de sorte que la santé et la sécurité du public, du personnel de chantier et des usagers/occupants des installations existantes, ainsi que la protection de l'environnement aient toujours préséance sur les questions reliées aux coûts et au calendrier des travaux.
- .2 L'Entrepreneur s'engage à assumer toutes les responsabilités de Maître d'œuvre en vertu de la *Loi sur la Santé et la sécurité du travail (L.R.Q., c.S-2.1)* et du *Code de sécurité pour les travaux de construction (S-2.1, r.6)*.
- .3 L'Entrepreneur doit se soumettre à toutes les exigences en matière de santé et sécurité sur le chantier exigé pour les lois et règlements fédéraux et provinciaux applicables, et les normes, codes, et autres documents cités ci-dessous en **Références**, dernières éditions en vigueur, en cas de divergence les prescriptions les plus sévères étant applicables
- .4 L'Entrepreneur sera demandé de remplir sur une base régulière un formulaire spécial concernant la surveillance des aspects de protection de la santé et sécurité, ainsi que concernant la protection de l'environnement, basé sur les prescriptions du cahier de charges présent et les exigences des codes, normes, lois et règlements en vigueur.
- .5 Voir aussi les **Sections 01 35 43** et **01 52 00**.

2.0 Références

- .1 CAN/CSA-B149.2 – Code sur l'emmagasinement et la manipulation du propane.
 - .2 CAN/CSA-Z259.1 – Ceintures de travail et selles pour le maintien en position de travail et pour la limitation des déplacements
 - .3 CAN/CSA-Z259.10 – Harnais de sécurité
 - .4 CSA Z462 – Sécurité en matière d'électricité au travail.
 - .5 "Recommended Work Practices for A/C Pipe" de APTAC.
 - .6 Exigences de SIMDUT de Santé Canada.
 - .7 Autres exigences de Santé Canada.
 - .8 Code canadien du travail, partie II, Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail.
 - .90 Autres exigences de Travail Canada.
 - .10 Code national du bâtiment (CNB), 2005
 - .11 Code de construction du Québec, chapitre 1, Bâtiment 2008, incorporant le Code national du bâtiment, 2005 (modifié).
 - .12 Exigences provinciales de sécurité (Ministère du Travail du Québec, CSST, etc.), y compris le "Code de sécurité pour les travaux de construction, S-2.1, r.6" (2008).
 - .13 Loi sur la santé et la sécurité du travail, L.R.Q. du Québec, chapitre S-2.1 (2011).
 - .14 Règlement sur la santé et la sécurité du travail, S-2.1, r.19.01.
 - .15 Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, L.R.Q. du Québec.
 - .16 Règlement sur les établissements industriels et commerciaux, S-2.1, R.9 (Québec).
 - .17 Normes du Commissaire des incendies du Canada, CI 301 (Travaux de construction, juin 1982), CI 302 (Soudage et découpage, juin 1982), entre autres.
 - .18 Code national de prévention des incendies (CNPI), Canada 2005.
 - .19 National Fire Protection Association (NFPA).
 - .20 Underwriters' Laboratories (UL).
-

- .21 Laboratoires des assureurs du Canada (ULC).
- .22 Occupational Safety and Health Act (OSHA).
- .23 Code d'électricité (Québec).
- .24 CSA C22-1 – Code canadien de l'électricité.
- .25 NFPA 70 – National Electrical Code.
- .26 EPA 832R92005 – Storm Water Management for Construction Activities: Developing Pollution Prevention Plans and Best Management Practices.
- .27 Exigences de sécurité municipales.

3.0 À soumettre

- .1 Soumettre les documents et les éléments requis conformément à la **Section 01 33 00**.
- .2 Transmettre au Représentant du Ministère, à la CSST et à l'Association paritaire en santé et sécurité du secteur de la construction (ASP Construction) le programme de prévention spécifique au chantier de construction, tel que décrit à l'article **Gestion de la santé et la sécurité** ci bas, au moins **10 jours ouvrables** avant le début des travaux. L'Entrepreneur doit par la suite mettre à jour son programme de prévention si le cours des travaux diffère de ses prévisions initiales. Le Représentant du Ministère peut, suivant la réception du programme et à tout moment durant les travaux, exiger que le programme soit modifié ou complété pour mieux refléter la réalité du chantier. L'Entrepreneur doit alors apporter les corrections requises avant le début des travaux.
- .3 Transmettre au Représentant du Ministère la grille d'inspection du chantier dûment complétée à la fréquence indiquée à l'article **Inspection des lieux de travail et correction des situations dangereuses**, premier paragraphe.
- .4 Transmettre au Représentant du Ministère, dans les **24 heures**, une copie de tout rapport d'inspection, avis de correction, ou recommandations émis par les inspecteurs fédéraux ou provinciaux.
- .5 Transmettre au Représentant du Ministère, dans les **24 heures**, un rapport d'enquête pour tout accident entraînant une blessure et sur tout incident qui met en lumière un potentiel de risque.
- .6 Transmettre au Représentant du Ministère toutes les fiches signalétiques des produits contrôlés utilisés au chantier, et ce, au moins trois jours avant leur utilisation sur le chantier.
- .7 Transmettre au Représentant du Ministère les copies des certificats de formation qui sont requis pour l'application du programme de prévention, notamment:
 - .1 Cours de santé et sécurité générale pour les chantiers de construction
 - .2 Attestation d'agent de sécurité
 - .3 Secourisme en milieu de travail et réanimation cardiorespiratoire
 - .4 Travaux susceptibles d'émettre des poussières d'amiante
 - .5 Travaux en espaces clos
 - .6 Procédure de cadenassage
 - .7 Port et ajustement des équipements de protection individuelle
 - .8 Conduite sécuritaire des chariots élévateurs
 - .9 Plates-formes de travail élévatrices
 - .10 Et tout autre formation requise par règlement ou par le programme de prévention

- .8 Examens médicaux: lorsque des examens médicaux sont requis, en vertu d'une loi, d'un règlement, d'une directive, d'un devis ou d'un programme de prévention, l'entrepreneur doit:
 - .1 Avant la mobilisation, transmettre au Représentant du Ministère les attestations d'examens médicaux de son personnel de surveillance et de tous ses employés visés par le premier paragraphe du présent article qui seront présents à l'ouverture du chantier.
 - .2 Transmettre par la suite au fur et à mesure et sans délai les attestations d'examens médicaux de toutes les personnes nouvellement arrivées au chantier qui sont visées par le premier paragraphe du présent article.
- .9 Plan d'urgence: le plan d'urgence, tel que décrit à l'article **Gestion de la santé et de la sécurité**, paragraphe 3, doit être transmis au Représentant du Ministère en même temps que le programme de prévention.
- .10 Avis d'ouverture de chantier: l'avis d'ouverture de chantier doit être transmis à la Commission de la santé et de la sécurité du travail avant le début des travaux, avec copie au Représentant du Ministère. Une copie de cet avis doit aussi être affichée bien en vue au chantier. Lors de la démobilisation, l'avis de fermeture doit être transmis à la CSST, avec copie au Représentant du Ministère.
- .11 Permis de travail: l'Entrepreneur doit obtenir à ses frais tous les permis municipaux, provinciaux et fédéraux qui sont requis, conformément aux exigences du contrat ou par les lois. Une copie des demandes de permis et des permis doit être envoyée sans délai au Représentant du Ministère.
- .12 Plans et attestations de conformité d'ingénieur: l'Entrepreneur doit transmettre à la CSST et au Représentant du Ministère une copie signée et scellée par un ingénieur de tous les plans et attestations de conformité qui sont requis en vertu du *Code de sécurité pour les travaux de construction (S-2.1, r. 6)*, d'une autre loi, d'un autre règlement ou d'une autre clause du devis ou du contrat. Une copie de ces documents doit être disponible en tout temps au chantier.
- .13 Attestation de conformité délivrée par la CSST: l'attestation de conformité est un document délivré par la CSST confirmant que l'Entrepreneur est en règle avec la CSST, c'est-à-dire qu'il lui a versé toutes les sommes dues relativement à un contrat donné. Ce document doit être fourni au Représentant du Ministère à la fin des travaux.

4.0 Évaluation des risques

- .1 L'Entrepreneur doit procéder à une identification des dangers relatifs à chacune des tâches effectuées sur le chantier.
- .2 L'Entrepreneur doit planifier et organiser les travaux de façon à favoriser l'élimination à la source des dangers ou la protection collective et ainsi réduire au minimum le recours aux équipements de protection individuelle. Lorsqu'une protection individuelle contre les chutes est requise, les travailleurs devront utiliser un harnais de sécurité conformément à la norme CAN/CSA-Z-259.10. La ceinture de sécurité ne doit pas être utilisée comme protection contre les chutes.
- .3 Un équipement, un outil ou un moyen de protection qui ne peut être installé ou utilisé sans compromettre la santé et la sécurité des travailleurs, du public et des usagers/occupants des lieux est réputé être inadéquat pour le travail à effectuer.
- .4 Tous les équipements mécaniques, doivent être inspectés avant leur livraison sur le chantier. Avant l'utilisation d'un équipement mécanique l'Entrepreneur doit transmettre à l'Ingénieur une attestation de

conformité signée par un mécanicien compétent. Le Représentant du Ministère peut en tout temps, s'il suspecte une défectuosité ou un risque d'accident, ordonner l'arrêt immédiat de l'équipement et exiger une deuxième inspection par un spécialiste de son choix.

- .5 Pour toute utilisation d'équipement de levage de personnes ou de matériaux, s'assurer que les inspections exigées par les normes en vigueur sont réalisées et être en mesure de remettre une copie des certificats d'inspection sur demande du Représentant du Ministère.

5.0 Réunions

- .1 Mettre sur pied un comité de chantier et organiser des réunions de santé et sécurité tel que requis par le *Code de sécurité pour les travaux de construction (S-2.1, r.6)*, en la présence du représentant du Représentant du Ministère, les Sous-traitants principaux et un représentant décisionnel de l'Entrepreneur; ce dernier doit assister à toutes et les réunions où il est question de la santé et de la sécurité sur le chantier.
- .2 Garder des comptes-rendus de ces réunions et les distribuer aux personnes présentes et à toutes les instances concernées.

6.0 Exigences des organismes de réglementation

- .1 Se conformer à toutes les lois, à tous les règlements et à toutes les normes qui sont applicables à l'exécution des travaux.
- .2 Observer les normes et les règlements prescrits afin de garantir un déroulement normal des travaux sur les terrains contaminés par des matières dangereuses ou toxiques.
- .3 Nonobstant la date de publication des normes indiquée dans le code de sécurité pour les travaux de construction, on doit toujours utiliser la version en vigueur au moment où elle s'applique.

7.0 Conditions de mise en œuvre

- .1 Sur ce chantier, l'Entrepreneur doit tenir compte des particularités suivantes:
 - .1 Travaux de démolition.
 - .2 Évacuation de rebuts.
 - .3 Pistolet de scellement.
 - .4 Thermosoudage des membranes.
 - .5 Travaux en hauteur.
 - .6 Travaux à chaud.
 - .7 Levage de matériaux.
 - .8 Soudage et découpage.

8.0 Gestion de la santé et de la sécurité

- .1 Accepter et assumer toutes les tâches et les obligations normalement dévolues au maître d'œuvre en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1)* et du *Code de sécurité pour les travaux de construction (S-2.1, r.6)*.
-

-
- .2 Élaborer un programme de prévention spécifique au chantier qui soit basé sur l'identification des risques et mettre en application ce programme du début du projet jusqu'à la dernière étape de la démobilisation. Le programme de prévention doit tenir compte des informations qui apparaissent à l'article **Conditions de mise en œuvre** ci haut. Il doit être transmis à toutes les personnes concernées, conformément aux dispositions de l'article **À soumettre** ci haut. Le programme de prévention doit inclure au minimum:
- .1 La politique de l'entreprise en matière de santé et de sécurité;
 - .2 La description des travaux, le coût total des travaux, l'échéancier et la courbe prévue des effectifs;
 - .3 L'organigramme des responsabilités en matière de santé et sécurité;
 - .4 L'organisation physique et matérielle du chantier;
 - .5 Les normes de premiers secours et premiers soins;
 - .6 L'identification des risques par rapport au chantier;
 - .7 L'identification des risques en relation avec les tâches effectuées, incluant les mesures de prévention et les modalités de mise en application;
 - .8 La formation requise;
 - .9 La procédure en cas d'accident/blessures;
 - .10 L'engagement écrit de tous les intervenants à respecter ce programme de prévention;
 - .11 Une grille d'inspection du chantier basée sur les mesures préventives.
- .3 Élaborer un plan d'urgence efficace, en relation avec les caractéristiques et les contraintes du chantier et de son environnement. Le plan d'urgence doit être transmis à toutes les personnes concernées, conformément aux dispositions de l'article **À soumettre** ci haut. Le plan d'urgence doit notamment contenir:
- .1 La procédure d'évacuation;
 - .2 L'identification des ressources (police, pompiers, ambulances etc.);
 - .3 L'identification des personnes responsables sur le chantier;
 - .4 L'identification des secouristes;
 - .5 La formation requise pour les personnes responsables de son application;
 - .6 Et toute autre information qui serait nécessaire, compte tenu des caractéristiques du chantier.
- .4 Le programme et le plan mentionnés dans les paragraphes précédents doivent tenir compte des procédures en place de l'Établissement, une copie desquelles sera remise à l'Entrepreneur avant le début des travaux.

9.0 Responsabilités

- .1 Peu importe la taille du chantier ou le nombre de travailleurs présents, nommer une personne compétente comme superviseur et responsable de la santé et de la sécurité. Prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la santé et la sécurité des personnes et des biens à pied d'œuvre et dans l'environnement immédiat du chantier qui pourrait être affecté par le déroulement des travaux.
 - .2 Prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de l'application et du respect des exigences en matière de santé et de sécurité contenues dans les documents contractuels, la réglementation fédérale et provinciale, les normes qui sont applicables et le programme de prévention spécifique au chantier et se conformer sans délai à toute ordonnance ou avis de correction émis par la Commission de la santé et de la sécurité du travail.
-

- .3 Prendre toutes les mesures nécessaires pour garder le chantier propre et bien ordonné, tout au long des travaux.

10.0 Communication et affichage

- .1 Prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer une communication efficace des informations en matière de santé et de sécurité sur le chantier. Dès leur arrivée au chantier, tous les travailleurs doivent être informés des particularités du programme de prévention, de leurs obligations et de leurs droits. L'Entrepreneur doit insister sur le droit des travailleurs de refuser d'exécuter un travail s'ils croient que ce travail peut compromettre leur santé, leur sécurité, leur intégrité physique ou celles des autres personnes présentes sur le chantier. Il doit conserver sur le chantier et mettre à jour un registre avec les informations transmises et la signature de tous les travailleurs qui ont reçu ces informations.
- .2 Les informations et les documents suivants doivent être affichés dans un endroit facilement accessible pour les travailleurs:
 - .1 Avis d'ouverture du chantier;
 - .2 Identification du maître d'œuvre;
 - .3 Politique de l'entreprise en matière de SST;
 - .4 Programme de prévention spécifique au chantier;
 - .5 Plan d'urgence;
 - .6 Fiches signalétiques de tous les produits contrôlés utilisés au chantier;
 - .7 Procès-verbaux des réunions du comité de chantier;
 - .8 Noms des représentants au comité de chantier;
 - .9 Nom des secouristes;
 - .10 Rapports d'intervention et de correction émis par la CSST.

11.0 Imprévus

- .1 Lorsqu'une source de danger non spécifiée dans le devis et non identifiable lors de l'inspection préliminaire du chantier, incluant le déversement accidentel de produits contaminants apparaît par le fait ou durant l'exécution des travaux, l'Entrepreneur doit arrêter immédiatement les travaux, mettre en place des mesures de protection temporaires pour les travailleurs et le public et prévenir Représentant du Ministère verbalement et par écrit. L'Entrepreneur doit par la suite faire les modifications nécessaires au programme de prévention pour que les travaux puissent reprendre en toute sécurité.

12.0 Spécialiste en santé, sécurité, hygiène et environnement

- .1 Embaucher dès le début des travaux 2 **agents de sécurité**, conformément aux dispositions des articles 2.5.3 et 2.5.4 du *Code de sécurité pour les travaux de construction (S-2.1, r. 6)* et lui accorder l'autorité et les ressources nécessaires à l'exercice de ses fonctions.
- .2 Embaucher dès le début des travaux une personne compétente dont la tâche consistera à s'assurer du respect et de l'application de toutes les lois, règlements et normes ainsi que des exigences contractuelles en matière de [inscrire la discipline].
- .3 Donner à cette personne l'autorité, les ressources et les outils nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.
- .4 La personne choisie devra rencontrer les exigences des instances suivantes:

- .1 CSST.
- .2 TPSGC.
- .3 Tout autre organisme concerné.
- .5 La personne choisie devra notamment:
 - .1 Avoir une connaissance approfondie des lois et règlements applicables au chantier en matière de construction.
 - .2 Élaborer et diffuser un programme de sensibilisation pour tous les employés du chantier.
 - .3 S'assurer qu'aucun travailleur ne soit admis sur le chantier sans avoir suivi le programme de sensibilisation et satisfait aux exigences en matière de formation, conformément à la législation applicable et au programme de prévention spécifique au chantier.
 - .4 Inspecter les travaux et s'assurer du respect de toutes les exigences réglementaires et de celles qui sont indiquées dans les documents contractuels ou le programme de prévention.
 - .5 Tenir un registre quotidien de ses interventions et en transmettre une copie au Représentant du Ministère une fois par semaine

13.0 Inspection des lieux de travail et correction des situations dangereuses

- .1 Inspecter les lieux de travail et compléter la grille d'inspection du chantier au moins une fois par semaine.
- .2 Prendre sans délai toutes les mesures nécessaires pour corriger les dérogations aux lois et règlements et les situations dangereuses qui sont identifiées par un inspecteur du gouvernement, par le Représentant du Ministère, par le coordonnateur santé-sécurité-construction, ou lors des inspections périodiques.
- .3 Transmettre au Représentant du Ministère une confirmation écrite de toutes les mesures prises pour corriger les dérogations et les situations dangereuses.
- .4 Arrêt des travaux: accorder à l'agent de sécurité ou, lorsqu'il n'y a pas d'agent de sécurité, à la personne mandatée pour s'occuper de la santé et de la sécurité toute l'autorité nécessaire pour ordonner l'arrêt et la reprise des travaux lorsqu'il juge que c'est nécessaire ou souhaitable pour des raisons de santé et de sécurité. Elle devra faire en sorte que la santé et la sécurité du public et du personnel de chantier ainsi que la protection de l'environnement aient toujours préséance sur les questions reliées au coût et au calendrier des travaux.
- .5 Sans limiter la portée des articles **Gestion de la santé et de la sécurité** et **Responsabilités** ci haut, le Représentant du Ministère peut en tout temps ordonner l'arrêt des travaux si, selon sa perception, il existe un danger ou un risque pour la santé ou la sécurité du personnel de chantier ou du public ou pour l'environnement.

14.0 Pistolets de scellement et autres dispositifs à cartouches

- .1 L'utilisation de pistolets de scellement ou d'autres dispositifs à cartouches doit être autorisée par le Représentant du Ministère.
 - .2 Toute personne qui utilise un pistolet de scellement doit détenir un certificat de formation et satisfaire à toutes les exigences de la section 7 du *Code de sécurité pour les travaux de construction (S-2.1, r.6)*.
-

- .3 Tout autre dispositif à cartouche doit être utilisé selon les indications du fabricant et selon les normes et règlements applicables.

15.0 Travail à chaud - TPSCG

- .1 Le travail à chaud désigne tous les travaux dans lesquels on se sert d'une flamme ou pouvant produire une source d'inflammation, par exemple le rivetage, le soudage, le coupage, le meulage, le brûlage et le chauffage.
- .2 Avant le début des travaux, l'entrepreneur doit avoir reçu du Représentant du Ministère le "Permis de travail à chaud" de TPSGC (FEL 102) lorsque les travaux à effectuer comportent du travail à chaud.
- .3 Les travaux sur les chantiers de construction doivent être effectués conformément à la norme du Commissaire des incendies CI 301 sur les travaux de construction, juin 1982.
- .4 Un extincteur portatif fonctionnel, et adéquat pour le risque d'incendie doit être disponible et facilement accessible dans un rayon de 5 m de toute flamme et source d'étincelles ou de chaleur intense.
- .5 On doit désigner une personne pour faire la ronde (incendie) pour une période minimale de 30 minutes après la fin du quart de travail. Cette personne contresigne le permis et le remet au responsable du lieu de travail (ou la personne qu'il désigne) après le délai de 30 minutes.
- .6 L'entreposage des bouteilles de propane doit être conforme à la norme *CAN/CSA-B149.2 Code sur l'emmagasiner et la manipulation du propane*, en plus de respecter les conditions particulières énoncées dans ce document. Les bouteilles doivent être entreposées à l'extérieur, dans un endroit sûr, à l'abri de toute manipulation non autorisée, dans une armoire de rangement conçue à cet effet, solidement maintenue en position verticale et verrouillée en tout temps, dans un endroit où il n'y a pas de déplacement de véhicules à moins qu'elles ne soient protégées par des barrières ou l'équivalent.
- .7 Toutes les bouteilles utilisées ou entreposées sur les chantiers doivent être munies d'un collet conçu pour protéger le robinet.
- .8 Le remplissage de bouteilles sur le chantier est interdit, à moins qu'une procédure conforme à la norme *CAN/CSA B149.2* ne soit approuvée et autorisée par l'Ingénieur.

16.0 Soudage et découpage

- .1 Note: pour les activités de soudage et découpage, il faut s'assurer de remplir les conditions suivantes en plus de celles mentionnées ci-haut.
- .2 Les travaux de soudage et de découpage doivent être effectués en accord avec les articles "3.13. Alimentation en gaz comprimé" et "3.14. Soudage et découpage" du *Code de Sécurité pour les travaux de construction, S-2.1, r.6*.
- .3 Les travaux sur les chantiers de construction doivent être effectués conformément à la norme du Commissaire des incendies CI 302, Norme sur le soudage et découpage, juin 1982.

-
- .4 Les appareils de soudage et de découpage sont excessivement dangereux en ce qui concerne le risque d'incendie sur les chantiers. Les précautions suivantes doivent être prises lors de ce type de travaux:
- .1 Entreposer les bouteilles de gaz comprimé sur une surface ignifuge et s'assurer que la pièce soit bien aérée.
 - .2 Ranger toutes les bouteilles d'oxygène à une distance minimale de 6 mètres de bouteilles de gaz inflammable (ex.: acétylène) ou d'une matière combustible telle de l'huile ou de la graisse, à moins qu'elles ne soient séparées par une cloison faite de matériau incombustible tel que spécifié à l'article 3.13.4. du *Code de Sécurité pour les travaux de construction, S-2.1, r.6.*
 - .3 Mettre en place des toiles ignifuges lorsque les travaux de soudage se font en superposition et où il y a risque de chute d'étincelles.
 - .4 Entreposer les bouteilles loin de toutes sources de chaleur.
 - .5 Ne pas entreposer les bouteilles près des escaliers, sorties, couloirs et ascenseurs.
 - .6 Ne pas mettre l'acétylène en contact avec les métaux avec des métaux tels l'argent, le mercure, le cuivre et les alliages de laiton ayant plus de 65% de cuivre, afin d'éviter le risque d'une réaction explosive.
 - .7 Vérifier que l'équipement de soudage à l'arc électrique ait la tension requise et qu'il soit mis à la terre.
 - .8 S'assurer que les fils conducteurs de l'appareil de soudage électrique ne soient pas endommagés.
 - .9 Placer le matériel de soudage sur un terrain plat à l'abri des intempéries
 - .10 Éloigner ou protéger les matières combustibles qui peuvent se trouver à proximité du poste de soudage.
 - .11 Interdiction de souder ou de couper tout récipient fermé.
 - .12 Prévoir des mesures de protection lorsque le soudage ou le coupage sont effectués à proximité de canalisations, de réservoirs ou d'autres récipients contenant des matières inflammables.
 - .13 N'effectuer aucun découpage, soudage ni aucun travail à flamme nue sur un récipient, un réservoir, un tuyau ou autre contenant pouvant contenir une substance inflammable ou explosive à moins que :
 - .1 L'on ait prélevé des échantillons d'air indiquant que le travail peut être fait sans danger; ou
 - .2 L'on ait pris les dispositions pour assurer la sécurité des travailleurs.

17.0 Cadenassage

- .1 Pour tout le travail sur de l'équipement alimenté en électricité ou susceptible d'être mis en marche de façon accidentelle, l'Entrepreneur doit fournir par écrit et mettre en application une procédure de cadenassage et remplir le "Formulaire de demande de coupure à la source" fourni par le Représentant du Ministère.
 - .2 Bien que la liste suivant ne soit pas exhaustive, voici quelques exemples où l'utilisation du formulaire est obligatoire:
 - .1 Les artères d'alimentation principales de l'immeuble
 - .2 Les panneaux et sous-panneaux d'alimentation des artères
 - .3 Les barres omnibus (blindées)
 - .4 Les centres de commandes de moteurs
 - .5 Les circuits d'alimentation d'urgence
-

- .6 L'avertisseur d'incendie et l'appareillage de protection contre les incendies
 - .7 L'appareillage de protection mécanique (pompe de puisard, etc.)
 - .8 Le circuit d'alarme pour les services d'immeubles, notamment tous les systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation
 - .9 Les circuits alimentant plusieurs pièces d'équipement
 - .10 Les circuits concernant une (1) seule pièce d'équipement utilisée dans un système de refroidissement ou de chauffage
- .3 Nonobstant les paragraphes précédents, l'Entrepreneur devra en cas d'urgence, obtenir une attestation orale de coupure du responsable du lieu de travail et, immédiatement après celle-ci, consigner par écrit la demande d'isolement ou de transfert électrique.
- .4 La procédure demandée au **paragraphe 1** doit être conforme aux principes énoncés dans la brochure "Le cadenassage" publiée par l'Associations paritaire en santé et sécurité du secteur de la construction (ASP Construction).
- .5 Le personnel de supervision et tous les travailleurs concernés devront avoir suivi le cours "Les techniques de cadenassage" offert par l'ASP Construction (514) 355-6190 ou 1 800-361-6190 ou un cours équivalent donné par un autre organisme.
- .6 Pour tout travail qui doit absolument être effectué sous tension, identifier ces situations par écrit et prévoir les mesures de prévention qui seront appliquées, incluant les équipements de protection individuelle.

18.0 Exigences particulières – Échafaudages

- .1 Assises:
- .1 Les échafaudages doivent être installés sur des assises solides de façon à ne pouvoir ni glisser, ni basculer.
 - .2 L'Entrepreneur qui désire installer un échafaudage sur une toiture, une avancée de toit, une marquise ou une mansarde doit soumettre au Représentant du Ministère ses calculs et charges et obtenir son autorisation avant de débiter l'installation.
- .2 Assemblage, contreventement et amarrage:
- .1 Tous les échafaudages doivent être assemblés, contreventés et amarrés conformément aux instructions du fabricant et aux dispositions du *Code de sécurité pour les travaux de construction*.
 - .2 Pour toute situation où il est nécessaire d'enlever certains éléments de l'échafaudage (ex.: croisillons), l'Entrepreneur doit soumettre une procédure d'assemblage signée et scellée par un ingénieur attestant que l'échafaudage ainsi assemblé permettra d'effectuer les travaux de façon sécuritaire, compte tenu des charges qui y seront appliquées.
 - .3 Pour toute structure d'échafaudage dont la portée entre deux appuis est supérieure à 3 m, l'Entrepreneur doit fournir un plan d'assemblage signé et scellé par un ingénieur.
- .3 Protection contre les chutes durant l'assemblage:
- .1 En tout temps, lors de l'assemblage, tous les travailleurs en hauteur doivent être protégés contre les chutes.
 - .2 Avant le début des travaux, l'Entrepreneur doit soumettre au Représentant du Ministère une procédure précisant les moyens de protection utilisés et, le cas échéant, les points d'ancrage

pour les câbles de secours ou les liens de retenue. Cette procédure doit être conforme aux dispositions des articles 3.9.4.5, 2.9.1 et 2.10.12 du *Code de sécurité pour les travaux de construction*.

.4 Planchers:

- .1 Les planchers des échafaudages doivent être conçus et installés conformément aux dispositions du *Code de sécurité pour les travaux de construction*.
- .2 Si des madriers sont utilisés, ils doivent être approuvés et estampillés, conformément aux dispositions de l'article 3.9.8 du *Code de sécurité pour les travaux de construction*.
- .3 Les planchers doivent couvrir toute la surface protégée par les garde-corps.
- .4 Nonobstant ce qui précède, les échafaudages de 4 sections et plus (ou 6 m) de hauteur doivent avoir un plancher plein couvrant toute la surface des bousins à tous les 3 m ou fraction de 3 m. et les éléments de ces planchers ne doivent en aucun temps être déplacés pour créer des paliers intermédiaires.

.5 Garde-corps:

- .1 Un garde-corps doit être installé à tous les paliers de travail.
- .2 Les croisillons de contreventement ne doivent pas être considérés comme garde-corps.
- .3 Dans le cas des échafaudages de 4 sections (ou 6 m) et plus de hauteur où des planchers pleins sont exigés, les garde-corps doivent être installés à chacun de ces paliers au début des travaux rester en place jusqu'à la fin des travaux.

.6 Moyens d'accès:

- .1 L'Entrepreneur doit s'assurer que les moyens d'accès à l'échafaudage ne compromettent pas la sécurité des travailleurs.
- .2 Lorsque les planchers de l'échafaudage sont constitués de madriers, des échelles doivent être installées pour que les madriers qui dépassent n'entravent pas la montée ou la descente.
- .3 Nonobstant les dispositions du *Code de sécurité pour les travaux de construction*, on doit installer des escaliers sur tous les échafaudages comportant 6 rangées et plus de montants et 6 sections et plus (ou 9 m) de hauteur

.7 Protection du public et des occupants:

- .1 L'Entrepreneur doit délimiter et barricader son aire de travail de façon à en limiter l'accès aux travailleurs autorisés seulement.
- .2 L'Entrepreneur doit installer des passages couverts, des filets ou autres dispositifs du même genre pour protéger le public ou les occupants contre les chutes d'objets.

.8 Utilisation de la voie publique:

- .1 Lorsqu'il est nécessaire d'empiéter sur la voie publique, l'Entrepreneur doit obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis par l'autorité compétente.
- .2 L'Entrepreneur doit installer à ses frais toute la signalisation, les barricades et les autres dispositifs requis pour assurer la sécurité du public et de ses propres installations.

19.0 **Levage de matériaux**

- .1 Les appareils de levage doivent être positionnés de sorte que les charges ne soient pas transportées au-dessus de la tête des travailleurs, des occupants et du public.
 - .2 L'Entrepreneur doit transmettre au Représentant du Ministère une procédure de travail, signée et
-

scellée par un ingénieur, incluant entre autres la position de la grue, un croquis de la trajectoire des charges transportées, la longueur du mât et un plan de levage pour la manutention de charges au-dessus de bâtiments occupés. Le Représentant du Ministère peut, s'il le juge nécessaire, imposer des travaux de soir et de fin de semaine.

- .3 Toutes les grues mobiles fabriquées après le 1er janvier 1980 doivent être équipées d'un dispositif de protection contre la surcharge.
- .4 Toutes les grues mobiles à câbles fabriquées après le 1er janvier 1970, sauf si elles servent à d'autres fin que le levage de charges, doivent être munies d'un dispositif de protection contre le palan fermé. En ce qui concerne les grues mobiles à câbles fabriquées avant le 1er janvier 1970, elles devront être équipées du dispositif au plus tard le 31 décembre 2006.
- .5 Pour tous les appareils de levage, l'Entrepreneur doit transmettre au Représentant du Ministère un certificat d'inspection mécanique effectué juste avant la livraison de l'équipement sur le chantier.
- .6 Pour toute installation de treuil, l'entrepreneur doit transmettre au Représentant du Ministère le procédé d'installation recommandé par le fabricant ou, à défaut, un procédé d'installation signé et scellé par un ingénieur. Le procédé d'installation doit notamment tenir compte des charges maximales admises, du nombre, du poids et de l'emplacement des contrepoids et de tout autre détail pouvant affecter la capacité et la stabilité de l'appareil.
- .7 En plus du certificat d'inspection mécanique, toutes les grues ou camions-grues doivent avoir à bord de la cabine le certificat d'inspection annuelle et le carnet de bord de la grue.
- .8 Toute la zone de levage doit être barricadée de façon à empêcher toute personne non autorisée à y pénétrer.
- .9 L'Entrepreneur doit obtenir tous les permis et en acquitter les frais, s'il est nécessaire de bloquer temporairement la voie publique, pour le respect du paragraphe précédent ou pour toute autre raison concernant la sécurité des travailleurs, des occupants ou du public.
- .10 L'Entrepreneur doit inspecter soigneusement toutes les élingues et accessoires de levage s'assurer que ceux qui sont en mauvais état sont détruits et mis aux rebuts.
- .11 Le levage des cylindres de gaz comprimés doit être fait à l'aide d'un panier spécialement conçue à cet effet.

20.0 Travaux en hauteur

- .1 L'Entrepreneur doit voir à ce que toute personne qui effectue des travaux l'exposant à un risque de chute de plus de 2.4 m ait une protection contre les chutes.
- .2 Planifier et organiser les travaux de façon à favoriser l'élimination à la source des dangers ou la protection collective et ainsi réduire au minimum le recours aux équipements de protection individuelle. Lorsqu'une protection individuelle contre les chutes est requise, les travailleurs devront utiliser un harnais de sécurité conformément à la norme CAN-CSA-Z-259.10. La ceinture de sécurité ne doit pas être utilisée comme protection contre les chutes.

- .3 Toute personne qui travaille à moins de 3 m du bord d'un toit doit utiliser un harnais de sécurité conformément à la norme CAN-CSA-Z-259.10, à moins qu'il y ait un garde-corps d'une hauteur de 900 mm à 1100 mm sur le pourtour du toit.
- .4 Toutes les personnes utilisant une plate-forme élévatrice doivent avoir reçu une formation à cet effet.
- .5 Le port du harnais de sécurité est obligatoire dans toutes les plates-formes élévatoires à mât télescopique, articulé ou rotatif.
- .6 Délimiter une zone de danger à tout endroit où est utilisé un équipement pour le travail en hauteur.

21.0 Conditions particulières aux travaux de toitures

- .1 Protection contre les chutes de hauteur:
 - .1 Garde-corps:
 - .1 L'installation de garde-corps est obligatoire. TPSGC peut indiquer certaines restrictions concernant l'ancrage, auquel cas l'Entrepreneur doit s'assurer que les garde-corps respectent quand même toutes les exigences de la section 3.8 du *Code de sécurité pour les travaux de construction* (L.R.Q., S-2.1, r. 6)
 - .2 L'Entrepreneur accepte que les garde-corps demeurent en place jusqu'à la toute fin du projet. Le Représentant du Ministère autorisera leur démantèlement lorsqu'il pourra confirmer que tous les travaux, toutes les inspections et les corrections requises ont été effectuées.
 - .2 Harnais:
 - .1 Le port du harnais de sécurité est obligatoire pour l'installation des garde-corps.
 - .2 Le port du harnais de sécurité est obligatoire pour l'installation et modification des parapets ou solins, s'il est nécessaire de déplacer temporairement les garde-corps.
 - .3 Le port du harnais de sécurité est obligatoire pour la réception de matériel et les signaux à la grue en bordure du vide.
 - .4 Le port du harnais de sécurité est obligatoire pour tout travail en bordure du vide où la protection collective n'offre pas une sécurité adéquate.
 - .5 L'Entrepreneur doit soumettre méthode d'attache et système de câbles de secours conforme à la section 2.10.12 du *Code de sécurité pour les travaux de construction* (L.R.Q., S-2.1, r. 6) pour chaque secteur ou lieu de travail différent.
 - .3 Échelles:
 - .1 Toutes les échelles doivent être de longueur suffisante pour dépasser le palier d'accès d'au moins trois échelons.
 - .2 Toutes les échelles doivent être attachées à leur sommet de façon à ne pouvoir glisser latéralement. L'Entrepreneur doit mettre en place un système permettant de respecter cette règle lors des travaux de finition (solins etc.)
 - .4 Échafaudages:
 - .1 Tous les échafaudages doivent être inspectés et assemblés conformément aux dispositions du Code de sécurité pour les travaux de construction (L.R.Q., S-2.1, r. 6)
 - .2 Lorsque requis, les plans et attestations de conformité doivent être transmis au Représentant du Ministère avant le début des travaux.
 - .3 Lors de l'assemblage des échafaudages, l'Entrepreneur doit s'assurer que tous les travailleurs sont constamment protégés contre les chutes conformément à l'article 3.9.4.5 du *Code de sécurité pour les travaux de construction* (L.R.Q., S-2.1, r. 6)

-
- .2 Levage de matériaux:
- .1 Pour tous les appareils de levage, l'Entrepreneur doit transmettre au Représentant du Ministère un certificat d'inspection mécanique effectué juste avant la livraison de l'équipement sur le chantier.
 - .2 Pour toute installation de treuil, l'entrepreneur doit transmettre au Représentant du Ministère le procédé d'installation recommandé par le fabricant ou, à défaut, un procédé d'installation signé et scellé par un ingénieur. Le procédé d'installation doit notamment tenir compte des charges maximales admises, du nombre, du poids et de l'emplacement des contrepoids et de tout autre détail pouvant affecter la capacité et la stabilité de l'appareil.
 - .3 En plus du certificat d'inspection mécanique, toutes les grues ou camions-grues doivent avoir à bord de la cabine le certificat d'inspection annuelle et le carnet de bord de la grue.
 - .4 Les appareils de levage doivent être positionnés de sorte que les charges ne soient pas transportées au dessus de la tête des travailleurs, des occupants et du public.
 - .5 Toute la zone de levage doit être barricadée de façon à empêcher toute personne non autorisée à y pénétrer.
 - .6 L'Entrepreneur doit obtenir tous les permis et en acquitter les frais, s'il est nécessaire de bloquer temporairement la voie publique, pour le respect du paragraphe précédent ou pour toute autre raison concernant la sécurité des travailleurs, des occupants ou du public.
 - .7 L'Entrepreneur doit inspecter soigneusement toutes les élingues et accessoires de levage et s'assurer que ceux qui sont en mauvais état sont détruits et mis aux rebuts.
 - .8 Le levage des cylindres de gaz comprimés doit être fait à l'aide d'un panier spécialement conçu à cet effet.
- .3 Protection contre les brûlures:
- .1 Les personnes affectées aux bouillottes doivent porter manches longues et lunettes de sécurité et un écran facial pour le chargement de la bouillotte.
 - .2 Les personnes affectées travaux de bitume ou autres liquides chauds doivent porter gants, manches longues et lunettes de sécurité.
- .4 Protection contre les incendies:
- .1 Les travaux sur les chantiers de construction doivent être effectués conformément à la norme du Commissaire des incendies CI 301 sur les travaux de construction, juin 1982.
 - .2 Au début de chaque quart de travail et pour chaque secteur, l'Entrepreneur doit obtenir un "Permis de travail à chaud" émis par le responsable du lieu de travail.
 - .3 Un extincteur portatif fonctionnel, et adéquat pour le risque d'incendie doit être disponible et facilement accessible dans un rayon de 5 m de toute flamme et source d'étincelles ou de chaleur intense.
 - .4 On doit désigner une personne pour faire la ronde (incendie) pour une période minimale de 30 minutes après la fin du quart de travail. Cette personne contresigne le permis et le remet au responsable du lieu de travail (ou la personne qu'il désigne) après le délai de 30 minutes.
 - .5 L'entreposage des bouteilles de propane doit être conforme à la norme *CAN/CSA-B149.2 Code sur l'emmagasiner et la manipulation du propane*, en plus de respecter les conditions particulières énoncées dans ce document. Les bouteilles doivent être entreposées à l'extérieur, dans un endroit sûr, à l'abri de toute manipulation non autorisée, dans une armoire de rangement conçue à cet effet, solidement maintenue en position verticale et verrouillée en tout temps, dans un endroit où il n'y a pas de déplacement de véhicules à moins qu'elles ne soient protégées par des barrières ou l'équivalent.
 - .6 Les réservoirs ou contenants de gaz combustible ou de carburant doivent être entreposés à au moins 10 m de tout bâtiment.
-

- .7 La quantité de bouteilles de propane sur le toit ne doit pas dépasser celle nécessaire pour une journée de travail et les bouteilles doivent en tout temps être attachées debout ou retenues à la verticale dans un chariot conçu à cet effet.
- .8 Toutes les bouteilles utilisées ou entreposées sur les chantiers doivent être munies d'un collet conçu pour protéger le robinet.
- .9 Le remplissage de bouteilles sur le chantier est interdit, à moins qu'une procédure conforme à la norme CAN/CSA B149.2 ne soit approuvée et autorisée par le Représentant du Ministère.
- .5 Gestion des matériaux et déchets:
 - .1 Sur la toiture, les matériaux légers et les matériaux en feuilles doivent être gardés dans des conteneurs ou solidement attachés. En cas de dérogation, si mineur soit-elle, le Représentant du Ministère peut interdire l'entreposage de matériaux sur la toiture.
 - .2 Le paragraphe précédent s'applique aussi aux déchets.
 - .3 Les déchets doivent être évacués au fur et à mesure par une chute à déchets ou des conteneurs appropriés.
 - .4 Tous les déchets doivent être évacués de la toiture à la fin du quart de travail
 - .5 À moins d'une autorisation spéciale du Représentant du Ministère, tout benne à déchet doit être placée à au moins 3 m de toute structure ou bâtiment, et en aucun cas empêcher l'exécution des opérations et activités, ainsi que la circulation automobile du Centre d'apprentissage.
- .6 Protection générale et organisation du chantier:
 - .1 Peu importe les circonstances et la nature des travaux, les personnes ayant accès au chantier doivent porter des chaussures et un chapeau de sécurité. L'Entrepreneur doit fournir aux travailleurs qui devront s'accroupir ou se pencher des mentonnières ou des suspensions de casque à rochet.
 - .2 Des passages couverts doivent être aménagés pour protéger tous les accès et sorties.
 - .3 Un périmètre de sécurité au sol doit être aménagé sous la zone des travaux afin de protéger le public et les occupants.
 - .4 La zone des travaux au sol, la zone de manutention des matériaux ainsi que la zone où est installée la bouillotte doit être clairement barricadée, de sorte que les occupants et le public ne puissent y avoir accès.
 - .5 Avant d'installer tout appareil susceptible d'émettre des gaz ou des vapeurs, l'Entrepreneur doit obtenir l'autorisation du responsable du lieu de travail. Ce dernier s'assurera qu'il n'y a pas de risque d'infiltration dans les systèmes de ventilation du bâtiment.
 - .6 L'Entrepreneur doit s'assurer que le chantier est gardé propre et bien rangé tout au long des travaux.
 - .7 Des copies des fiches signalétiques de tous les produits contrôlés doivent être transmises au Représentant du Ministère et au responsable du lieu de travail avant le début des travaux.
 - .8 L'Entrepreneur doit fournir des installations sanitaires et des aires de repos conformes aux exigences du Code de *sécurité pour les travaux de construction*.

Fin de la Section

1.0 Définitions et généralités

- .1 Pollution et dommages à l'environnement: présence d'éléments ou d'agents chimiques, physiques ou biologiques qui ont un effet nuisible sur la santé et le bien-être des personnes, qui altèrent les équilibres écologiques importants pour les humains et qui constituent une atteinte aux espèces jouant un rôle important pour ces derniers ou qui dégradent les caractères esthétique, culturel ou historique de l'environnement.
- .2 Protection de l'environnement: prévention/maîtrise de la pollution et de la perturbation de l'habitat et de l'environnement durant la construction. La prévention de la pollution et des dommages à l'environnement couvre la protection des sols, de l'eau, de l'air, des ressources biologiques et culturelles; elle comprend également la gestion de l'esthétique visuelle, du bruit, des déchets solides, chimiques, gazeux et liquides, de l'énergie rayonnante, des matières radioactives et des autres polluants.
- .3 Voir aussi la **Section 01 41 00**.

2.0 À soumettre

- .1 Soumettre les documents et les éléments requis conformément à la **Section 01 33 00**.
 - .2 Avant le début des activités de construction ou la livraison des matériaux et des matériels sur le chantier, soumettre un **Plan de protection de l'environnement** au Représentant du Ministère aux fins d'examen. S'assurer que le plan présente un aperçu complet des problèmes environnementaux connus ou potentiels à résoudre durant la construction.
 - .3 Les actions comprises dans le Plan de protection de l'environnement doivent être présentées suivant un niveau de détail qui est en accord avec les problèmes environnementaux et avec les travaux de construction à exécuter.
 - .4 Le plan de protection de l'environnement doit comprendre:
 - .1 Le nom des personnes devant veiller au respect du Plan de protection de l'environnement;
 - .2 Le nom et les compétences des personnes responsables des manifestes de sortie des déchets dangereux à évacuer du chantier;
 - .3 Le nom et les compétences des personnes responsables de la formation du personnel de chantier;
 - .4 Une description du programme de formation du personnel affecté à la protection de l'environnement;
 - .5 Les plans de régulation de la circulation, y compris les mesures pour réduire l'érosion des plates-formes routières temporaires par la circulation des véhicules de construction, particulièrement par temps de pluie; ces plans doivent prévoir des mesures de réduction du transport de boues sur les voies publiques par les véhicules ou par les eaux de ruissellement;
 - .6 Un plan de la zone des travaux, montrant les activités prévues dans chaque partie de la zone des travaux et indiquant les aires à utilisation restreinte ainsi que les aires interdites d'utilisation; ce plan doit indiquer des mesures pour marquer les limites des aires utilisables et des méthodes de protection des éléments se trouvant à l'intérieur des zones de travail autorisées et devant être préservées;
 - .7 Un plan d'urgence en cas de déversement, indiquant les procédures à mettre en oeuvre, les consignes à observer et les rapports à produire en cas de déversement imprévisible de
-

-
- .8 substance réglementée;
Un plan d'élimination des déchets solides non dangereux, indiquant les méthodes et les lieux d'élimination de ces déchets solides, y compris les débris provenant des travaux de déblaiement;
 - .9 Un plan de prévention de la pollution de l'air, indiquant les mesures pour empêcher que la poussière, les débris, les matériaux et les déchets soient transportés par voie aérienne à l'extérieur du chantier;
 - .10 Un plan de prévention de la contamination, identifiant les substances potentiellement dangereuses qui seront utilisées sur le chantier, les actions prévues pour empêcher que ces substances soient mises en suspension dans l'air ou soient introduites dans le sol, de même que les détails des mesures qui seront prises pour que l'entreposage et la manutention des ces substances soient conformes aux lois et aux règlements fédéraux, provinciaux et municipaux;
 - .11 Un plan de gestion des eaux usées, indiquant les méthodes et les procédures à mettre en œuvre pour la gestion ou l'évacuation des eaux usées provenant directement des activités de construction, par exemple les eaux employées pour la cure du béton, les eaux de lavage/nettoyage, de rabattement de la nappe, de désinfection, des essais hydrostatiques et de rinçage des canalisations;
- .5 L'Entrepreneur sera demandé de remplir sur une base régulière un formulaire spécial concernant la surveillance des aspects de protection de la santé et sécurité, ainsi que concernant la protection de l'environnement, basé sur les prescriptions du cahier de charges présent et les exigences des codes, normes, lois et règlements en vigueur.
- 3.0 **Feux**
- .1 Voir la **Section 01 52 00**.
- 4.0 **Élimination des déchets**
- .1 Voir la **Section 01 74 21**.
- 5.0 **Drainage**
- .1 Il est interdit de pomper de l'eau contenant des matières en suspension vers un cours d'eau, un réseau d'égout ou un système d'évacuation ou de drainage.
- .2 Assurer l'évacuation ou l'élimination des eaux contenant des matières en suspension ou des substances nocives conformément aux exigences des autorités locales.
- .3 Prévenir le blocage et les dommages causés par les débris aux drains et aux systèmes sanitaire, mécanique et électrique.
- 6.0 **Avis de non-conformité**
- .1 Un avis de non-conformité écrit sera émis à l'Entrepreneur par le Représentant du Ministère chaque fois que sera observée une non-conformité à une loi, un règlement ou un permis fédéral, provincial ou municipal, ou à tout autre élément du Plan de protection de l'environnement mis en œuvre par l'Entrepreneur.
-

- .2 Après réception d'un avis de non-conformité, l'Entrepreneur doit proposer des mesures correctives au Représentant du Ministère, et les mettre en œuvre seulement avec l'approbation de ce dernier.
- .3 Le Représentant du Ministère ordonnera l'arrêt des travaux jusqu'à ce que des mesures correctives satisfaisantes soient prises.
- .4 Aucun délai supplémentaire ni aucun ajustement ne seront accordés pour l'arrêt des travaux.

Fin de la Section

1.0 Généralités

- .1 Exigences connexes spécifiées ailleurs:
 - .1 Dépôt d'affidavits et de certificats déclarant conformes les produits selon les normes citées en références: **Section 01 33 00** et **Sections techniques**.
 - .2 Généralités pour la soumission de rapports d'inspections et d'essais: **Section 01 33 00**.
 - .3 Paiement pour inspections et essais: **Section 01 29 83**.
 - .4 Matières dangereuses: **Section 01 52 00**.

2.0 Codes et normes

- .1 Exécuter les travaux conformément aux exigences du Code de la construction du Québec (incluant le CNB du Canada), édition courante, et à tout autre code ou règlement fédéral, provincial ou local obligatoire applicable, incluant les modifications émises jusqu'à la date de soumission, mentionné ou non dans le Cahier des charges.
 - .2 Se conformer aussi aux exigences du Code national de l'énergie pour les bâtiments du Canada (CNÉB) (Code modèle – CMNEB). Fournir les attestations de conformité requises.
 - .3 Respecter les exigences de CSA, CSST, OSHA, SIMDUT (WHMIS), ULC, où applicables, et tout autre exigence de qualité mentionnée dans les **Sections techniques**.
 - .4 Exécuter les travaux de manière à satisfaire ou surpasser les exigences suivantes:
 - .1 Les documents contractuels.
 - .2 Les normes spécifiées applicables dans les **Sections techniques**, ainsi que les autres documents cités en référence, éditions courantes ou leurs substituts en vigueur. Voir la légende des acronymes et les titres des normes dans la **Section 01 41 00**.
 - .3 Les exigences de la **Section 01 35 29.06** concernant la santé et la sécurité.
 - .5 Pour les travaux ou normes ou d'autres références ne sont pas mentionnées, respecter les exigences des documents applicables des organisations suivantes:
 - .1 AABC – Associated Air Balance Council (American Air Balancing Council)
 - .2 AMCA – Air Movement & Control Association Intl.Inc.
 - .3 ANSI – American National Standards Institute
 - .4 ASHRAE – American Society of Heating, Refrigerating and Air-Conditioning Engineers
 - .5 ASME – American Society of Mechanical Engineers
 - .6 ASTM – American Society for Testing and Materials
 - .7 CSA – Canadian Standards Association
 - .8 DGPS (HPB) – Direction générale de la protection de la santé (Santé Canada)
 - .9 EPA – Environmental Protection Agency
 - .10 FDA – Food and Drug Administration (US)
 - .11 IESNA – Illuminating Engineering Society of North America
 - .12 ISA – Instrumentation, Systems and Automation Society
 - .13 ISPE – International Society for Pharmaceutical Engineering
 - .14 MSSVFI – Manufacturers Standardization Society of the Valve and Fittings Industry
 - .15 ONGC (CGSB) – Office des normes générales du Canada
 - .16 SMACNA – Sheet Metal and Air Conditioning Contractors Association International
 - .17 TIAC – Thermal Insulation Association of Canada
 - .18 ULC – Underwriters' Laboratories of Canada/Laboratoires des assureurs du Canada
-

- .19 Codes des vaisseaux et tuyauteries sous pression pertinents.
 - .20 Tout autre exigence pertinente applicable pour la fabrication et l'installation des matériaux et du matériel spécifiés.
 - .6 En cas de divergences entre ce qui précède et les Sections techniques du devis, les exigences les plus strictes prévaudront.
-

3.0 TABLE DES MATIÈRES

1. SIGLES ET ACRONYMES
2. ANSI - AMERICAN NATIONAL STANDARDS INSTITUTE
(www.webstore.ansi.org - voir sous numéro du document)
3. ASTM - AMERICAN SOCIETY FOR TESTING AND MATERIALS
(www.astm.org/bookstore/comps/229.htm - voir sous "check the contents")
4. CSA - ASSOCIATION CANADIENNE DE NORMALISATION
(www.shopcsa.ca, clients canadiens, catalogue électronique, catalogue complet)
5. ISO – ORGANISATION INTERNATIONALE DE NORMALISATION
6. NFPA – NATIONAL FIRE PROTECTION ASSOCIATION (AGENCY)
(www.nfpa.org/aboutthecodes/list_of_codes_and_standards.asp)
7. NORMES DE CONSTRUCTION DURABLE
(www.cagbc.org/leed/systemes/index.htm) / (<http://www.cagbc.org/AM/Template.cfm?Section=Contact1>)
(www.aqmd.gov/rules/reg/reg11_tofc.html)
(GS: www.greenseal.org/certification/standards.cfm)
8. NORMES DU GOUVERNEMENT CANADIEN
9. NORMES DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS
10. NORMES EUROPÉENNES
11. NORMES PROVINCIALES D'ONTARIO
12. NORMES PROVINCIALES DU QUÉBEC
(www.cert.criq.qc.ca/bnq/documents/catalogue.pdf)
13. ONGC (CGSB) - OFFICE DES NORMES GÉNÉRALES DU CANADA
(www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ongc-cgsb/index-fra.html)
14. UL – UNDERWRITERS' LABORATORIES / ULC - LABORATOIRES DES ASSUREURS DU CANADA
(www.ul.com/global/eng/pages/corporate/standards - voir sous numéro du document)
(www.ulc.ca/about_ulc/order_standards.asp - voir sous ULC online store / Standards and rel. publications / French)
15. AUTRES NORMES ET RÉFÉRENCES
(AAMA: www.aamanet.org/search.asp - chercher les mots clés)

Notes:

- .1 Les dates indiquées dans cette liste de références sont à titre indicatif seulement. Les éditions en vigueur doivent être prises en considération.
 - .2 Il est possible de vérifier les dernières révisions des normes, ou leur état (en vigueur ou retirée) sur le site de IHS Standards Store <http://global.ihs.com>.
-

1. SIGLES ET ACRONYMES

AA.....	Aluminum Association
AAADM.....	American Association of Automatic Door Manufacturers
AABC.....	Associated Air Balanced Council (American Air Balancing Council)
AAC (AAFC).....	Agriculture et agroalimentaire Canada
AAFC (AAC)	Agriculture and Agri-Food Canada
AAMA	American Architectural Manufacturer's Association
AATCC	American Association of Textile Chemists and Colorists
AASHTO.....	Association américaine des autoroutes d'état et des officiers de transport
ABMA	Association américaine de fabricants de chaudière
ACBAC (CBAC).....	Association canadienne de brique d'argile cuite
ACEC (CRCA).....	Association canadienne des entrepreneurs en couvertures
ACFPA (CSDMA).....	Association canadienne des fabricants des portes d'acier
ACG (CGA)	Association canadienne du gaz
ACGIH	Conférence américaine des hygiénistes industriels gouvernementaux
ACI	American Concrete Institute
ACIA (CFIA)	Agence canadienne d'inspection des aliments
ACIB (CLA).....	Association canadienne de l'industrie du bois
ACNBC.....	Associate Committee on the National Building Code
ACNOR (CSA).....	Association canadienne de normalisation
ACP	Association canadienne de pépiniéristes
ACPPA (APTAC).....	Asbestos Cement Pipe Producers Association
ACPPP (CPPA).....	Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers
ACR	American College of Radiology
ACRI.....	Air Conditioning and Refrigeration Institute
ACTTM (TTMAC)	Association canadienne de terrazzo, tuile et marbre
ADA	Americans with Disabilities Act
AECB (CCEA)	Atomic Energy Control Board
AECL	Atomic Energy of Canada Ltd.
AECQ	Association des entrepreneurs de construction du Québec
AERMQ	Association des entrepreneurs en revêtement métallique du Québec
AGA	American Gas Association
AIA.....	American Institute of Architects
AIHA	American Industrial Hygiene Association
AIBC	Architectural Institute of British Columbia
AISC	American Institute of Steel Construction
AISI.....	American Iron and Steel Institute
ALS.....	American Lumber Standards
AMA.....	Acoustical Materials Association
AMCA	Air Movement & Control Association
AMCQ (QMRA)	Association des maîtres couvreurs du Québec
AMEEC (EEMAC)	Association des manufacturiers d'équipement électrique et électronique du Canada
ANSI	American National Standards Institute
ANC (CNA).....	Association nucléaire canadienne
API.....	American Petroleum Institute
APQ.....	Association Paysage Québec
APTAC (ACPPA).....	Association des producteurs de tuyaux en amiante-ciment
ARCA	Alberta Roofing Contractors Association
ARI	Air-conditioning and Refrigeration Institute
ASA	Acoustical Society of America
ASAHC	American Society of Architectural Hardware Consultants
ASCE.....	American Society of Civil Engineers
ASHRAE.....	American Society of Heating, Refrigerating and Air-Conditioning Engineers
ASME	American Society of Mechanical Engineers

ASTM	American Society for Testing and Materials
AWCI	Association of the Wall and Ceiling Industries-International
AWI	American Woodwork Institute / Architectural Woodwork Institute
AWMAC	Architectural Woodwork Manufacturers Association of Canada
AWPA	American Wood Preservers Association
AWS	American Welding Society
AWWA	American Water Works Association
BHMA	Building Hardware Manufacturers Association
BIA	Brick Institute of America
BIFMA	Business and Institutional Furniture Manufacturer's Association
BNQ	Bureau de Normalisation du Québec
BCBC	British Columbia Building Code
BCS (CWB)	Bureau canadien de soudage
BMEC	Building Material Evaluation Committee
BNQ	Bureau de normalisation du Québec
BOMA	Building Owners and Managers Association
BPF (GMP)	Bonnes pratiques de fabrication
BS	British Standards
BSI	British Standards Institution
CANPLY	Association canadienne de contreplaqué / Canadian Plywood Association
CBAC (ACBAC)	Clay Brick Association of Canada
CBDCA (CaGBC)	Conseil du bâtiment durable du Canada
CCA	Canadian Construction Association
CCAC (CCPA)	Canadian Council on Animal Care
CCDC	Canadian Construction Documents Committee
CCDG	Cahier des Charges et Devis Généraux
CCE (CEC)	Code canadien de l'électricité (ACNOR)
CCEA (AECB)	Commission de contrôle de l'énergie atomique
CCI (ICT)	Canadian Carpet Institute
CCITT	Comité consultatif international télégraphique et téléphonique
CCMCC	Canadian Concrete and Masonry Codes Council
CCN	Conseil canadien des normes
CCP	Code canadien de la plomberie
CCPA	Conseil canadien de protection des animaux
CCQ	Commission de la Construction du Québec
CCS	Certified Construction Association
CCTT	Canadian Council of Technicians and Technologists
CE (EC)	Commission européenne
CEBQ	Conseil de l'enveloppe du bâtiment du Québec
CEC (CCE)	Canadian Electrical Code (CSA)
CEE (EEC)	Communauté économique européenne
CEI	Commission électrotechnique internationale
CEMA	Canadian Electrical Manufacturers Association
CFIA (ACIA)	Canadian Food Inspection Agency
CFFM	Canadian Forces Fire Marshall
CGA (ACG)	Canadian Gas Association
CGA	Compressed Gas Association
CaGBC (CBDCA)	Canada Green Building Council
CGSB (ONGC)	Canadian General Standards Board
CHVAC	Canadian Heating Ventilation Air Conditioning
CIQS	Canadian Institute of Quantity Surveyors
CIRI	Canadian Industrial Risk Insurers

CISC (ICCA)	Canadian Institute of Steel Construction
CISCA	Ceiling and Interior Systems Construction Association
CITC	Canadian Institute of Timber Construction
CLA (ACIB)	Canadian Lumbermen's Association
CLS	Canadian Lumber Standards
CLSAB	Canadian Lumber Standards Accreditation Board
CMB	Commission des matériaux du bâtiment
CMHC (SCHL)	Canada Mortgage and Housing Corporation
CNA (ANC)	Canadian Nuclear Association
CNB (NBC)	Code national du bâtiment du Canada
CNLA	Canadian Nursery Landscape Association
CNPI (NFCC)	Code national de prévention des incendies du Canada
CNRC (NRC)	Conseil national de recherches (du Canada)
COPEA	Canadian Outdoor Power Equipment Association/Association Canadienne des fabricants d'outillage
COFI	Council of Forest Industries of British Columbia
CPCA	Association canadienne du ciment Portland
CPCA	Canadian Painting Contractors' Association
CPCI	Institut canadien du béton préfabriqué et précontraint / Canadian Precast/ Prestressed Concrete Institute
CPMA	Canadian Paint Manufacturer's Association
CPPA (ACPPP)	Canadian Pulp & Paper Association
CPSC	Consumer Product Safety Commission
CRCA (ACEC)	Canadian Roofing Contractors Association
CSA (ACNOR)	Canadian Standards Association
CSC (DCC)	Construction Specifications Canada
CSDMA (ACFPA)	Canadian Steel Door Manufacturers Association
CSF	Construction Specifications Foundation
CSI	Construction Specifications Institute
CSH	Construction Specification Handbook
CSMBI	Canadian Sheet Metal Building Institute
CSPI	Corrugated Steel Pipe Institute
CSSBI (ICTAB)	Canadian Sheet Steel Building Institute
CSST	Commission de la santé et sécurité au travail
CTI	Cooling Technology Institute
CTS	Coefficient de transmission du son
CUA	Canadian Underwriters' Association
CUM	Communauté urbaine de Montréal
CWB (BCS)	Canadian Welding Bureau
DCC (CSC)	Devis de construction Canada
DDN	Devis Directeur National
DGPS (HPB)	Direction générale de la protection de la santé (Santé Canada)
DHI	Door and Hardware Institute
DLPA	Decorative Laminate Products Association
DND	Department of National Defence
EACL (AECL)	Énergie atomique du Canada limitée
EC	Environnement Canada
EC (CE)	European Commission
EEC (CEE)	European Economic Community
EEMAC (AMEEC)	Electrical & Electronic Manufacturers Association of Canada
EJCDC	Engineers' Joint Construction Documents Committee
EMEA	European Agency for the Evaluation of Medicinal Products

EMT	Electrical Metallic Tubing
EPA	Environmental Protection Agency
ERF	Epoxy Resine Formulation (Society of Plastic Industry)
FCSC	Fellow Construction Specifications Canada
FDA	Food and Drug Administration (US)
FM	Factory Mutual Engineering Corporation
FS	Federal Specifications (and Standards)
FSC	Forest Stewardship Council
GA	Gypsum Association
GANA	Glass Association of North America
BPL (GLP)	Bonnes pratiques de laboratoire (Good Laboratory Practices)
GS	Green Seal
GTA	Groupement technique des assureurs
HACCP	Analyse des dangers, maîtrise de points critiques / Hazards Analysis, Critical Control Points
HPB (DGPS)	Health Protection Branch (Health Canada)
HRAI	Heating, Refrigerating and Air Conditioning Institute of Canada
IAAQ	Institut d'acier d'armature du Québec
ICCA (CISC)	Institut canadien de la construction en acier
ICRI	International Concrete Repair Institute
ICT (CCI)	Institut canadien de tapis
ICTAB (CSSBI)	Institut canadien de la tôle d'acier pour le bâtiment
IEC	International Electrotechnical Commission
IEEE	Institute of Electrical and Electronics Engineers
IES	Illuminating Engineers Society
IESNA	Illuminating Engineering Society of North America
IGCC	Insulating Glass Certification Council
IGMA	Insulating Glass Manufacturers Alliance
IPCEA	Insulated Power Cable Engineers Association
IRAC (RAIC)	Institut royal d'architecture du Canada
IRC	Institut de recherche en construction
ISA	Instrumentation, System and Automation Society
ISO	Organisation internationale de normalisation / International Standards Organization
ISPE	International Society for Pharmaceutical Engineering
LCPE	Loi canadienne sur la protection de l'environnement
LEED	Leadership in Energy and Environmental Design
MDDEP	Ministère du développement durable, de l'environnement et des parcs
MIL	US Military Standards
MPI	Master Painters Institute
MOP	Manual of Practice
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
MTQ	Ministère de transports du Québec
NAAMM	National Association of Architectural Metal Manufacturers
NBC (CNB)	National Building Code
NBFU	National Board of Fire Underwriters
NBGQA	National Building Granite Quarries Association Inc.
NCMA	National Concrete Masonry Association
NCRP	National Council on Radiation Protection

NEMA	National Electrical Manufacturers Association
NFCC (CNPI)	National Fire Code of Canada
NFPA	National Fire Protection Association (Agency)
NHLA	National Hardwood Lumber Association
NLGA	National Lumber Grades Authority
NMS	National Master Specification
NPA	National Particleboard Association
NRC (CNRC)	National Research Council of Canada
NSF	National Science Foundation
NSWMA	National Solid Wastes Management Association
NTMA	National Terrazzo and Mosaic Association
OAA	Ontario Association of Architects
OAQ	Ordre des architectes du Québec
OBC	Ontario Building Code
OH	Ontario Hydro
OHMPA	Ontario Hot Mix Producers Association
ONGC (CGSB)	Office des normes générales du Canada
OMS (WHO)	Organisation mondiale de la Santé
OPSS	Ontario Provincial Standard Specification
OSHA	Occupational Safety and Health Act
PCA	Portland Cement Association
PCE	Programme Choix Environnemental
PCI	Prestressed Concrete Institute
PDCA	Painting and Decorating Contractors of America
PDI	Plumbing and Drainage Institute
PEI	Porcelain Enamel Institute
PWGSC (TPSGC)	Public Works and Government Services Canada
QMRA (AMCQ)	Quebec Master Roofers' Association / Association des maîtres couvreurs du Québec
RAIC (IRAC)	Royal Architectural Institute of Canada / Institut royal d'architecture du Canada
RBQ	Régie du bâtiment du Québec
SAE	Society of Automotive Engineers
SCAQMD	South Coast Air Quality Management District, California State
SCC	Standards Council of Canada
SCHL	Société canadienne d'hypothèque et de logement
SEFA	Scientific Equipment and Furniture Association
SIMDUT (WHMIS)	Système d'information sur les matières dangereuses utilisés au travail
SMACNA	Sheet Metal and Air Conditioning Contractors' National Association
SSPC	Society for Protective Coatings
STM	Société de transport de Montréal
TIA	Telecommunications Industry Association
TIAC	Thermal Insulation Association of Canada
TPSGC (PWGSC)	Travaux publics et services gouvernementaux Canada
TPP	Therapeutic Products Programme
TTMAC (ACTTM)	Terrazzo Tile and Marble Association of Canada
UL	Underwriters' Laboratories
ULC	Underwriters' Laboratories of Canada / Laboratoires des assureurs du Canada
ULI	Underwriters' Laboratories Institute

USGBC.....	U.S. Green Building Council
VA.....	Veterans Administration (U.S.)
WCLIB	West Coast Lumber Inspection Bureau
WDMA	Window and Door Manufacturers Association
WI	Woodwork Institute
WH	Services Professionnels Inchcape - Warnock Hersey Limitée / Inchcape – Warnock
WHO (OMS).....	World Health Organization
WHMIS (SIMDUT)	Workplace Hazardous Materials Information System
WWPA.....	Western Wood Products Association

2. ANSI - AMERICAN NATIONAL STANDARDS INSTITUTE

ANSI A108/A118/A136.1-2011	American National Standards for the Installation of Ceramic Tiles
ANSI A208.1-2009 (?).....	Particleboard
ANSI A208.2-2009 (?).....	Medium Density Fiberboard (MDF) for Interior Applications
ANSI A250.4-2011 (?).....	Test procedure and Acceptance Criteria for Physical endurance for Steel Doors, Frames, Frame Anchors and Hardware Reinforcing
ANSI/ASME B16.26-2011	Cast Copper Alloy Fittings for Flared Copper Tubes
ANSI/ASME B16.29-2012.....	Wrought Copper and Wrought Copper Alloy Solder Joint Drainage Fittings - DWV
ANSI/ASME B18.6.1-1981 (R2008)	Wood Screws (Inch Series)
ANSI/ASME B18.6.4-1998 (R2005)	Thread Forming and Thread Cutting Tapping Screws and Metallic Drive Screws (Inch)
ANSI H35.1/H35.1M-2009	Alloy and Temper Designation Systems for Aluminum
ANSI Z97.1-2009	Safety Glazing Materials Used in Buildings, Safety Performance Specifications and Methods of Test
ANSI/AIHA Z9.5-2012	Laboratory Ventilation
ANSI/ASHRAE/IES Standard 90.1-2010 (SI Edition) - 2010	Energy Standard for Buildings Except Low-Rise Residential Buildings, SI Edition
ANSI/ASHRAE 110-1995.....	Method of Testing Performance of Laboratory Fume Hoods
ANSI/BHMA A156.1-2006.....	American National Standard for Butts and Hinges
ANSI/BHMA A156.2-2011	Bored and Preassembled Locks and Latches
ANSI/BHMA A156.3-2001	Exit Devices
ANSI/BHMA A156.4-2008.....	Doors Controls-Closers
ANSI/BHMA A156.5-2010.....	Auxiliary Locks
ANSI/BHMA A156.6-2010.....	Architectural Door Trim
ANSI/BHMA A156.7-2009.....	Hinge Templates
ANSI/BHMA A156.8-2010.....	Door Controls - Overhead Stops and Holders
ANSI/BHMA A156.9-2010.....	Cabinet Hardware
ANSI/BHMA A156.10-2011.....	Power-Operated Pedestrian Doors
ANSI/BHMA A156.11-2010.....	Cabinet Locks
ANSI/BHMA A156.12-2005.....	Interconnected Locks and Latches
ANSI/BHMA A156.13-2012.....	Mortise Locks and Latches
ANSI/BHMA A156.14-2002.....	Sliding and Folding Door Hardware
ANSI/BHMA A156.15-2011.....	American National Standard for Release Devices-Closer Holder, Electromagnetic and Electromechanical
ANSI/BHMA A156.16-2002.....	Auxiliary Hardware
ANSI/BHMA A156.17-2004 (R2010)	Self-Closing Hinges and Pivots
ANSI/BHMA A156.18-2012.....	Materials and Finishes
ANSI/BHMA A156.19-2007.....	Power Assist and Low Energy Power Operated Doors
ANSI/BHMA A156.20-2006 (R2012)	American National Standard for Strap and Tee Hinges and Hasps
ANSI/BHMA A156.21-2009.....	American National Standard for Thresholds

ANSI/BHMA A156.115-2006.....	American National Standard for Hardware Preparation in Steel Doors and Steel Frames
ANSI/BHMA A156.115-W-2006	American National Standard for Hardware Preparation in Wood Doors with Wood or Steel Frames
(ANSI) HPVA HP-1-2010	American National Standard for Hardwood and Decorative Plywood
ANSI/ISA 5.1-2009.....	Instrumentation Symbols and Identification
ANSI/MH 30.1 – 2007	Specification for Dock Leveling Devices
(ANSI) NAAMM MBG 531-2009 (?)	Metal Bar Grating Manual
NSF/ANSI 7-2009	Commercial Refrigerators and Freezes
(ANSI) NEMA LD3-2005	High Pressure Decorative Laminates

3. **ASTM - AMERICAN SOCIETY FOR TESTING AND MATERIALS**

ASTM A6/A6M – 12a	Standard Specification for General Requirements for Rolled Structural Steel Bars, Plates, Shapes and Sheet Piling
ASTM A36/A36M - 08	Standard Specification for Carbon Structural Steel
ASTM A53/A53M - 12	Standard Specification for Pipe, Steel, Black and Hot-Dipped, Zinc-Coated Welded and Seamless
ASTM A82/A82M - 07	Standard Specification for Steel Wire, Plain, for Concrete Reinforcement
ASTM A90/A90M - 11	Standard Test Method for Weight (Mass) of Coating on Iron and Steel Articles with Zinc or Zinc-Alloy Coatings
ASTM A121 - 07.....	Standard Specification for Zinc-Coated (Carbon) Steel Barbed Wire
ASTM A123/A123M - 12	Standard Specification for Zinc (Hot-Dip Galvanized) Coatings on Iron and Steel Products
ASTM A153/A153M - 09	Standard Specification for Zinc Coating (Hot-Dip) on Iron and Steel Hardware
ASTM A167 - 99(2009)	Standard Specification for Stainless and Heat-Resisting Chromium-Nickel Steel Plate, Sheet, and Strip
ASTM A185/A185M - 07	Standard Specification for Steel Welded Wire, Reinforcement, Plain, for Concrete
ASTM A240/A240M - 12a	Standard Specification for Chromium and Chromium-Nickel Stainless Steel Plate, Sheet, and Strip for Pressure Vessels and for General Applications
ASTM A269 - 10.....	Standard Specification for Seamless and Welded Austenitic Stainless Steel Tubing for General Service
ASTM A270/A270M - 10	Standard Specification for Seamless and Welded Austenitic and Ferritic/Austenitic Stainless Steel Sanitary Tubing
ASTM A276 - 10.....	Standard Specification for Stainless Steel Bars and Shapes
ASTM A283/A283M - 12	Standard Specification for Low and Intermediate Tensile Strength Carbon Steel Plates
ASTM A307 - 12.....	Standard Specification for Carbon Steel Bolts and Studs, 60 000 PSI Tensile Strength
ASTM A325 - 10.....	Standard Specification for Structural Bolts, Steel, Heat Treated 120/105 Ksi Minimum Tensile Strength
ASTM A380 - 06.....	Standard Practice for Cleaning and Descaling Stainless Steel Parts, Equipment, and Systems
ASTM A450/A450M - 10	Standard Specification for General Requirements for Carbon and Low Alloy Steel Tubes
ASTM A480/A480M - 12	Standard Specification for General Requirements for Flat-Rolled Stainless and Heat-Resisting Steel Plate, Sheet, and Strip
ASTM A492 - 95(2009)	Standard Specification for Stainless Steel Rope Wire
ASTM A496/A496M - 07	Standard Specification for Steel Wire, Deformed, for Concrete Reinforcement
ASTM A497/A497M - 07	Standard Specification for Steel Welded Wire Reinforcement, Deformed, for Concrete
ASTM A513/A513M-12	Specification for Electric-Resistance-Welded Carbon and Alloy Steel Mechanical Tubing

ASTM A555/A555M - 05 (2009).....	Standard Specification for General Requirements for Stainless Steel Wire and Wire Rods
ASTM A572/572M - 12.....	Standard Specification for High-Strength Low-Alloy Columbium-Vanadium Structural Steel
ASTM A582/582M – 12e1.....	Standard Specification for Free-Machining Stainless Steel Bars
ASTM A615/A615M - 12.....	Standard Specification for Deformed and Plain Carbon-Steel Bars for Concrete Reinforcement
ASTM A641/A641M - 09a.....	Standard Specification for Zinc-Coated (Galvanized) Carbon Steel Wire
ASTM A653/A653M - 11.....	Standard Specification for Steel Sheet, Zinc-Coated (Galvanized) or Zinc-Iron Alloy-Coated (Galvannealed) by the Hot-Dip Process
ASTM A666 - 10.....	Standard Specification for Annealed or Cold-Worked Austenitic Stainless Steel Sheet, Strip, Plate, and Flat Bar
ASTM A790/A790M - 12.....	Standard Specification for Seamless and Welded Ferritic/Austenitic Stainless Steel Pipe
ASTM A792/A792M - 10.....	Standard Specification for Steel Sheet, 55% Aluminum-Zinc Alloy-Coated by the Hot-Dip Process
ASTM A814/814M - 08.....	Standard Specification for Cold-Worked Welded Austenitic Stainless Steel Pipe
ASTM A824 - 01(2012).....	Standard Specification for Metallic-Coated Steel Marcellised Tension Wire for Use with Chain Link Fence
ASTM A879/A879M - 12.....	Standard Specification for Steel Sheet, Zinc Coated by the Electrolytic Process for Applications Requiring Designation of the Coating Mass on Each Surface
ASTM A924/A924M - 10a.....	Standard Specification for General Requirements for Steel Sheet, Metallic-Coated by the Hot-Dip Process
ASTM A1008/A1008M - 12a.....	Standard Specification for Steel, Sheet, Cold Rolled, Carbon, Structural, High Strength Low-Alloy and High-Strength Low-Alloy with Improved Formability, Solution Hardened, and Bake Hardenable
ASTM A1011/1011M – 12b.....	Standard Specification for Steel, Sheet and Strip, Hot-Rolled, Carbon, Structural, High-Strength Low-Alloy, High-Strength Low-Alloy with Improved Formability, and Ultra-High Strength
ASTM B29 - 03(2009).....	Standard Specification for Refined Lead
ASTM B32 - 08.....	Standard Specification for Solder Metal
ASTM B69 - 11.....	Standard Specification for Rolled Zinc
ASTM B88M - 05(2011).....	Standard Specification for Seamless Copper Water Tube (Metric)
ASTM B101 - 12.....	Standard Specification for Lead-Coated Copper Sheet and Strip for Building Construction
ASTM B117 - 11.....	Standard Practice for Operating Salt Spray (Fog) Apparatus
ASTM B140/B140M - 12.....	Standard Specification for Copper-Zinc-Lead (Red Brass or Hardware Bronze) Rod, Bar, and Shapes
ASTM B209 - 10.....	Standard Specification for Aluminium and Aluminum-Alloy Sheet and Plate
ASTM B209M - 10.....	Standard Specification for Aluminum and Aluminum-Alloy Sheet and Plate [Metric]
ASTM B221 - 12a.....	Standard Specification for Aluminum and Aluminum-Alloy Extruded Bars, Rods, Wires, Profiles and Tubes
ASTM B221M - 12a.....	Specification for Aluminum-Alloy Extruded Bars, Rods, Wire, Profiles and Tubes [Metric]
ASTM B265 - 11e1.....	Standard Specification for Titanium and Titanium Alloy Strip, Sheet and Plate
ASTM B280 - 08.....	Standard Specification for Seamless Copper Tube for Air Conditioning and Refrigeration Field Service
ASTM B370 - 12.....	Standard Specification for Copper Sheet and Strip for Building Construction
ASTM B449 - 93(2010)e1.....	Standard Specification for Chromates on Aluminum
ASTM B456 - 11e1.....	Standard Specification for Electrodeposited Coatings of Copper Plus Nickel Plus Chromium and Nickel Plus Chromium
ASTM B633 - 11.....	Standard Specification for Electrodeposited Coatings of Zinc on Iron and Steel

ASTM B749 - 03(2009)	Standard Specification for Lead and Lead Alloy Strip, Sheet, and Plate Products
ASTM B766 - 86(2008)	Standard Specification for Electrodeposited Coatings of Cadmium
ASTM C5 - 10	Standard Specification for Quicklime for Structural Purposes
ASTM C28/C28M - 10	Standard Specification for Gypsum Plasters
ASTM C33/C33M - 11a	Standard Specification for Concrete Aggregates
ASTM C88 - 05	Standard Test Method for Soundness of Aggregates by Use of Sodium Sulfate or Magnesium Sulfate
ASTM C90 - 12	Standard Specification for Loadbearing Concrete Masonry Units
ASTM C97/C97M - 09	Standard Test Methods for Absorption and Bulk Specific Gravity of Dimension Stone
ASTM C99/C99M - 09	Standard Test Method for Modulus of Rupture of Dimension Stone
ASTM C109/C109M - 11b	Standard Test Method for Compressive Strength of Hydraulic Cement Mortars (Using 2" or 50 mm Cube Specimens)
ASTM C117 - 04	Standard Test Method for Materials Finer Than 75 µm (No. 200) Sieve in Mineral Aggregates by Washing
ASTM C123/C123M - 12	Standard Test Method for Lightweight Particles in Aggregate
ASTM C126 - 12a	Standard Specification for Ceramic Glazed Structural Clay Facing Tile, Facing Brick, and Solid Masonry Units
ASTM C127 - 12	Standard Test Method for Density, Relative Density (Specific Gravity) and Absorption of Coarse Aggregate
ASTM C128 - 12	Standard Test Method for Density, Relative Density (Specific Gravity) and Absorption of Fine Aggregate
ASTM C131 - 06	Standard Test Method for Resistance to Degradation of Small-Size Coarse Aggregate by Abrasion and Impact in the Los Angeles Machine
ASTM C136 - 06	Standard Test Method for Sieve Analysis of Fine and Coarse Aggregates
ASTM C144 - 11	Standard Specification for Aggregate for Masonry Mortar
ASTM C150/C150M - 12	Standard Specification for Portland Cement
ASTM C170/C170M - 09	Standard Test Method for Compressive Strength of Dimension Stone
ASTM C171 - 07	Standard Specification for Sheet Materials for Curing Concrete
ASTM C177 - 10	Standard Test Method for Steady-State Heat Flux Measurements and Thermal Transmission Properties by Means of the Guarded-Hot-Plate Apparatus
ASTM C207 - 06(2011)	Standard Specification for Hydrated Lime for Masonry Purposes
ASTM C208 - 12	Standard Specification for Cellulosic Fiber Insulating Board
ASTM C241/C241M - 09	Standard Test Method for Abrasion Resistance of Stone Subjected to Foot Traffic
ASTM C260/C260M - 10a	Standard Specification for Air-Entraining Admixtures for Concrete
ASTM C270 - 12a	Standard Specification for Mortar for Unit Masonry
ASTM C279 - 12	Standard Specification for Chemical-Resistant Masonry Units
ASTM C303 - 10	Standard Test Method for Dimension and Density of Preformed Block and Board-Type Thermal Insulation
ASTM C307 - 03(2012)	Standard Test Method for Tensile Strength of Chemical-Resistant Mortar, Grouts, and Monolithic Surfacing
ASTM C309 - 11	Standard Specification for Liquid Membrane-Forming Compounds for Curing Concrete
ASTM C404 - 11	Standard Specification for Aggregates for Masonry Grout
ASTM C410 - 11	Standard Specification for Industrial Floor Brick
ASTM C413 - 01(2012)	Standard Test Method for Absorption of Chemical-Resistant Mortars, Grouts, Monolithic Surfacing, and Polymer Concretes
ASTM C423 - 09a	Test Method for Sound Absorption and Sound Absorption Coefficients by the Reverberation Room Method
ASTM C472 - 99(2009)	Standard Test Methods for Physical Testing of Gypsum, Gypsum Plasters and Gypsum Concrete

ASTM C475/C475M - 12.....	Standard Specification for Joint Compound and Joint Tape for Finishing Gypsum Board
ASTM C494/C494M - 12.....	Standard Specification for Chemical Admixtures for Concrete
ASTM C503/C503M - 10.....	Standard Specification for Marble Dimension Stone
ASTM C509 - 06(2011).....	Standard Specification for Elastomeric Cellular Preformed Gasket and Sealing Material
ASTM C514 - 04(2009)e1.....	Standard Specification for Nails for the Application of Gypsum Board
ASTM C518 - 10.....	Standard Test Method for Steady-State Thermal Transmission Properties by Means of the Heat Flow Meter Apparatus
ASTM C531 - 00(2012).....	Standard Test Method for Linear Shrinkage and Coefficient of Thermal Expansion of Chemical-Resistant Mortars, Grouts, Monolithic Surfacing, and Polymer Concretes
ASTM C553 - 11.....	Standard Specification for Mineral Fiber Blanket Thermal Insulation for Commercial and Industrial Applications
ASTM C568/C568M - 10.....	Standard Specification for Limestone Dimension Stone
ASTM C578 - 12b.....	Standard Specification for Rigid, Cellular Polystyrene Thermal Insulation
ASTM C579 - 01(2012).....	Standard Test Methods for Compressive Strength of Chemical-Resistant Mortars, Grouts, Monolithic Surfacing, and Polymer Concretes
ASTM C580 - 02(2012).....	Standard Test Method for Flexural Strength and Modulus of Elasticity of Chemical-Resistant Mortars, Grouts, Monolithic Surfacing, and Polymer Concretes
ASTM C612 - 10.....	Standard Specification for Mineral Fiber Block and Board Thermal Insulation
ASTM C615/C615M - 11.....	Standard Specification for Granite Dimension Stone
ASTM C618 - 12.....	Standard Specification for Coal Fly Ash and Raw or Calcined Natural Pozzolan for Use in Concrete
ASTM C631 - 09.....	Standard Specification for Bonding Compounds for Interior Gypsum Plastering
ASTM C635/C635M - 12.....	Standard Specification for Manufacture, Performance, and Testing of Metal Suspension Systems for Acoustical Tile and Lay-In Panel Ceilings
ASTM C636/C636M - 08.....	Standard Practice for Installation of Metal Ceiling Suspension Systems for Acoustical Tile and Lay-In Panels
ASTM C645 - 11a.....	Standard Specification for Nonstructural Steel Framing Members
ASTM C665 - 12.....	Standard Specification for Mineral-Fiber Blanket Thermal Insulation for Light Frame Construction and Manufactured Housing
ASTM C666/C666M - 03(2008).....	Standard Test Method for Resistance of Concrete to Rapid Freezing and Thawing
ASTM C719 - 93(2010).....	Standard Test Method for Adhesion and Cohesion of Elastomeric Joint Sealants Under Cyclic Movement (Hockman Cycle)
ASTM C726 - 12.....	Standard Specification for Mineral Wool Roof Insulation Board
ASTM C728 - 05(2010).....	Standard Specification for Perlite Thermal Insulation Board
ASTM C754 - 11.....	Standard Specification for Installation of Steel Framing Members to Receive Screw Attached Gypsum Panel Products
ASTM C794 - 10.....	Standard Test Method for Adhesion-in-Peel of Elastomeric Joint Sealants
ASTM C834 - 10.....	Standard Specification for Latex Sealants
ASTM C840 - 11.....	Standard Specification for Application and Finishing of Gypsum Board
ASTM C841 - 03(2008)e1.....	Standard Specification for Installation of Interior Lathing and Furring
ASTM C843 - 99(2012).....	Standard Specification for Application of Gypsum Veneer Plaster
ASTM C844 - 04(2010).....	Standard Specification for Application of Gypsum Base to Receive Gypsum Veneer Plaster
ASTM C847 - 12.....	Standard Specification for Metal Lath
ASTM C880/C880M - 09.....	Test Method for Flexural Strength of Dimensional Stone
ASTM C881/C881M - 10.....	Standard Specification for Epoxy-Resin-Base Bonding Systems for Concrete
ASTM C882/C882M - 12.....	Standard Test Method for Bond Strength of Epoxy-Resin Systems Used With Concrete By Slant Shear
ASTM C919 - 12.....	Standard Practice for Use of Sealants in Acoustical Applications

ASTM C920 - 11	Standard Specification for Elastomeric Joint Sealants
ASTM C936/C936M - 12	Standard Specification for Solid Concrete Interlocking Paving Units
ASTM C954 - 11	Standard Specification for Steel Drill Screws for the Application of Gypsum Panel Products or Metal Plaster Bases to Steel Studs from 0.033" (0.84 mm) to 0.112" (2.84 mm) in Thickness
ASTM C 979/C979M - 10	Standard Specification for Pigments for Integrally Colored Concrete
ASTM C1002 - 07	Standard Specification for Steel Self-Piercing Tapping Screws for the Application of Gypsum Panel products or Metal Plaster Bases to Wood Studs or Steel Studs
ASTM C1036 - 11e1	Standard Specification for Flat Glass
ASTM C1047 - 10a	Standard Specification for Accessories for Gypsum Wallboard and Gypsum Veneer Base
ASTM C1048 - 12e1	Standard Specification for Heat-Strengthened and Fully Tempered Flat Glass
ASTM C1063 - 12c	Standard Specification for Installation of Lathing and Furring to Receive Interior and Exterior Portland Cement-Based Plaster
ASTM C1172 - 09e1	Standard Specification for Laminated Architectural Flat Glass
ASTM C1177/C1177M - 08	Specification for Glass Mat Gypsum Substrate for Use as Sheathing
ASTM C1178/C1178M - 11	Standard Specification for Coated Glass Mat Water-Resistant Gypsum Backing Panel
ASTM C1184 - 05	Standard Specification for Structural Silicone Sealants
ASTM C1186 - 08(2012)	Standard Specification for Flat, Fiber-Cement Sheets
ASTM C1278/C1278M - 07a(2011)	Standard Specification for Fiber-Reinforced Gypsum Panel
ASTM C1280 - 12a	Standard Specification for Application of Gypsum Sheathing
ASTM C1289 - 12e1	Standard Specification for Faced Rigid Cellular Polyisocyanurate Thermal Insulation Board
ASTM C1396/C1396M - 11	Standard Specification for Gypsum Board
ASTM D41/D41M - 11	Standard Specification for Asphalt primer Used in Roofing, Dampproofing, and Waterproofing
ASTM D140/D140M - 09	Standard Practice for Sampling Bituminous Materials
ASTM D217 - 10	Standard Test Methods for Cone Penetration of Lubricating Grease
ASTM D 256 - 10	Standard Test Methods for Determining the Izod Pendulum Impact Resistance of Plastics
ASTM D360 - 12	Standard Specification for Shellac Varnishes
ASTM D412 - 06ae2	Standard Test Methods for Vulcanized Rubber and Thermoplastic Elastomers – Tension
ASTM D448 - 12	Standard Classification for Sizes of Aggregate for Road and Bridge Construction
ASTM D522 - 93a(2008)	Test Methods for Mandrel Bend Test of Attached Organic Coatings
ASTM D523 - 08	Standard Test Method for Specular Gloss
ASTM D570 - 98(2010)e1	Standard Test Method for Water Absorption of Plastics
ASTM D578/D578M - 05(2011)	Standard Specification for Glass Fiber Strands
ASTM D635 - 10	Standard Test Method for Rate of Burning and/or Extent and Time of Burning of Plastics in a Horizontal Position
ASTM D638 - 10	Standard Test Method for Tensile Properties of Plastics
ASTM D695 - 10	Standard Test Method for Compressive Properties of Rigid Plastics
ASTM D696 - 08	Standard Test Method for Coefficient of Linear Thermal Expansion of Plastics Between -30oC and 30oC with a Vitreous Silica Dilatometer
ASTM D698 - 12	Standard Test Method for Laboratory Compaction Characteristics of Soil Using Standard Effort (12,400 ft.lbf/ft ³ / 600 kN-m/m ³)
ASTM D746 - 07	Standard Test Method for Brittleness Temperature of Plastics and Elastomers by Impact
ASTM D785 - 08	Standard Test Method for Rockwell Hardness of Plastics and Electrical Insulating Materials

ASTM D790 - 10	Standard Test Methods for Flexural Properties of Unreinforced and Reinforced Plastics and Electrical Insulating Materials
ASTM D822 - 01(2006)	Standard Practice for Filtered Open-Flame Carbon-Arc Exposure of Paint and related Coatings
ASTM D1004 - 09	Standard Test Method for Tear Resistance (Graves Tear) of Plastic Film and Sheet
ASTM D1037 - 12	Standard Test Methods for Evaluating Properties of Wood-Base Fiber and Particle Panel Materials
ASTM D1044 - 08e1	Standard Test Method for Resistance of Transparent Plastics to Surface Abrasion
ASTM D1056 - 07	Standard Specification for Flexible Cellular Materials - Sponge or Expanded Rubber
ASTM D1204 - 08	Standard Test Method for Linear Dimensional Changes of Non Rigid Thermoplastic Sheet or Film at Elevated Temperature
ASTM D1248 - 12	Standard Specification for Polyethylene Plastics Extrusion Materials for Wire and Cable
ASTM D1308 - 02(2007)	Standard Test Method for Effect of Household Chemicals on Clear and Pigmented Organic Finishes
ASTM D1505 - 10	Standard Test Method for Density of Plastics by the Density-Gradient Technique
ASTM D1621 - 10	Standard Test Method for Compressive Properties of Rigid Cellular Plastics
ASTM D1623 - 09	Standard Test Method for Tensile and Tensile Adhesion Properties of Rigid Cellular Plastics
ASTM D1654 - 08	Standard Test Method for Evaluation of Painted or Coated Specimens Subjected to Corrosive Environments
ASTM D1730 - 09	Standard Practices for Preparation of Aluminum and Aluminum-Alloy Surfaces for Painting
ASTM D1751 - 04(2008)	Standard Specification for Preformed Expansion Joint Filler for Concrete Paving and Structural Construction (Nonextruding and Resilient Bituminous Types)
ASTM D1752 - 04a(2008)	Standard Specification for Preformed Sponge Rubber Cork and Recycled PVC Expansion Joint Fillers for Concrete Paving and Structural Construction
ASTM D1761 - 12	Standard Test Methods for Mechanical Fasteners in Wood
ASTM D1784 - 11	Standard Specification for Rigid Poly (Vinyl Chloride) (PVC) Compounds and Chlorinated Poly (Vinyl Chloride) (CPVC) Compounds
ASTM D1863/D1863M - 05(2011)e1	Standard Specification for Mineral Aggregate Used on Built-up Roofs
ASTM D2047 - 11	Standard Test Method for Static Coefficient of Friction of Polish-Coated Flooring Surfaces as Measured by the James Machine
ASTM D2136 - 02(2007)	Standard Test Method for Coated Fabrics - Low-Temperature Bend Test
ASTM D2197 - 10	Standard Test Method for Adhesion of Organic Coatings by Scrape Adhesion
ASTM D2240 - 05(2010)	Standard Test Method for Rubber Property - Durometer Hardness
ASTM D2247 - 11	Standard Practice for Testing Water Resistance of Coatings in 100% Relative Humidity
ASTM D2419 - 09	Standard Test Method for Sand Equivalent Value of Soils and Fine Aggregate
ASTM D2565 - 99(2008)	Standard Practice for Xenon Arc-Type Light-Exposure of Plastics Intended for Outdoor Applications
ASTM D2628 - 91(2011)	Standard Specification for Preformed Polychloroprene Elastomeric Joint Seals for Concrete Pavements
ASTM D2794 - 93(2010)	Standard Test Method for Resistance of Organic Coatings to the Effects of Rapid Deformation (Impact)
ASTM D2832 - 92(2011)	Standard Guide for Determining Volatile and Nonvolatile Content of Paint and Related Coatings
ASTM D2842 - 12	Standard Test Method for Water Absorption of Rigid Cellular Plastics

ASTM D2859 - 06(2011)	Standard Test Method for Ignition Characteristics of Finished Textile Floor Covering Materials
ASTM D3203/D3203M - 11	Standard Test Method for Percent Air Voids in Compacted Dense and Open Bituminous Paving Mixtures
ASTM D3273 - 12	Standard Test Method for Resistance to Growth of Mold on the Surface of Interior Coatings in an Environmental Chamber
ASTM D3359 - 09e2	Standard Test Methods for Measuring Adhesion by Tape Test
ASTM D3363 - 05(2011)e2	Standard Test Method for Film Hardness by Pencil Test
ASTM D3389 - 10	Standard Test Methods for Coated fabrics Abrasion Resistance (Rotary Platform Abrader)
ASTM D3498 - 03(2011)	Standard Specification for Adhesives for Field-Gluing Plywood to Lumber Framing for Floor Systems
ASTM D3597 - 02(2009)	Specification for Woven Upholstery Fabrics – Plain, Tufted or Flocked
ASTM D3960 - 05	Standard Practice for Determining Volatile Organic Compound (VOC) Content of Paints and Related Coatings
ASTM D4060 - 10	Standard Test Method for Abrasion Resistance of Organic Coatings by the Taber Abraser
ASTM D4101 - 11	Standard Specification for Polypropylene Injection and Extrusion Materials
ASTM D4146 - 10	Standard Test Method for Formability of Zinc-Rich Primer/Chromate Complex Coatings on Steel
ASTM D4318 - 10	Standard Test Method for Liquid Limit, Plastic Limit and Plasticity Index of Soils
ASTM D4434/D4434M - 12	Standard Specification for Poly (Vinyl Chloride) Sheet Roofing
ASTM D4595 - 11	Standard Test Method for Tensile Properties of Geotextiles by the Wide-Width Strip Method
ASTM D4637/D4637M - 12	Standard Specification for EPDM Sheet Used in Single-Ply Roof Membrane
ASTM D4716 - 08	Standard Test Method for Determining the (In-plane) Flow Rate per Unit Width and Hydraulic Transmissivity of a Geosynthetic Using a Constant Head
ASTM D4751 - 12	Standard Test Method for Determining Apparent Opening Size of a Geotextile
ASTM D4791 - 10	Standard Test Method for Flat Articles, Elongated Particles, or Flat and Elongated Particles in Coarse Aggregate
ASTM D4802 - 10	Standard Specification for Poly (Methyl Methacrylate) Acrylic Plastic Sheet
ASTM D5055 - 12	Standard Specification for Establishing and Monitoring Structural Capacities of Prefabricated Wood I-Joists
ASTM D5116 - 10	Standard Guide for Small-Scale Environmental Chamber Determinations of Organic Emissions From Indoor Materials/Products
ASTM D5456 - 12	Standard Specification for Evaluation of Structural Composite Lumber Products
ASTM D6162 - 00a(2008)	Standard Specification for Styrene Butadiene Styrene (SBS) Modified Bituminous Sheet Materials Using a Combination of Polyester and Glass Fiber Reinforcements
ASTM D6163 - 00(2008)	Standard Specification for Styrene Butadiene Styrene (SBS) Modified Bituminous Sheet Materials Using Glass Fiber Reinforcement
ASTM D6164/D6164M - 11	Standard Specification for Styrene Butadiene Styrene (SBS) Modified Bituminous Sheet Materials Using Polyester Reinforcements
ASTM D6386 - 10	Standard Practice for Preparation of Zinc (Hot-Dip Galvanized) Coated Iron and Steel Product and Hardware Surfaces for Painting
ASTM D6690 - 12	Standard Specification for Joint and Crack Sealants, Hot Applied, for Concrete and Asphalt Pavements
ASTM D7234 - 12	Standard Test Method for Pull-Off Adhesion Strength of Coatings on Concrete Using Portable Pull-Off Adhesion Testers
ASTM E11 - 09e1	Standard Specification for Wire Cloth and Sieves for Testing Purposes
ASTM E72 - 10	Standard Test Methods of Conducting Strength Tests of Panels for Building Construction
ASTM E73 - 83(2007)	Standard Practice for Static Load Testing of Truss Assemblies

ASTM E84 - 12c.....	Standard Test Method for Surface Burning Characteristics of Building Materials
ASTM E90 - 09.....	Standard Test Method for Laboratory Measurement of Airborne Sound Transmission Loss of Building Partitions and Elements
ASTM E96/E96M - 10.....	Standard Test Methods for Water Vapor Transmission of Materials
ASTM E119 - 12a.....	Standard Test Methods for Fire Tests of Building Construction and Materials
ASTM E154 - 08a.....	Standard Test Methods for Water Vapor Retarders Used in Contact with Earth Under Concrete Slabs, on Walls, or as Ground Cover
ASTM E162 - 12a.....	Standard Test Method for Surface Flammability of Materials Using a Radiant Heat Energy Source
ASTM E220 - 07a.....	Test Method for Calibration of Thermocouples by Comparison Techniques
ASTM E283 - 04(2012).....	Standard Test Method for Determining the Rate of Air Leakage Through Exterior Windows, Curtain Walls, and Doors Under Specified Pressure Differences Across the Specimen
ASTM E330 - 02(2010).....	Standard Test Method for Structural Performance of Exterior Windows, Doors, Skylights and Curtain Walls by Uniform Static Air Pressure Difference
ASTM E331 - 00(2009).....	Standard Test Method for Water Penetration of Exterior Windows, Skylights, Doors, and Curtain Walls by Uniform Static Air Pressure Difference
ASTM E336 - 11.....	Standard Test Method for Measurement of Airborne Sound Attenuation between Rooms in Buildings
ASTM E413 - 10.....	Classification for Rating Sound Insulation
ASTM E477 - 06a.....	Standard Test Method for Measuring Acoustical and Airflow Performance of Duct Liner Materials and Prefabricated Silencers
ASTM E 478 - 08.....	Standard Test Methods for Chemical Analysis of Copper Alloys
ASTM E547 - 00(2009).....	Standard Test Method for Water Penetration of Exterior Windows, Skylights, Doors, and Curtain Walls, by Cyclic Static Air Pressure Difference
ASTM E557 - 12.....	Standard Guide for Installation of Operable Partitions
ASTM E580/E580M - 11b.....	Standard Practice for Installation of Ceiling Suspension Systems for Acoustical Tile and Lay-In Panels in Areas Subject to Earthquake Ground Motions
ASTM E605 - 93(2011).....	Standard Test Methods for Thickness and Density of Sprayed Fire-Resistive Material (SFRM) Applied to Structural Members
ASTM E648 - 10e1.....	Standard Test Method for Critical Radiant Flux of Floor Covering Systems Using a Radiant Heat Energy Source
ASTM E662 - 13.....	Standard Test Method for Specific Optical Density of Smoke Generated by Solid Materials
ASTM E695 - 03(2009).....	Standard Method of Measuring Relative Resistance of Wall, Floor, and Roof Construction to Impact Loading
ASTM E736 - 00(2011).....	Standard Test Method for Cohesion/Adhesion of Sprayed Fire-Resistive Materials Applied to Structural Members
ASTM E759 - 92(2011).....	Standard Test Method for Effect of Deflection of Sprayed Fire-Resistive Material Applied to Structural Members
ASTM E760 - 92(2011).....	Standard Test Method for Effect of Impact on Bonding of Sprayed Fire-Resistive Material Applied to Structural Members
ASTM E761 - 92(2011).....	Standard Test Method for Compressive Strength of Sprayed Fire-Resistive Material Applied to Structural Members
ASTM E783 - 02(2010).....	Standard Test Method for Field Measurement of Air Leakage Through Installed Exterior Windows and Doors
ASTM E795 - 05(2012).....	Standard Practices for Mounting Test Specimens During Sound Absorption Tests
ASTM E814 - 11a.....	Standard Test Method for Fire Tests of Penetration Fire Stops Systems
ASTM E859 - 93(2011).....	Standard Test Method for Air Erosion of Sprayed Fire-Resistive Materials (SFRMs) Applied to Structural Members
ASTM E937 - 93(2011).....	Standard Test Method for Corrosion of Steel by Sprayed Fire-Resistive Material (SFRM) Applied to Structural Members

ASTM E1105 - 00(2008)	Standard Test Method for Field Determination of Water Penetration of Installed Exterior Windows, Skylights, Doors, and Curtain Walls, by Uniform or Cycle Static Air Pressure Difference
ASTM E1110 - 06(2011)	Standard Classification for Determination of Articulation Class
ASTM E1111 - 07.....	Standard Test Method for Measuring the Interzone Attenuation of Open Office Components
ASTM E1264 - 08e1.....	Standard Classification for Acoustical Ceiling Products
ASTM E1333 - 10.....	Standard Test Method for Determining Formaldehyde Concentrations in Air and Emissions Rates from Wood Products Using a Large Chamber
ASTM E1477 - 98a(2008)	Standard Test Method for Luminous Reflectance Factor of Acoustical Materials by Use of Integrating-Sphere Reflectometers
ASTM E1745 - 11.....	Standard Specification for Water Vapour Retarders Used in Contact with Soil or Granular Fill under Concrete Slabs
ASTM E1886 - 05.....	Standard Test Method for Performance of Exterior Windows, Curtain Walls, Doors, and Impact Protective Systems Impacted by Missile(s) and Exposed to Cyclic Pressure Differentials
ASTM E1996 - 12a.....	Standard Specification for Performance of Exterior Windows, Curtain Walls, Doors and Impact Protective Systems Impacted by Windborne Debris in Hurricanes
ASTM E2174 - 10ae1.....	Standard Practice for On-Site Inspection of Installed Fire Stops
ASTM E2268-04(2011)	Standard Test Method for water Penetration of Exterior windows, Skylights, and Doors by Rapid Pulsed Air Pressure Difference
ASTM F150 - 06.....	Standard Test Method for Electrical Resistance of Conductive and Static Dissipative Resilient Flooring
ASTM F468 - 12.....	Standard Specification for Nonferrous Bolts, Hex Cap Screws, and Studs for General Use
ASTM F710 - 11.....	Standard Practice for Preparing concrete Floors to Receive Resilient Flooring
ASTM F788-12.....	Standard Specification for Surface Discontinuities of Bolts, Screws, and Studs, Inch and Metric Series
ASTM F821/F821M-01(2012)	Standard Specification for Domestic Use Doors and Frames, Steel, Interior, Marine
ASTM F925 - 02(2008)	Standard Test Method for Resistance to Chemicals of Resilient Flooring
ASTM F970 - 07(2011)	Standard Test Method for Static Load Limit
ASTM F1066 - 04(2010)e1	Standard Specification for Vinyl Composition Floor Tile
ASTM F1267 - 12.....	Standard Specification for Metal, Expanded, Steel
ASTM F1292 - 09.....	Standard Specification for Impact Attenuation of Surfacing Materials within the Use Zone of Playground Equipment
ASTM F1303 - 04(2009)	Standard Specification for Sheet Vinyl Floor Covering with Backing
ASTM F1344 - 12.....	Standard Specification for Rubber Floor Tile
ASTM F1514 - 03(2008)	Standard Test Method for Measuring Heat Stability of Resilient Flooring by Color Change
ASTM F1515 - 03(2008)	Standard Test Method for Measuring Light Stability of Resilient Flooring by Color Change
ASTM F1700 - 04(2010)	Standard Specification for Solid Vinyl Floor Tile
ASTM F1859 - 12.....	Standard Specification for Rubber Sheet Floor Covering Without Backing
ASTM F1860 - 12.....	Standard Specification for Rubber Sheet Floor Covering With Backing
ASTM F1861 - 08(2012)e1	Standard Specification for Resilient Wall Base
ASTM F1869 - 11.....	Standard Test Method for Measuring Moisture Vapor Emission Rate of Concrete Subfloor Using Anhydrous Calcium Chloride
ASTM F 1903 - 10	Standard Practice for Testing for Biological Responses to Particles In Vitro
ASTM F1913 - 04(2010)	Standard Specification for Vinyl Sheet Floor Covering Without Backing
ASTM F1951 - 09b.....	Standard Specification for Determination of Accessibility of Surface Systems Under and Around Playground Equipment

ASTM F2034 - 08	Standard Specification for Sheet Linoleum Floor Covering
ASTM F2169 - 12	Standard Specification for Resilient Stair Treads
ASTM F2440 - 11	Standard Specification for Indoor Wall/Feature Padding
ASTM G21 - 09	Standard Practice for Determining Resistance of Synthetic Polymeric Materials to Fungi
ASTM G152 - 06	Standard Practice for Operating Open Flame Carbon Arc Light Apparatus for Exposure of Nonmetallic Materials
ASTM G153 - 04(2010)	Standard Practice for Operating Enclosed Carbon Arc Light Apparatus for Exposure of Nonmetallic Materials
ASTM G154 - 12	Standard Practice for Operating Fluorescent Light Apparatus for UV Exposure of Nonmetallic Materials

4. CSA - ASSOCIATION CANADIENNE DE NORMALISATION

CSA-A23.1-F09/A23.2-F09	Béton: Constituants et exécution des travaux / Méthodes d'essais et pratiques normalisées pour le béton
CAN/CSA-A23.3-F04 (C2010)	Calcul des ouvrages en béton
CSA A23.4-F09	Béton préfabriqué - constituants et exécution des travaux
CAN/CSA-A82-F06 (C2011)	Brique de maçonnerie cuite en argile ou en schiste
CSA A123.1-F05/A123.5-F05 (C2010)	Bardeaux d'asphalte en feutre organique et à surfacage minéral / Bardeaux d'asphalte en feutre de fibres de verre et à surfacage minéral
CAN/CSA-A123.2-F03 (C2008)	Feutre à toiture revêtu de bitume
CSA A123.3-05 (R2010)	Asphalt saturated organic roofing felt
CAN/CSA-A123.4-F04 (C2008)	Bitume utilisé pour l'imperméabilisation de revêtements multicouches pour toitures
CSA A123.17-05 (R2009)	Asphalt Glass Felt Used in Roofing and Waterproofing
CSA A123.21-F10	Méthode d'essai normalisée de la résistance dynamique à l'arrachement sous l'action du vent des systèmes de couverture à membrane
CSA CAN3-A123.51-FM85 (C2011)	Pose de bardeaux d'asphalte sur des pentes de toit de 1:3 et plus
CSA CAN3-A123.52-FM85 (C2011)	Pose de bardeaux d'asphalte sur des pentes de toit de 1:6 jusqu'à moins de 1:3
CAN/CSA-Série A165-F04 (C2009)	Normes CSA sur les éléments de maçonnerie en béton
CAN/CSA-A179-F04 (C2009)	Mortier et coulis pour la maçonnerie en éléments
CSA A231.1-06/A231.2-06 (R2010)	Precast Concrete Paving Slabs / Precast Concrete Pavers
CSA A283-06 (R2011)	Qualification Code for Concrete Testing Laboratories
CAN/CSA-A370-F04 (C2009)	Crampons pour la maçonnerie
CAN/CSA-A371-F04 (C2009)	Maçonnerie des bâtiments
AAMA/WDMA/CSA 101/I.S.2/A440-F11	Norme (spécification) relative aux fenêtres, aux portes et aux lanterneaux
AAMA/WDMA/CSA 101/I.S.2/A440.S1-F09	Supplément Canadien à AAMA/WDMA/CSA101/I.S.2/A440-05
CAN/CSA-A440-F00/A440.1-F00(C2005)	Fenêtres/Publication spéciale A440.1-00 Guide de l'utilisateur de la norme CAN/CSA-A440-00, Fenêtres
CAN/CSA-A440.2-F09/A440.3-F09	Rendement énergétique des systèmes de fenêtrage / Guide d'utilisation de la CSA A440.2-09, Rendement énergétique des systèmes de fenêtrage
CAN/CSA-A440.4-F07 (C2012)	Installation des fenêtres, des portes et des lanterneaux
CAN/CSA-A660-F10	Certification des fabricants de systèmes de bâtiment en acier
CSA-A3000-F08	Compendium des matériaux liants
ASME A17.1-2007/CSA B44-F07 (C2012)	Code de sécurité des ascenseurs et monte-charge et les escaliers mécaniques

CSA-B44.1-11/ASME A17.5-11	Appareillage électrique d'ascenseurs et d'escaliers mécaniques
CSA B51-F09	Code sur les chaudières, les appareils et les tuyauteries sous pression
CSA B52-05 (C2009)	Code sur la réfrigération mécanique
CAN/CSA-B137 Série-F09	Recueil de normes sur la tuyauterie sous pression en matières thermoplastiques
CAN/CSA-B149.2-F10	Code sur l'emmagasiner et la manipulation du propane
CSA-B355-F09	Appareils élévateurs pour personnes handicapées
CAN/CSA-B651-F04 (C2010) (2012 en version anglaise)	Conception accessible pour l'environnement bâti
CSA C22.1-F12	Code canadien de l'électricité, première partie, norme de sécurité relative aux installations électriques
CSA C22.2 NO. 247-F92 (C2008)	Ouvre-portes et dispositifs de commande de barrières, de rideaux et de volets
CSA C22.2 NO.137-FM1981 (C2009)	Luminaires électriques pour emplacements dangereux
CSA C22.10-F10	Code de construction du Québec, Chapitre V – Électricité – Code canadien de l'électricité, première partie (20e édition) et modifications du Québec
CSA F378 Series-11	Solar Collectors
CSA G4-F09	Câbles en acier pour usage général, pour l'extraction minière et pour le roulage minier
CSA-G30.18-F09	Barres d'acier au carbone pour l'armature du béton
CSA G40.20-F04/G40.21-F04 (C2009)	Exigences générales relatives à l'acier de construction laminé ou soudé / Acier de construction
CAN/CSA SÉRIE O80-F08 (C2012)	Préservation du bois
CSA O112.9-10	Evaluation of Adhesives for Structural Wood Products (Exterior Exposure)
CSA O112.10-08	Evaluation of Adhesives for Structural Wood Products (Limited Moisture Exposure)
CSA O121-F08	Contreplaqué en sapin de Douglas
CAN/CSA O122-F06 (C2011)	Bois de charpente lamellé-collé.
CSA O141-05 (R2009)	Softwood Lumber
CSA O151-F09	Contreplaqué en bois de résineux canadien
CSA O153-13	Poplar Plywood
CSA O325-F07 (C2012)	Revêtements intermédiaires de construction
CSA S16-F09	Règles de calcul des charpentes en acier
CAN/CSA-S136-F07 (C2012)	Spécification nord-américaine pour le calcul des éléments de charpente en acier formés à froid
CAN/CSA-S157-F05/S157.1-F05 (C2010)	Calcul de la résistance mécanique des éléments en aluminium / Commentaires sur la CSA S157-05, Calcul de la résistance mécanique des éléments en aluminium
CAN/CSA-S269.3-FM92 (C2008)	Coffrages
CSA S304.1-F04 (C2010)	Calcul des ouvrages en maçonnerie
CSA S413-07 (R2012)	Parking Structures
CSA W47.1-F09	Certification des compagnies de soudage par fusion de l'acier
CSA W47.2-F11	Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium
CSA W48-F06 (C2011)	Métaux d'apport et matériaux associés pour le soudage à l'arc
CSA W55.3-F08	Certification des compagnies de soudage par résistance de l'acier et de l'aluminium

CSA W59-F03 (C2008)	Construction soudée en acier (soudage à l'arc)
CSA W59.2-FM1991 (C2008)	Construction soudée en aluminium
CSA W186-FM1990 (C2012)	Soudage des barres d'armature dans les constructions en béton armé
CSA Z11-12	Portable Ladders
CSA Z32-09	Sécurité en matière d'électricité et réseaux électriques essentiels des établissements de santé
CAN/CSA-Z91-F02 (C2008)	Règles de santé et de sécurité pour le travail sur équipement suspendu
CSA-Z259.1-F05 (C2010)	Ceintures de travail et selles pour le maintien en position de travail et pour la limitation du déplacement
CSA-Z259.10-F12	Harnais de sécurité
CAN/CSA-Z271-F10	Règles de sécurité pour les plates-formes élévatrices suspendues
CSA Z316.5-04 (R2009)	Fume Hoods and Associates Exhaust Systems
CAN/CSA-Z317.2-F10	Exigences particulières pour le chauffage, ventilation et climatisation (CVCA) dans les établissements de soins de santé.
CAN/CSA-Z317.13-12	Infection Control During Construction, Renovation and Maintenance of Health Care Facilities
CSA Z462-F12	Sécurité en matière d'électricité au travail
CSA Z600-F08	Sécurité des couvre-fenêtres à cordon
CAN/CSA-Z614-F07 (C2012)	Aires et équipements de jeu

5. ISO – ORGANISATION INTERNATIONALE DE NORMALISATION

ISO 13485: 2003	Dispositifs médicaux - Systèmes de management de la Qualité - Exigences à des fins réglementaires
ISO 14644	Cleanrooms and associated controlled environments - Part 1: Classification of air cleanliness (1999), Part 2: Specification for testing and monitoring to prove continued compliance with ISO 14644-1 (2000), Part 3: Test Methods (2005), Part 4: Design, Construction and Start-up (2001), Part 5: Operations (2004), Part 6: Vocabulary (2007), Part 7: Separative Devices (2004), Part 8: Classification of airborne molecular contamination (2006), Part 9: Classification of surface cleanliness by particle concentration (2012)

6. NFPA – NATIONAL FIRE PROTECTION ASSOCIATION (AGENCY)

NFPA 13-2013	Standard for the Installation of Sprinkler Systems
NFPA 24-2013	Standard for the Installation of Private Fire service Mains and their Appurtenances
NFPA 30-2012	Flammable and Combustible Liquids Code
NFPA 45-2011	Standard on Fire Protection for Laboratories Using Chemicals
NFPA 68-2007	Standard on Explosion Protection by Deflagration Venting
NFPA 70-2011	National Electrical Code
NFPA 80-2013	Standard for Fire Doors, and Other Opening Protectives
NFPA 99-2012	Standard for Health Care Facilities
NFPA 101-2012	Life Safety Code
NFPA 252-2012	Standard methods of Fire Tests of Door Assemblies
NFPA 701-2010	Standard Methods of Fire Tests for Flame Propagation of Textiles and Films
NFPA 1999-2008	Standard on Protective Clothing for Emergency Medical Operations

7. NORMES DE CONSTRUCTION DURABLE

CBDCa.....	Le Guide de référence LEED Canada pour la conception et la construction de bâtiments durables 2009
CBDCa.....	Le Guide de référence LEED Canada pour bâtiments existants : exploitation et entretien 2009
FSC-STD-01-001-(2012).....	FSC Principle and Criteria for Forest Stewardship (Principes et critères de gestion forestière)
FSC-STD-20-002-(2012).....	Structure and Content of Forest Stewardship Standards V3-0
GPS (MPI).....	Green Performance Standard
GS-11.....	Green Seal Standard for Paints and Coatings
SCAQMD Rule 1113-11.....	Architectural Coatings
SCAQMD Rule 1168-05.....	Adhesives and Sealants Applications

8. NORMES DU GOUVERNEMENT CANADIEN

CNRC.....	Code national du bâtiment (CNB), Canada, 2010
CNRC.....	Code national de l'énergie pour les bâtiments (CNEB), Canada 2011
CNRC.....	Code national de prévention des incendies (CNPI), Canada, 2010
Justice Canada	Medical Devices Regulations, sor/98-282, Food and Drugs Act (R.S., 1985, c. F-27).
PWGSC - MD15128.....	Laboratory Fume Hoods – Guidelines for Departmental Representatives, Design Professionals and Maintenance Personnel, PWGSC, Mechanical and Maintenance Engineering, Real Property Branch, 2008.
RWDI.....	Report #487-1605, October 1987, "Performance of fume hoods in simulated laboratory conditions", for the Health Protection Branch, Health and Welfare Canada
Santé Canada, Bureau de sécurité des laboratoires	
.....	Lignes directrices en matière de biosécurité en laboratoire, Ottawa, 3 ^e édition, 2004.
Santé Canada, Inspectorat de la Division générale des produits de santé et des aliments	
.....	Lignes directrices sur les bonnes pratiques de fabrication, Édition 2007
Santé Canada, Bureau des substances contrôlées – Programme des produits thérapeutiques	
.....	Directives sur les exigences en matière de sécurité physique pour les substances désignées, décembre 1999

9. NORMES DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

L - F - 475A (3) (U.S. Federal Specification for Vinyl Sheet Goods)	
NAVY RR-T-650E - Treads, Metallic and non-metallic, skid resistant	
OSHA 1910-106 - Hazardous Materials	
QQ-S-775E (U.S. Federal Specification for Steel Sheets, Carbon, Zinc-Coated (Galvanized) by the Hot-dip Process	
QQ-L-201f (1965, with amend.2, Nov.17, 1970) (U.S. Federal Specification for Lead Sheet)	
U.S. Dept. of Health and Human Services, FDA, 21 CFR 177.2600 (Rubber articles Intended for Repeated Use)	
U.S. Dept. of Health and Human Services, FDA, 21 CFR Part 11, Electronic Records; Electronic Signatures	
U.S. Dept. of Health and Human Services, FDA, 21 CFR Parts 808, 812 and 820, Exemptions from Federal Prevention of State and Local Medical Device Requirements; Investigational Device Exemption, Quality System regulation	
U.S. Dept. of Health and Human Services, FDA, Guidance for Industry: Sterile Drug Products Produced by Aseptic Processing – Current Good Manufacturing Facilities, September 2004	
U.S. FED STD. 141 – Paint Inspection Methods Standards	
U.S. FED.STD. 595B - Colors Use in Government Procurement	

10. NORMES EUROPÉENNES

- EC - Directorate, General III..... Industry Pharmaceuticals and cosmetics, the rules governing medicinal products in the European Union, Volume 4, Good manufacturing practices, Guidelines for Medicinal products for human and veterinary use
- EC - Good Manufacturing Practice, Revision to Annex 1
.....Manufacture of Sterile Products, November 2008
- EN 101 Dureté superficielle suivant l'échelle Mohs
- EN 154 Résistance à l'abrasion

11. NORMES PROVINCIALES D'ONTARIO

- Ontario Building Code (OBC), 2006
- OPSS 102-1992 Weighing of Materials
- OPSS 1001-2005 Material Specification for Aggregates – General
- OPSS 1003-2006 Aggregates - Hot Mixed, Hot Laid, Asphaltic Concrete
- OPSS 1010-2004 Aggregates - Granular A, B, M and Select Subgrade Material
- OPSS 1101-2007 Performance Graded Asphalt Cement
- OPSS 1150-2010 Specification for Hot Mixed Asphalt
- OPSS 1154-1993 Specification for Hot Mixed, Hot Laid, Asphaltic Concrete Containing Reclaimed Asphaltic Pavement

12. NORMES PROVINCIALES DU QUÉBEC

- NQ 0605-100 (2001) Aménagement paysager à l'aide de végétaux
- NQ 0605-200 (2001) Entretien arboricole et horticole
- NQ 0605-300 (2001) Produits de pépinières et de gazon
- NQ 0605-400 (2001) Produits de serres
- BNQ 0605-500 (2008) Aménagement paysager à l'aide de matériaux inertes
- BNQ 1809-300 (2007) Travaux de construction-Clauses techniques générales-Conduites d'eau potable et d'égout
- BNQ 1809-500 (2006) Travaux de construction-Trottoirs et bordures en béton
- NQ 2560-114 (2002) Travaux de génie civil - Granulats
- BNQ 2560-500 (2003) Granulats - Détermination de l'indice pétrographique du potentiel de gonflement sulfatique des matériaux granulaires - Méthode d'essai pour l'évaluation de l'IPPG
- BNQ 2560-510 (2003) Granulats - Guide d'application de la méthode d'essai pour la caractérisation du potentiel de gonflement sulfatique des matériaux granulaires
- NQ 2560-600 (2002) Granulats - Matériaux recyclés fabriqués à partir de résidus de béton, d'enrobés bitumineux et de briques – Classification et caractéristiques
- BNQ 2624-210 (2010) Bordures en béton préfabriquées - Caractéristiques dimensionnelles, géométriques et physiques
- NQ 3315-112 (1996) Glissières de sécurité - Éléments de glissement en tôle d'acier ondulée galvanisée et accessoires
- NQ 3660-950 (2003) Innocuité des produits et des matériaux en contact avec l'eau potable (03-04-11)
- CNRC Code de construction du Québec, chapitre 1, bâtiment et CNB – Canada 2005 (modifié)
- Code d'électricité 2010
- Code de sécurité pour les travaux de construction, S-2.1, r.6, 2008
- CSST Normes de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (Québec)
- MTQ Cahier des charges et devis généraux - Infrastructures routières - Construction et réparation – Édition 2013 (CCDG)
- MTQ LC 21-040 Analyse granulométrique (méthode d'essai)

Règlement sur l'économie de l'énergie dans les nouveaux bâtiments, c. E-1.1, r. 1, 2011

13. **ONGC (CGSB) - OFFICE DES NORMES GÉNÉRALES DU CANADA**

- CAN/CGSB-4.2 – 9.2-M90 / 12.3-2005 Méthodes pour épreuves textiles
 CAN/CGSB-4.162-M80 Textiles utilisés dans les hôpitaux – Exigences de résistance à l'inflammabilité
- CAN/CGSB-7.1-98 Eléments d'ossature murale légers en acier
- CAN/CGSB-8.1-88 (mars 88) Tamis de contrôle en toile métallique, non métriques
 CAN/CGSB-8.2-M88 Tamis de contrôle en toile métallique, métriques
 CAN/CGSB-11.3-M87 Panneaux de fibres durs
- CAN/CGSB-12.1-M90 Verre de sécurité trempé ou feuilleté
 CAN/CGSB-12.3-M91 Verre flotté, plat et clair
 CAN/CGSB-12.4-M91 Verre athermane
 CAN/CGSB-12.6-M91 Miroirs transparents (dans un sens)
 CAN/CGSB-12.8-97 (et Amend. jan. 01) .. Vitrages isolants
 CAN/CGSB-12.9-M91 Verre de tympan
 CAN/CGSB-12.10-M76 (et Amend. avr. 77) Verre réflecteur de lumière et de chaleur
 CAN/CGSB-12.11-M90 Verre de sécurité armé
 CAN/CGSB-12.12-M90 Panneaux de vitrage de sécurité en plastique
 CAN/CGSB-12.13-M91 Verre à motif
 CAN/CGSB-12.20-M89 Règles de calcul du verre à vitre pour le bâtiment
- CAN/CGSB-25.20-95 Apprêt pour planchers
- CGSB 31-GP-107MA Décapant et désoxydant pour métaux, non-inhibé, à base d'acide phosphorique
- CGSB 37-GP-9MA (juillet 83) Bitume non fillerisé pour couche de base des revêtements de toitures et pour l'imperméabilisation à l'humidité et à l'eau
 CGSB 37-GP-56M (et Amend. déc.85) Membrane bitumineuse modifiée, préfabriquée et renforcée, pour le revêtement des toitures
- CAN/CGSB-51.32-M77 Membrane de revêtement, perméable à la vapeur d'eau
 CAN/CGSB-51.33-M89 Pare-vapeur en feuille, sauf en polyéthylène, pour bâtiments
 CAN/CGSB-51.34-M86 (et Amend. nov.88) Pare-vapeur en feuille de polyéthylène pour bâtiments
 CGSB 51-GP-51M (fév.81) Feuille de polyéthylène pour bâtiments
- CAN/CGSB-138.1-96 Grillage métallique pour clôture
 CAN/CGSB-138.2-96 Monture en acier pour clôture grillagée
 CAN/CGSB-138.3-96 Installation des clôtures grillagées
 CAN/CGSB-138.4-96 Barrière pour clôture grillagée
- CAN/CGSB-148.1 NO.4-94 Méthodes d'essai des géosynthétiques - Géotextiles - Perméabilité à l'eau dans un sens normal sans charge de compression

14. **UL – UNDERWRITERS' LABORATORIES / ULC - LABORATOIRES DES ASSUREURS DU CANADA**

- UL 325-2002 Standard for Door, Drapery, Gate, Louver and Window Operators and Systems
 UL 586-2009 Standard for High-Efficiency, Particulate, Air Filter Units
 UL 723-2008 Standard for test for Surface Burning Characteristics of Building Materials

CAN/ULC-S101-07-FR.....	Méthodes normalisées d'essai de résistance au feu pour les bâtiments et les matériaux de construction
CAN/ULC-S102-10-FR.....	Méthode d'essai normalisée-Caractéristiques de combustion superficielle des matériaux de construction et assemblages
CAN/ULC-S102.2-10-FR.....	Méthode d'essai normalisée-Caractéristiques de combustion superficielle des revêtements de sol et des divers matériaux et assemblages
CAN/ULC-S104-10-FR.....	Méthode normalisée des essais de comportement au feu des portes
CAN/ULC-S105-09-FR.....	Norme sur les cadres de porte coupe-feu satisfaisant aux exigences de rendement de la norme CAN/ULC-S104
ULC CAN4-S106-M80-FR.....	Méthode normalisée des essais de comportement au feu des fenêtres et des briques de verre
CAN/ULC-S107-10-FR.....	Méthodes normalisées d'essai de résistance au feu des matériaux de couverture
CAN/ULC-S109-03-FR.....	Norme relative aux essais de comportement au feu des tissus et pellicules ininflammables
CAN/ULC-S113-07-FR.....	Spécifications de norme : portes à âme de bois satisfaisant aux exigences de rendement de CAN/ULC-S104 pour les dispositifs de fermeture ayant un degré de résistance au feu de vingt minutes
CAN/ULC-S114-05-FR.....	Méthode d'essai normalisée pour la détermination de l'incombustibilité des matériaux de construction
CAN/ULC-S115-11-FR.....	Méthode normalisée d'essais de résistance au feu des dispositifs coupe-feu
CAN/ULC-S126-06-FR.....	Méthode normalisée d'essai de propagation des flammes sous les platelages de toits
CAN/ULC-S133-07-FR.....	Norme sur les ferme-portes conçus pour être utilisés avec des portes battantes
CAN/ULC-S138-06-FR.....	Méthode d'essai normalisée de la propagation du feu dans les panneaux de construction isolés d'une configuration de pièces à l'échelle réelle
CAN/ULC-S533-08-FR.....	Dispositifs de fixation et de déblocage de porte de sortie
CAN/ULC-S701-11-FR.....	Norme sur l'isolant thermique en polystyrène, panneaux et revêtements de tuyauterie
CAN/ULC-S702-09-AM1-FR.....	Norme sur l'isolant thermique de fibres minérales pour bâtiments
CAN/ULC-S703-09-FR.....	Norme sur l'isolant en fibre cellulosique (IFC) pour les bâtiments
CAN/ULC S704-11-FR.....	Norme sur l'isolant thermique en polyuréthane et en polyisocyanurate: panneaux revêtus
CAN/ULC-S705.1-01-AM3-FR.....	Norme sur l'isolant thermique en mousse de polyuréthane rigide pulvérisée, de densité moyenne – Spécifications relatives aux matériaux
CAN/ULC-S705.2-05-FR.....	Norme sur l'isolant thermique en mousse de polyuréthane rigide pulvérisée, de densité moyenne – Application
CAN/ULC-S706-09-ER1-FR.....	Norme sur les panneaux isolant en fibre de bois pour bâtiments
CAN/ULC-S710.1-11-FR.....	Norme sur l'isolant thermique - mousse d'étanchéité à l'air de polyuréthane monocomposant appliquée en cordon – Partie 1
CAN/ULC-S710.2-11-FR.....	Norme sur l'isolant thermique - mousse d'étanchéité à l'air de polyuréthane monocomposant appliquée en cordon – Partie 2
CAN/ULC-S770-09-FR.....	Méthode d'essai normalisée pour déterminer la résistance thermique à long terme des mousses isolantes cellulaires

15. AUTRES NORMES ET RÉFÉRENCES

AA	Aluminum Design Manual (2010)
AA DAF 45 (1997).....	Designation System for Aluminum Finishes
AA	Standards for Anodized Architectural Aluminum
AA	Aluminium Sheet Metal Work in Building Construction
AA Teal Sheets	International Alloy Designations and Chemical Composition Limits for Wrought Aluminum and Wrought Aluminum Alloys incluant l'addendum du 11 février 2011
AAC	Modèles génériques HACCP / HACCP Dairy Models
AAMA 501-05.....	Methods of Test for Exterior Walls

AAMA 501.1-05.....	Standard Test Method for Water Penetration of Windows, Curtain Walls and Doors Using Dynamic Pressure
AAMA 501.2-09.....	Quality Assurance and Diagnostic Water Leakage Field Check of Installed Storefronts, Curtain Walls and Sloped Glazing Systems
AAMA 502-12.....	Voluntary Specification for Field testing of Newly Installed Fenestration Products
AAMA 611-12.....	Voluntary Specifications, Performance Requirements and Test Procedures for Anodized Architectural Aluminium
AAMA 1503-09.....	Voluntary Test Method for Thermal Transmittance and Condensation Resistance of Windows, Doors, and Glazed Wall Sections
AAMA 2603-02.....	Voluntary Specification, Performance Requirements and Test Procedures for Pigmented Organic Coatings on Aluminium Extrusions and Panels
AAMA 2604-10.....	Voluntary Specification, Performance Requirements and Test Procedures for High Performance Organic Coatings on Aluminium Extrusions and Panels
AAMA 2605-11.....	Voluntary Specification, Performance Requirements and Test Procedures for Superior Performing Organic Coatings on Aluminium Extrusions and Panels
AAMA CW-10-12.....	Care and Handling of Architectural Aluminum From Shop to Site
AAMA CW-DG-1-96.....	Aluminum Curtain Wall Design Guide Manual
AAMA TIR-A1-04.....	Sound Control for Fenestration Products
ACEC.....	Devis couverture
ACIA.....	Manuel d'inspection des établissements laitiers
ACIA.....	PASA/HACCP analyse des dangers, maîtrise des points critiques (HACCP), Programme d'amélioration de la salubrité des aliments
ACTTM.....	Guide de spécification 09 30 00, Manuel d'installation des tuiles (dernière édition)
AIA.....	Guidelines for Design and Construction of Hospital and Health Care Facilities (2010).
AISC.....	Specification for Structural Steel Buildings, February 18, 2010 (ANSI/AISC 360-10)
AJQ.....	Association des jardineries du Québec – Diverses publications
AMA 1-II.....	Ceiling Sound Transmission Tests by the Two-Room Method
AMCA.....	Standards
AMCO.....	Devis couvertures
AMCO.....	Manuel de prévention des incendies
ASHRAE.....	Handbook: Fundamentals, Refrigeration, HVAC Applications and HVAC Systems and Equipment
ASME B18.6.4-2005.....	Thread Forming and Thread Cutting Tapping Screws and Metallic Drive Screws (Inch Series)
ASME BPE-2012.....	Bioprocessing Equipment Standard
Association Canadienne des	Pépinieristes et des Paysagistes / Canadian Standards for Nursery Stock
AWI / AWMAC / WI.....	Architectural Woodwork Standards, 1st edition, 2009
AWMAC.....	Architectural Woodwork, Quality Standards Illustrated, 2005
AWPA M2-11.....	Standard for inspection of treated Wood Products
AWS D1.1/D1.1M - 2010.....	Structural Welding Code - Steel
AWS D1.3/D1.3M - 2008.....	Structural Welding Code - Sheet Steel
AWS D18.1/D18.1M - 2009...	Specification for Welding of Austenitic Stainless Steel Tube and Pipe Systems in Sanitary (hygienic) Applications
AWS D18.2 – 2009.....	Guide to Weld Discoloration Levels on Inside of Austenitic Stainless Steel Tube (Large)
BIA.....	Brick Institute of America, Technical Notes
CCEA.....	Règlement R-52 (Rév.1) - Guide conception des laboratoires de radio-isotopes élémentaires et intermédiaires, juin 1991
CCI.....	Contract Manual of Carpet Installation
CCMCC.....	Firewall - A Design Guide
CCPA.....	Manuel sur le soin et l'utilisation des animaux d'expérimentation, Volume 1, 2e édition, 1993, Volume 2, 1984

CCPA	Lignes directrices sur: Les animaleries- les caractéristiques, la conception et le développement, 2003
CertiWood	Manuel du contreplaqué, 2005
CISC.....	Code of Standard Practice for Structural Steel
CISC/CPMA Standard 1-73a	A Quick-drying one-coat Paint for Use on Structural Steel
CISCA	Recommended Test Procedures for Access Floors (updated 2007)
CLA	Canadian Hardwood Flooring - The Longstanding Choice (Grading Rule)
CNLA.....	Canadian Standards for Nursery Stock (Latest Edition)
CPSC 16 CFR Ch.11.....	Part 1201 Category I and II, Safety Standard for Architectural Glazing Materials
CSDMA	Canadian Commercial for Steel Door and Frame Specifications, latest edition
DHI	Recommended Locations for Builder's Hardware
EPA 832/R-92-005	Storm Water Management for Construction Activities: Developing Pollution Prevention Plans and Best Management Practices
Evan Terry Associates, PC	Americans with Disabilities Act Facilities Compliance, A Practical Guide, John Wiley and Sons, Inc.,
ESD Association Standard 7.1	Resistance Characteristics of Materials.
FDA 21 CFR 1777.2600.....	Rubber articles intended for repeated use
FM Global.....	Approval Guide
FM Global.....	Loss Prevention Data Sheets
FSC	Norme Boréale nationale, Août 2004
FS TT-P-645	Primer, paint zinc-molybdate, alkyd type
GA	Normes de Gypsum Association
GA-214-10.....	Recommended levels Gypsum Board Finish
GANA	Glazing Reference Manual 2009
ICRI	CSP (concrete surface profile) guidelines
ICTAB.....	Normes pour les systèmes de bâtiments en acier
ICTAB.....	Manuel des éléments d'ossature en acier
ICTAB S5 – 2004 (2011 en anglais).....	Norme guide pour les colombages en acier résistant aux surcharges dues aux vents
ISA 5.3-1983	Graphic Symbols for Distributed Control / Shared Display Instrumentation, Logic and Computer Systems
ISA 5.4-1991	Instrument Loop Diagrams
ISPE	Baseline Pharmaceutical Engineering Guide for New and Renovated Facilities: Volume 3, Sterile Manufacturing Facilities, September 2011
MIL D 3134J.....	Deck Covering Materials
MPI #4.....	Block Filler, Latex, Interior/Exterior
MPI #50.....	Primer Sealer, Latex, Interior
MPI #60.....	Floor Paint, Latex, Low Gloss
MPI #128.....	Varnish, Water Based, Clear, Satin
MPI #130.....	Varnish, Water Based, Clear, Gloss
MPI #143.....	Latex, Interior, Institutional Low Odor/VOC, Flat (MPI Gloss Level 1)
MPI #144.....	Latex, Interior, Institutional Low Odor/VOC, (MPI Gloss Level 2)
MPI #146.....	Latex, Interior, Institutional Low Odor/VOC, (MPI Gloss Level 4)
MPI #147.....	Latex, Interior, Institutional Low Odor/VOC, Semi-Gloss (MPI Gloss Level 5)
MPI #149.....	Primer Sealer, Interior, Institutional Low Odor/VOC
NAAMM - AMP 510-92.....	Metal Stairs Manual, 1992

NACE RP 01 88	Discontinuity (holiday) Testing of New Protective Coatings on Conductive Substrate
National Research Council....	Guide for the Care and Use of Laboratory Animals, Washington, D.C., 2011
NCHRP 244	Condition evaluation of Concrete Bridges relative to reinforcement Corrosion, volume 5: methods of evaluating the Effectiveness of penetrating Sealers
NCMA.....	TEK No.28
NEMA LD3-2005	High Pressure Decorative Laminates
NEMA 4	Stainless Steel Enclosures (Enclosure type constructed for either indoor or outdoor use to provide a degree of protection)
NEMA 4X	Stainless Steel Enclosures (Enclosures constructed for either indoor or outdoor use to provide a degree of protection - An additional level of protection against corrosion; and that will be undamaged by the external formation of ice on the enclosure)
NHLA.....	Rules for the Measurement and Inspection of Hardwood and Cypress, 2011
NLGA	Manuel canadien de classification du bois d'œuvre (2001)
NLGA	Règles de Classification pour le bois d'œuvre canadien (2012)
OAA/OGCA Document 100.....	Recommended Procedures Concerning Substantial Performance of Construction Contracts and Completion Take-Over of Projects
OSHA 29 CFR 1910.23.....	Protection for floor openings
PCA.....	Recommended Practices for Laying Concrete Blocks
PCE-44.....	Adhésifs
PCE-45.....	Produits d'étanchéité et de calfeutrage
PCE-76.....	Enduits
PCI	Manual for Quality Control for Plants and Production of Architectural Precast Concrete Products
PCI	Recommended Practice for Glass Fibre Reinforced Concrete Panels, 2001
SEFA 1-2010.....	Recommended Practices for Laboratory Fume Hoods
SEFA 2-2010.....	Recommended Practices for Installations
SEFA 3-2010.....	Recommended Practices for Laboratory Work Surfaces
SEFA 4-2010.....	Glossary of Terms for Recommended Practices
SEFA 5-2010.....	Scope of Work Recommended Practices
SEFA 7-2010.....	Recommended Practices for Fixtures
SEFA 8-M-2010	Recommended Practices for Metal Laboratory Grade Furniture, Casework, Shelving and Tables
SEFA 8-PH-2010	Recommended Practices for Phenolic Laboratory Grade Furniture, Casework and Shelving
SEFA 8-PL-2010	Recommended Practices for Plastic Laminate Laboratory Grade Furniture, Casework, Shelving and Tables
SEFA 8-P-2010	Recommended Practices for Polypropylene Laboratory Grade Furniture, Casework, Shelving and Tables
SEFA 8-W-2010	Recommended Practices for Wood Laboratory Grade Furniture, Casework, Shelving and Tables
SEFA 9-2010.....	Recommended Practices for Ductless Enclosures
SEFA 11-2010.....	Recommended Practices for Liquid Chemical Storage Cabinets
SSPC-Paint 20	Zinc-Rich Coating, Type I - Inorganic and Type II - Organic
SSPC	Systems and Specifications, SSPC Painting Manual, Volume 2, 2012 Edition
UBC (Uniform Building Code) 42-1	
VA Master Specification PG-18-1	
Ville de Montréal - 4M-VM-10	Devis technique normalisé pour les enrobés à chaud (dernière édition)

Fin de la Section

1.0 Généralités

- .1 Exigences connexes spécifiées ailleurs:
 - .1 Dépôt d'affidavits et de certificats déclarant conformes les produits selon les normes citées en références: **Section 01 33 00** et **Sections techniques**.
 - .2 Généralités pour la soumission de rapports d'inspections et d'essais: **Section 01 33 00**.
 - .3 Paiement pour inspections et essais: **Section 01 29 83**.
 - .4 Matières dangereuses: **Section 01 52 00**.

2.0 Qualifications de la main-d'œuvre et de l'exécution (P.Q.)

- .1 La main-d'œuvre sera de la plus haute qualité reconnue pour chacun des corps de métier. Les travaux seront conformes aux règles de l'art et aux pratiques normales reconnues, l'Entrepreneur ayant recours aux meilleures méthodes de construction recommandées par les manufacturiers des produits, pour obtenir la meilleure qualité possible, et tel qu'approuvé par le Représentant du Ministère.
- .2 Les exigences techniques, les méthodes de travail et les procédures spécifiées dans ce devis constituent un minimum de qualité. Les garanties et les conventions des manufacturiers doivent être respectées, et doivent demeurer valides et en vigueur pendant toute la durée prescrite.
- .3 Les travaux spéciaux seront exécutés par des ouvriers spécialisés, fournisseurs et sous-traitants ayant une connaissance approfondie non seulement des exigences de ce devis, mais également des normes, codes, règlements des autorités compétentes, et des normes citées en référence.
- .4 Chaque type de travail, y compris la démolition, doit être exécuté par des ouvriers qualifiés, ayant une carte de compétence correspondante émise par la CSST, et le cas échéant accrédités par les fabricants des produits, tel que prescrit dans les Sections techniques du devis. Le Représentant du Ministère se réserve le droit d'exiger le renvoi de toute personne jugée incompétente, négligente, insubordonnée ou dont la présence pourrait être nuisible à l'exécution des travaux.
- .5 Seul le Représentant du Ministère peut régler les litiges concernant la qualité d'exécution des travaux et les compétences de la main d'œuvre, et leur décision est irrévocable.
- .6 Un surintendant qualifié sera sur les lieux en tout temps et doit être accessible par communication sans-fils, en tout temps.
- .7 Soumettre des rapports d'exécution quotidiens, si requis.
- .8 Avant de commencer les travaux, fournir la preuve écrite de qualification (P.Q.) d'entreprise et de la main-d'œuvre spécialisée, tel que prescrit dans les **Sections techniques** de ce devis, pour le genre et l'étendu de l'ouvrage requis.

3.0 Tolérances d'installation

- .1 Sauf indication contraire, les tolérances sont spécifiées dans les sections techniques. À défaut de l'être, les tolérances minimales suivantes s'appliquent:
 - .1 "d'aplomb et de niveau" signifie d'aplomb et de niveau à 3 mm (1/8") près dans 3000 mm (10'-0");
 - .2 "d'équerre" signifie que l'angle droit doit être à 90 degré plus ou moins 10 secondes.
-

- .2 Voir la **Structure, Mécanique** et l'**Électricité** pour d'autres exigences, s'il y a lieu.

4.0 Inspections et essais

- .1 Cet article établit les exigences de rendement pour l'inspection et les essais spécifiés pour les articles "**À soumettre**", "**Contrôle de la qualité à la source**" et "**Contrôle de la qualité durant l'application**" dans les Sections techniques du devis.
- .2 Le recours à des organismes d'inspection et d'essai par le Représentant du Ministère ne réduit en rien la responsabilité de l'Entrepreneur quant au respect des conditions spécifiées aux documents contractuels; les inspections et essais requis pour ces fins, devront être exécutés par l'Entrepreneur.
- .3 L'Entrepreneur engagera et payera pour les services d'une compagnie approuvée pour des essais en usine, des certificats de conformité, des inspections et essais tels que requis pour les autorités ayant juridiction, ou tels qu'exigés par le Contrat, à effectuer sous la surveillance du Représentant du Ministère, et des inspections et essais qui pourraient être exécutés pour les besoins ou la convenance de l'Entrepreneur. Inclure le coût de ces inspections et essais dans le Prix du contrat – Voir aussi **Section 01 29 83**.
- .4 Sur réception des rapports d'inspections et d'essais, le Représentant du Ministère décidera quelle action prendre.
- .5 Si le Représentant du Ministère doit observer les inspections, essais ou approbations exigés par les Documents contractuels, il le fera rapidement, et si possible, à la source de l'approvisionnement.

5.0 Qualifications et normes pour les essais

- .1 Qualifications des compagnies d'inspection et essais:
 - .1 Les compagnies dont les services auront été retenus par le Représentant du Ministère ou l'Entrepreneur fourniront l'équipement, les méthodes de compilation des résultats et d'évaluation et le personnel qualifié pour exécuter les inspections et les essais tel que spécifiés selon les normes mentionnées.
 - .2 Si requis, soumettre des certificats pour le calibrage des instruments, selon les normes d'ASTM, émis par des firmes spécialisées dans le calibrage, au cours des 12 mois précédents, pour démontrer la précision et la fiabilité des instruments de contrôle.
- .2 Normes:
 - .1 Exécuter les inspections et les essais selon les normes de référence spécifiées et selon les procédures décrites dans ces normes, et applicables aux travaux.

6.0 Responsabilités de l'Entrepreneur

- .1 Coopérer avec les compagnies d'inspection et essais à tout égard, y compris celles engagées par le Représentant du Ministère.
 - .2 Fournir sans frais la main-d'œuvre et les installations nécessaires pour:
 - .1 Permettre aux inspecteurs d'accéder aux ouvrages à vérifier et à mettre à l'épreuve.
-

-
- .2 Fournir les échantillons et/ou le matériel et les matériaux nécessaires aux essais selon les prescriptions du devis, dans un délai raisonnable et suivant un ordre chronologique prédéterminé afin de ne pas retarder l'exécution des travaux; les expédier au laboratoire si nécessaire.
 - .3 Fournir la main-d'oeuvre et les installations nécessaires pour prélever et manipuler les échantillons et les matériaux sur le chantier.
 - .4 Faciliter le travail d'inspections et d'essais.
 - .5 Remettre en état les ouvrages affectés lors des inspections et des essais.
 - .6 Permettre au personnel du laboratoire d'entreposer son matériel et de traiter les échantillons.
-
- .3 Le recours à des organismes d'essai et d'inspection ne dégage aucunement l'Entrepreneur de sa responsabilité concernant l'exécution des travaux conformément aux exigences des documents contractuels.
 - .4 Aviser le Représentant du Ministère suffisamment à l'avance, pour qu'il puisse convenir d'un rendez-vous avec le personnel du laboratoire d'inspections et essais, et établir le calendrier approprié.
 - .5 Lorsque des matériaux doivent être mis à l'épreuve, expédier, sans tarder, au laboratoire la quantité demandée d'échantillons représentatifs, ou préparer les échantillons d'ouvrages tel que requis.
 - .6 Assumer les frais des travaux exécutés pour mettre à découvert et remettre en état les ouvrages qui étaient complétés avant que l'inspection ou les essais requis aient été effectués et revus par le Représentant du Ministère.
 - .7 Réparer l'ouvrage perturbé par inspections et essais.
 - .8 Lorsque durant une inspection il s'avère que l'installation de l'ouvrage procède avec des méthodes ou des matériaux erronés, s'assurer que des corrections sont apportées immédiatement et l'ouvrage défectueux est remplacé entièrement.
 - .9 Si des défauts sont découverts durant l'inspection ou des essais, la firme assignée demandera des inspections et essais supplémentaires pour vérifier l'étendu des défauts. Corriger ces défauts et irrégularités selon les instructions du Représentant du Ministère, et sans frais. Payer pour des nouveaux essais et inspections.
 - .10 Soumettre les documents et les éléments requis selon les exigences de la **Section 01 33 00**, des **Sections techniques**, et tel que prescrit à la **section 01 45 00**.

7.0 Responsabilités des compagnies d'inspection et d'essai de l'Entrepreneur

- .1 Examiner les dessins et devis afin d'établir l'envergure des travaux d'inspection et d'essais requis pour ce projet. Aviser le Représentant du Ministère de toute erreur ou omission dans les documents pour les travaux spécifiés.
 - .2 Exécuter les inspections et essais nécessaires selon les descriptions au devis tel que requis et selon les directives.
 - .3 Fournir un personnel compétent pour les inspections et essais des travaux en cours. Le personnel d'inspection doit collaborer avec l'Entrepreneur afin de compléter le travail avec diligence.
-

- .4 Aviser le Représentant du Ministère du calendrier d'inspection prévu pour chacune des visites au chantier ou à l'atelier du fabricant.
- .5 Aviser immédiatement le Représentant du Ministère et l'Entrepreneur des déficiences et/ou défauts du travail relevées au cours des inspections et essais.
- .6 Le laboratoire d'essais et d'inspection ne doit en aucun cas exécuter les travaux de l'Entrepreneur et ne peut autoriser:
 - .1 L'exécution de travaux non conforme aux documents du contrat.
 - .2 L'acceptation et l'approbation de toute partie de l'ouvrage.

8.0 Procédures devant être suivies par les compagnies d'inspection et d'essais de l'Entrepreneur

- .1 Exécuter les inspections et les essais selon les exigences des Sections techniques du devis, les normes de références spécifiées et/ou selon les directives du Représentant du Ministère.
- .2 Vérifier et aviser de la conformité des travaux avec les documents contractuels.
- .3 S'assurer que le personnel d'inspection soit présent au chantier ou à l'atelier durant toute la durée des opérations complexes et selon les besoins afin d'établir que les travaux sont conformes aux documents contractuels.
- .4 Identifier les échantillons.
- .5 Identifier la provenance des matériaux.
- .6 Vérifier et aviser de la progression des travaux. Exécuter un décompte des unités fabriquées et vérifiées à l'usine, si applicable.
- .7 Observer et noter au moment de l'inspection au chantier ou durant l'exécution en usine les conditions pouvant affecter la bonne marche des travaux. Si applicable et/ou nécessaire à la poursuite des travaux, noter les événements suivants :
 - .1 L'heure et la date d'inspection.
 - .2 La température ambiante, celle des matériaux et des surfaces adjacentes.
 - .3 Le taux d'humidité de l'air et le contenu d'humidité des matériaux et des surfaces adjacentes.
 - .4 Les conditions climatiques telles que le soleil, la pluie, le vent, la neige et autres.
- .8 S'assurer que seuls les matériaux spécifiés ou devant être utilisés pour le projet sont vérifiés selon les exigences du devis.
- .9 Déterminer en coordination avec le Représentant du Ministère la localisation des endroits devant faire l'objet d'inspections.

9.0 À soumettre

- .1 Certificats de conformité (C.C.):
 - .1 Soumettre les certificats selon les exigences des Sections techniques du devis.
-

- .2 Soumettre les certificats en duplicata, signés et certifiés par un représentant responsable de la compagnie d'inspection.
- .3 Soumettre aussi les certificats et les preuves d'acceptation des autorités et des organisations de publication des normes, tels qu'exigé par ces dernières.
- .2 Rapport d'essais et d'inspections (R.E./R.C.):
 - .1 Soumettre **1 copie** et une **version électronique** des rapports des essais effectués en usine et des rapports d'inspection et des essais effectués au chantier tel que demandé dans les **Sections techniques** respectives du devis.
 - .2 Les rapports doivent être signés par un représentant autorisé de la compagnie d'inspection et d'essais.
 - .3 Chaque rapport doit inclure:
 - .1 La date d'émission.
 - .2 Le titre et le numéro du projet.
 - .3 Le nom et l'adresse de la compagnie d'inspection et d'essai.
 - .4 Le nom et la signature de la personne responsable de l'inspection ou de l'essai.
 - .5 La date d'inspection ou de l'essai.
 - .6 Le titre et le numéro de la Section du devis ainsi que *l'abréviation du produit* soumis à l'inspection ou à l'essai.
 - .7 La provenance du matériel ou l'échantillon a été obtenu.
 - .8 Le type d'inspection ou d'essai.
 - .9 Des commentaires quant à la conformité aux exigences du devis ou des normes.
 - .4 Soumettre les rapports d'inspections et d'essais aux personnes suivantes :
 - .1 Représentant du Ministère.
 - .2 Autorités ayant juridiction sur le contenu du rapport.
 - .3 Sous-traitants et/ou fournisseurs concernés.

10.0 Échantillons de l'ouvrage (E.O.)

- .1 Soumettre des échantillons de l'ouvrage réalisés sur place, tels qu'exigés dans la **Section 01 33 00**, en employant les matériaux et le mode d'exécution prescrits.
 - .2 Réaliser les échantillons de l'ouvrage de dimensions appropriées et aux endroits jugés acceptables par le Représentant du Ministère, selon un calendrier approuvé par ces derniers.
 - .3 Laisser assez de temps pour la revue par le Représentant du Ministère.
 - .4 Un retard dans la préparation des échantillons d'ouvrages ne saurait constituer une raison suffisante pour obtenir une prolongation du délai d'exécution des travaux et aucune demande en ce sens ne sera acceptée.
 - .5 Une fois revus par le Représentant du Ministère, les échantillons de l'ouvrage serviront de norme de qualité minimum (**étalon**, "**benchmark**") aux fins des présents travaux, et tout ouvrage sera comparé à cette norme, pour l'installation et les matériaux.
 - .6 Les échantillons de l'ouvrage revus peuvent faire partie intégrante des ouvrages finis, ou devront être enlevés à la fin des travaux, conformément aux directives du Représentant du Ministère.
-

11.0 Ouvrages et produits défectueux

- .1 Jusqu'à la prise de possession par le Représentant du Ministère, tout ouvrage ou produit qui s'avère défectueux et non conforme aux documents contractuels, ou endommagé à la suite de négligence de l'Entrepreneur, de ses employés ou sous-traitants, ou résultant d'un incendie, de conditions climatiques ou pour toutes autres raisons, durant ou après l'exécution, ou avant la fin de la période de garantie spécifiée, et sera rejeté quelles que soient les conclusions des inspections précédentes. Les inspections n'ont pas pour objet de dégager l'Entrepreneur de ses responsabilités, mais simplement de réduire les risques d'omission ou d'erreur.
- .2 Enlever les ouvrages défectueux non conformes aux documents contractuels et/ou rejetés par le Représentant du Ministère, et ce, malgré qu'ils soient déjà intégrés à l'ouvrage fini.
- .3 Remplacer ou reconstruire l'ouvrage en question selon les exigences des documents contractuels. Une inspection préalable ou le paiement partiel ou complet des travaux ne relève pas l'Entrepreneur de sa responsabilité d'exécuter l'ouvrage selon les exigences des plans et devis.
- .4 Le remplacement de tout ouvrage rejeté ne peut être une cause de retards à l'achèvement du projet.
- .5 Si, de l'avis du Représentant du Ministère, il n'est pas opportun de réparer les ouvrages défectueux ou non conformes aux documents, le Représentant du Ministère pourra déduire du prix du contrat la différence de valeur entre l'ouvrage exécuté et celui prescrit aux documents contractuels, le montant de cet écart étant déterminé par le Représentant du Ministère.

12.0 Exigences environnementales

- .1 Satisfaire les exigences environnementales pour la manutention, entreposage et installation des produits.

Fin de la Section

1.0 Services temporaires

.1 Alimentation en électricité et éclairage:

- .1 Le Représentant du Ministère assumera les frais associés à l'alimentation temporaire en courant électrique nécessaire à l'éclairage et au fonctionnement des outils en cours de travaux, jusqu'à un maximum de 230 V, 30 A. Fournir et assumer les frais de courant requis aux caractéristiques supérieurs à ce maximum.
- .2 Prendre les dispositions nécessaires pour raccorder le réseau à celui de l'entreprise d'utilité concernée, et assumer tous les frais d'installation, d'entretien et de débranchement, conformément aux règlements et ordonnances en vigueur.
- .3 L'emplacement du raccordement électrique temporaire doit être coordonné avec le Représentant du Ministère et s'assurer que les câbles ne sont pas enchevêtrés.
- .4 Fournir des abris résistants aux intempéries pour l'équipement électrique.
- .5 Prévoir les raccordements à tous les secteurs de la construction avec une rallonge de 30 mètres de longueur maximum.
- .6 Fournir l'alimentation électrique aux remises temporaires et au bureau de chantier.
- .7 Installer l'éclairage temporaire requis pour:
 - .1 Les sorties d'urgence, afin d'assurer la protection et la sécurité des ouvriers et des travaux sur tout le chantier conformément aux exigences du Code de la santé et de la sécurité, à tous les niveaux recommandés.
 - .2 Les secteurs où des travaux sont exécutés; prévoir la distribution tel que requis, selon un agencement régulier et d'une intensité suffisante et s'assurer que les installations et les travaux sont exécutés adéquatement et de manière sécuritaire.
- .8 Conserver l'éclairage temporaire jusqu'à l'achèvement de l'inspection.

.2 Télécommunications:

- .1 Fournir les installations temporaires de télécommunications, notamment les téléphones, les télécopieurs, les systèmes de traitement des données, y compris les lignes téléphoniques et le matériel nécessaires, destinés à l'usage de l'Entrepreneur et celles du Représentant du Ministère; assurer le raccordement de ces installations aux réseaux principaux et assumer les coûts des services.
- .2 S'assurer que les appareils de télécommunications ne causent aucune interférence aux appareils utilisés simultanément par l'édifice existant, y compris les fréquences radio, le cas échéant.

.3 Alimentation en eau:

- .1 Fournir les raccordements temporaires pour l'alimentation en eau à partir de la source fournie par le Représentant du Ministère.
- .2 Prendre les dispositions nécessaires pour raccorder le réseau à celui de l'entreprise d'utilité concernée, et assumer tous les frais d'installation, d'entretien et de débranchement, conformément aux règlements et ordonnances en vigueur.
- .3 Réparer tous les dommages pouvant résulter.

.4 Protection incendie:

- .1 Maintenir la protection incendie conformément aux exigences des autorités compétentes.
- .2 Voir la **section 01 52 00**.

.5 Raccordements des autres services:

- .1 Exécuter les raccordements des autres services non mentionnés ci-haut, tel que requis pour
-

- .2 l'utilisation temporaire durant la construction.
Défrayer les coûts de raccordements et du démantèlement et ceux d'utilisation des services requis par la construction.

Fin de la Section

1.0 Références

- .1 Les installations et contrôles temporaires doivent être conformes aux lois et règlements en vigueur ainsi que les normes et documents concernés, dernières éditions en vigueur.
- .2 Voir aussi la **Section 01 35 29.06**.

2.0 Généralités

- .1 Préparer et faire approuver par le Représentant du Ministère et SCC un plan de situation indiquant l'Emplacement proposé et les dimensions de la zone qui doit être clôturée et utilisée par l'Entrepreneur, le nombre de roulottes de chantier requises, les voies d'accès à la zone clôturée et les détails d'installation de la clôture. Indiquer les zones qui doivent être revêtues de gravier afin de prévenir les dépôts de boue. Indiquer aussi toute zone supplémentaire ou zone de transit. Tenir compte des contraintes suivantes:
 - .1 Bloc B: la roulotte de chantier et le conteneur à rebuts seront installés en face du Bâtiment B, du côté du Pavillon A et G.
 - .2 Inclure à l'étendue des travaux les installations et contrôles temporaires nécessaires pour l'exécution de l'ouvrage, tels que requis par les autorités compétentes ou tels qu'autrement spécifié, incluant la préparation des aires désignées pour leur installation ou leur relocalisation, pour permettre l'exécution des travaux dans les plus brefs délais. Prévoir les installations pour les besoins de la construction et selon la progression de l'exécution. Maintenir les aménagements et installations temporaires durant les travaux, les relocaliser selon les besoins et, les enlever à l'achèvement des travaux et réparer au besoin tous les ouvrages adjacents affectés par leur installation.
 - .3 À moins d'indication contraire, inclure dans les travaux les installations temporaires pour la sécurité des ouvriers et des travaux de construction telles que cloisons et autres protections temporaires, contreventements, supports, entrepôts, trousse de premiers soins et installations sanitaires, dispositifs pour prévention d'incendie, alimentation électrique, chauffage et ventilation temporaires, équipements d'appoint avec leur supports, garde-corps, escaliers, rampes, plates-formes, chemins de roulement, chutes, trottoirs, éclairage, l'ensemble tel que requis par les règlements des autorités compétentes et tel que décrits ailleurs dans d'autres **Sections** des Documents contractuels.
 - .4 Obtenir tous les permis et défrayer tous les coûts y associés pour exécuter tous les travaux d'installations et contrôles temporaires.
 - .5 Prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher la propagation de la poussière.
 - .6 Fournir un certificat de conformité attestant que toutes les installations et contrôles temporaires respectent les normes et règlements applicables.
 - .7 Construire les aménagements temporaires, conformément aux normes applicables, avec des matériaux neufs à moins que l'utilisation de matériaux de recyclage ne soit approuvée.
 - .8 S'assurer que les caractéristiques des aménagements temporaires pour les travaux de structure, de mécanique et d'électricité sont convenables et adéquats pour l'usage à laquelle ils sont destinés. Veiller à ce qu'aucun préjudice ne soit subi par les personnes ou causé à la propriété en raison d'une
-

défaillance des aménagements temporaires due à l'emplacement, la stabilité, la protection, la faiblesse structurale, l'enlèvement ou toute autre cause.

- .9 Prévoir les moyens d'utilisation nécessaires des services d'utilités temporaires pour permettre l'exécution des travaux dans les plus brefs délais.
- .10 S'assurer que tous les services et raccordements temporaires n'aient pas d'impact sur le fonctionnement et l'efficacité des systèmes des installations existantes.
- .11 Appliquer deux couches de peinture de couleur approuvée, aux faces exposées des aménagements temporaires, tels que palissades, cloisons et autres protections approuvées, remises, entrepôts, bureaux, supports, contreventements et face arrière des enseignes. Utiliser un type de peinture approprié pour les éléments extérieurs.

3.0 Stationnement

- .1 Il sera permis de stationner sur le terrain. Une zone de stationnement sera identifiée au début des travaux.
- .2 Aménager des voies convenables d'accès au chantier et en assurer l'entretien.

4.0 Bureaux de chantier

- .1 Fournir les espaces temporaires nécessaires pour l'administration du chantier, incluant une salle de conférence pour 12 personnes avec table et chaises ergonomiques.
- .2 Fournir les systèmes requis pour maintenir la température intérieure à 22°C tout au long de l'année.
- .3 Finir les murs intérieurs et le plafond avec des panneaux de contreplaqué, panneaux de fibre dure ou panneaux muraux, peindre de couleurs choisies. Finir le plancher tel que requis.
- .4 Fournir un éclairage ayant au min. 750 lx de luminosité; utiliser des appareils commerciaux protégés, installés en surface, ayant 10% d'éclairage dirigé vers le plafond.
- .5 Fournir des prises de courant à 4000 mm (13'-4") d'espacement maximum.
- .6 Fournir le service téléphonique pour le Représentant du Ministère. Les frais d'appel interurbains seront au compte de la personne ayant placé l'appel.
- .7 Installer des appareils de télécopie, de photocopie et de courrier électronique. Défrayer les coûts du service et les mettre à la disposition du Représentant du Ministère.
- .8 Aménager une toilette à l'usage du Représentant du Ministère près du bureau et y installer un W.-C. chimique ou à chasse d'eau, un lavabo et un miroir, et assurer l'alimentation en serviettes de papier et en papier hygiénique.
- .9 Assurer la propreté des lieux, par un entretien quotidien.
- .10 Fournir une trousse de premiers soins complète et identifiée, et la ranger à un endroit facile d'accès.

- .11 Coordonner l'emplacement des bureaux des Sous-traitants, s'il y a lieu.

5.0 Installations sanitaires

- .1 Fournir des installations sanitaires requises pour le chantier, conformes aux règlements et ordonnances en vigueur.
- .2 Afficher les avis requis et prendre toutes les précautions exigées par les autorités sanitaires locales. Garder les lieux et le secteur en état de propreté, nettoyant après chaque quart de travail, à la satisfaction du Représentant du Ministère.

6.0 Entreposage et atelier

- .1 Fournir et installer des remises sécuritaires, verrouillables, à l'épreuve des intempéries, avec plancher surélevé ou en forme de conteneurs, pour stocker les matériaux, les outils et l'équipement susceptibles d'être endommagés par les intempéries, les déchets récupérés, etc.
- .2 S'assurer que le matériel et les matériaux qui peuvent être exposés aux intempéries et laissés sur le chantier gênent le moins possible le déroulement des travaux, ainsi que les opérations et activités des édifices existants.
- .3 Fournir un espace convenable chauffé comme atelier pour menus travaux de fabrication sur le site.
- .4 Entretenir ces espaces.
- .5 Ni le Représentant du Ministère, ni les usagers des édifices existants ne seront responsable de la sécurité d'outils, d'équipements, de matériaux ou de documents de l'Entrepreneur ou ses sous-traitants, fournisseurs, etc.

7.0 Équipements d'appoint

- .1 Grues et treuils:
 - .1 Fournir et installer les treuils et les grues nécessaires au déplacement des ouvriers, du matériel et de l'équipement, et en assurer l'entretien et le fonctionnement. Prendre les arrangements financiers nécessaires avec les sous-traitants pour l'utilisation du matériel de levage, selon les besoins spécifiques.
 - .2 La manœuvre des treuils et des grues doit être confiée à des ouvriers qualifiés.
 - .2 Échafaudages et équipements:
 - .1 L'Entrepreneur doit fournir, ériger et entretenir de manière sécuritaire tous les équipements nécessaires, tels que, échafaudages, rampes d'accès, escaliers, échelles, échafaudages volants, plates-formes, et en assurer l'entretien, pour l'exécution convenable des travaux et l'utilisation par tous les corps de métier.
 - .2 Le Représentant du Ministère, ainsi que le personnel des laboratoires d'inspection utiliseront les échafaudages pour faire les inspections des travaux.
 - .3 Concevoir et construire les ouvrages provisoires selon les normes applicables.
 - .4 Construire des échafaudages sécuritaires, rigides, solides et bien assujettis, selon les normes applicables et les entretenir adéquatement. Construire l'échafaudage indépendamment des murs.
-

-
- .5 Tous les échafaudages, ouvrages provisoires et équipements doivent être conformes aux exigences de sécurité du Représentant du Ministère.
 - .6 L'Entrepreneur doit assurer la sécurité des utilisateurs des échafaudages. Si nécessaire, il doit aviser par écrit ses sous-traitants qu'ils ne peuvent commencer leurs travaux avant que les corrections ne soient exécutées. L'absence de l'émission d'un tel avis par l'Entrepreneur pourrait le rendre imputable des accidents éventuels.
 - .7 Enlever promptement les échafaudages lorsqu'ils ne sont plus requis, et/ou après l'inspection par le Représentant du Ministère.
 - .3 Équipements de manutention:
 - .1 Obtenir l'autorisation du Représentant du Ministère pour l'usage de l'équipement de manutention des produits.
 - .2 L'usage de l'équipement, des outils ou des matériaux appartenant au Représentant du Ministère est interdit.
 - .3 L'équipement de manutention motorisé doit être utilisé par des opérateurs qualifiés seulement et détenteurs d'un permis approprié.
 - .4 Tout équipement de manutention motorisé utilisé sur le chantier doit être muni d'un moteur électrique, être sécuritaire et en bon état de service et avoir une capacité de chargement adéquate.
 - .5 Tout équipement de manutention doit être enlevé du chantier aussitôt que l'ouvrage est complété.
 - .4 Véhicules et équipements motorisés de chantier:
 - .1 S'assurer du bon état des véhicules et équipements motorisés entrant ou œuvrant sur le chantier, et de leur entretien régulier.
 - .2 Éteindre les moteurs lorsque ces véhicules ou équipement ne sont pas utilisés.
 - .3 Conduire et manipuler avec prudence, respectant les limites de vitesse et de chargement ainsi que les tracés de circulation en tout temps (en dehors ou loin des berges, des boisées, etc.).
 - .4 S'il y a lieu, entreposer et manipuler les produits pétroliers et tout autre contaminant et faire le ravitaillement des moteurs (sur des surfaces planes et non poreuses) dans des aires sécuritaires réservées à cette fin, à au moins 30 m d'un plan d'eau et loin des puisards d'égout. Prévoir les moyens adéquats pour contrer les conséquences des déversements accidentels.
 - 5. Ne pas faire l'entretien régulier des moteurs sur place.

8.0 Sécurité de la structure

- .1 Ne pas encombrer les lieux de façon déraisonnable avec des matériaux et des matériels et s'assurer qu'aucune partie de l'ouvrage n'est soumise à une charge ou un ouvrage susceptible de compromettre sa solidité ou de causer une déformation permanente de la structure.
 - .2 Prendre les dispositions nécessaires pour prévenir tout mouvement, affaissement ou autre dommage aux finis et services adjacents. Fournir le contreventement, l'étaisage et la fermeture temporaire au besoin.
 - .3 Aucun ouvrage de soudure ou de percement n'est permis aux éléments structuraux sans l'autorisation écrite du Représentant du Ministère.
-

9.0 Sécurité et gardiennage

- .1 Observer les exigences en matière de sécurité en tout temps pendant les heures de travail, la nuit, au cours des fins de semaine et des jours fériés ainsi qu'en cas d'un arrêt de travail en raison d'une grève, d'un lock-out, d'un accident ou d'un cas fortuit.
- .2 S'assurer que les portes et la quincaillerie aux points d'entrée utilisés par l'Entrepreneur fonctionnent adéquatement et soit sécuritaire.
- .3 Installer suffisamment d'éclairage sur le chantier pour en assurer la sécurité.
- .4 Les chiens de garde sont interdits.
- .5 Les frais de gardiennage requis lorsque l'Entrepreneur doit être présent dans le bâtiment existant en dehors des heures d'ouverture de l'établissement seront normalement payés par le Représentant du Ministère. Dans ce cas prévenir le Représentant du Ministère **48 heures** à l'avance. En cas de demandes inutiles, si l'Entrepreneur ne se présente pas ou si la présence du gardien est moins que 4 heures, les frais seront facturés à l'Entrepreneur.
- .6 S'il y a lieu, engager du personnel de sécurité fiable pour assurer, après les heures de travail et pendant les jours de congé, la surveillance du chantier et du matériel qui s'y trouve, et en assumer les frais.

10.0 Prévention d'incendie

- .1 Toutes les mesures et dispositions doivent être prises pour la prévention d'incendie, y compris les exigences particulières du Représentant du Ministère.
 - .2 Prévoir l'installation et le maintien en état de fonctionnement l'équipement et le matériel suffisants et adéquats pour une protection efficace en cas d'urgence sur les lieux des travaux, conformément aux exigences des compagnies d'assurance compétentes et des codes et règlements en vigueur, et en assurer l'entretien.
 - .3 Prévoir au minimum deux (2) extincteurs portatifs de 5 lbs minimum, de Type ABC, à chaque endroit où une flamme sera présente.
 - .4 Pour tout travail de soudure ou de découpage, l'Entrepreneur doit respecter les dispositions en matière de sécurité énoncées dans le Code national de prévention des incendies. L'Entrepreneur sera responsable de tout dommage résultant de négligence à cet égard.
 - .5 Les mesures de protection doivent également être prises pendant et après l'exécution de soudure des membranes au chalumeau, pour le temps nécessaire.
 - .6 L'accès aux bornes d'incendie ou aux dispositifs de protection contre l'incendie doit être libre en tout temps.
 - .7 Dans les aires affectées par les travaux, garder les passages et les voies d'évacuation d'urgence libres d'obstruction en tout temps.
-

- .8 Il est interdit de brûler des matériaux de rebut et des déchets de construction sur le chantier.
- .9 L'utilisation de moteur à essence et les réservoirs de gaz propane sont interdits, à l'exception des chalumeaux requis pour l'installation de la membrane et l'équipement de levage pour la livraison des matériaux.

11.0 Découverte des matières dangereuses

- .1 Si, pendant la démolition, de l'amiante giclée ou truellée, de PCB (polychlorobiphényles) moisissures ou d'autres matières dangereuses sont rencontrées, interrompre les travaux et aviser le Représentant du Ministère. Ne pas poursuivre les travaux avant de recevoir des instructions écrites du Représentant du Ministère.

12.0 Exigences concernant l'emploi de matériaux contenant de l'amiante

- .1 Aucun matériau contenant de l'amiante ne doit être utilisé sur le chantier.
 - .2 Cependant, si le cas se produise, le Représentant du Ministère devra en être avisé immédiatement. Compte tenu du fait que l'inhalation de fibres d'amiante peut présenter un danger pour la santé, des mesures préventives doivent être prises de manière à garantir une protection efficace des ouvriers:
 - .1 Se conformer aux exigences des normes et codes de sécurité.
 - .2 Lors des travaux impliquant la manipulation de matériaux contenant de l'amiante, les ouvriers doivent porter des appareils de protection respiratoire recommandés par Travail Canada ou le ministère provincial du travail, dans les cas d'exposition aux fibres d'amiante. Les ouvriers doivent également avoir reçu une formation concernant l'emploi de méthodes de travail sécuritaires. Les outils mécaniques utilisés doivent être dotés d'un aspirateur avec filtre à très haute efficacité.
 - .3 Lors de l'exécution des travaux dans une construction ou un bâtiment fermé, l'aire de travail doit être isolée du reste du chantier au moyen d'une enceinte étanche pouvant éliminer la dispersion des fibres d'amiante à l'extérieur de l'aire de travail.
 - .4 Les ouvriers devant manipuler des tuyaux en amiante-ciment doivent se conformer aux recommandations formulées par APTAC dans le document intitulé "Recommended Work Practices for A/C Pipe", tout en satisfaisant aux exigences les plus strictes formulées ci-dessus.
 - .5 À l'achèvement substantiel des travaux, nettoyer les aires de travail par moyen humide ou à l'aide d'un aspirateur avec filtre à très haute efficacité. Évacuer les déchets contenant de l'amiante dans des contenants scellés, au contenu clairement indiqué, vers une aire de dépôt jugée acceptable par les autorités compétentes.
 - .6 En cas de divergences entre les exigences susmentionnées et celles du gouvernement provincial, de Travail Canada ou de Santé et Bien-être Canada, les exigences les plus strictes prévaudront.
 - .3 Soumettre le nom et les qualifications du sous-traitant en enlèvement d'amiante, ainsi qu'un protocole complet et les schémas nécessaires, et obtenir l'approbation du Représentant du Ministère avant de débiter les travaux.
-

13.0 Manipulation des matières dangereuses

- .1 Se conformer aux exigences du "Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail" (SIMDUT) concernant l'utilisation, la manutention, l'entreposage et l'évacuation des matières dangereuses, ainsi que l'étiquetage et la fourniture de fiches signalétiques jugées acceptables par Travail Canada ainsi que Santé Canada.
- .2 Remettre les copies des fiches signalétiques (F.S.) du SIMDUT aux Consultants lors de la livraison des matériaux (matières chimiques, mastics, matériaux de soudure, peintures, adjuvants de béton, protection ignifuge, etc.) avant de commencer les travaux.
- .3 Pour tout travail devant être exécuté dans des locaux occupés, aviser le Représentant du Ministère **48 heures** à l'avance pour des travaux comportant des matières dangereuses (Code canadien du travail, partie II, article 10) avant de peindre ou d'appliquer l'adhésif des tapis.
- .4 L'Entrepreneur et ses Sous-traitants sont responsables de la formation de leurs employés concernant les matières dangereuses, les mesures de sécurité, les procédures d'urgence, etc.

14.0 Signalisation

- .1 Affiches pour sécurité et directives:
 - .1 Les affiches et les enseignes pour la sécurité et les directives doivent être en français ou bilingue (français/anglais). Les pictogrammes doivent être conformes à la norme CAN/CSA-Z321.
- .2 Entretien et enlèvement des panneaux et affiches:
 - .1 Conserver les panneaux et affiches en bon état pendant toute la durée des travaux. Les enlever et les évacuer du chantier lorsque les travaux seront terminés ou lorsque le Représentant du Ministère en fera la demande.
- .3 Mis à part les panneaux d'avertissement, aucun autre panneau ni aucune autre affiche ne peut être installé sur le chantier.

15.0 Enlèvement des installations temporaires

- .1 Enlever du chantier toutes les installations temporaires lorsque l'ouvrage est achevé ou lorsqu'on n'en a plus besoin.
- .2 Lorsque les travaux sont interrompus pour la période des vacances ou pour toute autre raison, s'assurer de la continuité des services temporaires jusqu'à ce que l'arrêt se termine, ou que le Représentant du Ministère autorise le démantèlement de ces installations.

Fin de la Section

1.0 Voies d'accès

- .1 Au besoin, aménager des voies d'accès ainsi que des voies de déviation temporaires afin de maintenir la circulation.
 - .2 Maintenir et protéger la circulation sur les voies concernées durant les travaux de construction, sauf indication spécifique contraire de la part du Représentant du Ministère.
 - .3 Prévoir des mesures pour la protection et la déviation de la circulation, y compris les services de surveillants et de signaleurs, l'installation de barricades, l'installation de dispositifs d'éclairage autour et devant l'équipement et la zone des travaux, la mise en place et l'entretien de panneaux d'avertissement, de panneaux indicateurs de danger et de panneaux de direction appropriés.
 - .4 Protéger le public voyageur contre les dommages aux personnes et aux biens.
 - .5 Le matériel roulant de l'Entrepreneur servant au transport des matériaux/matériels qui entrent sur le chantier ou en sortent doit nuire le moins possible à la circulation routière.
 - .6 S'assurer que les voies existantes et les limites de charge autorisées sur ces dernières sont adéquates. L'Entrepreneur est tenu de réparer les voies endommagées à la suite des travaux de construction, pour les mettre dans un état au moins équivalent ou supérieur à l'état qu'elles présentaient avant le début du chantier.
 - .7 En tout temps, garder les voies d'accès aux édifices existants, ainsi que les voies d'évacuation d'urgence libres de tout obstacle.
 - .8 Construire les voies d'accès et les pistes de chantier nécessaires ainsi que les traverses piétonnes temporaires où requis et assurer la propreté.
 - .9 Aménager des pistes de chantier présentant une pente et une largeur adéquates; éviter les courbes prononcées, les virages sans visibilité et toute intersection dangereuse.
 - .10 L'emplacement, la pente, la largeur et le tracé des voies d'accès et des pistes de chantier sont assujettis à l'approbation du Représentant du Ministère.
 - .11 Assurer un accès au chantier pour les véhicules d'urgence et prévoir à cet égard des dégagements de hauteur suffisants.
 - .12 Prévoir les appareils d'éclairage, et les marquages distinctifs nécessaires à une circulation sécuritaire.
 - .13 Les appareils d'éclairage doivent assurer une visibilité complète sur toute la largeur des pistes de chantier et des zones de travail durant les quarts de soir et de nuit.
 - .14 Installer des dispositifs de signalisation appropriés et, si requis, l'équipement nécessaire pour contrôler la circulation, tel que poteaux d'arrêt, dos d'âne, signaleurs mécaniques, dispositifs et fusées de signalisation, barrières, feux clignotants et luminaires nécessaires pour l'exécution des travaux et la protection du public. Garder en fonction le personnel pour diriger la circulation de façon sécuritaire à l'intérieur et à l'extérieur du chantier, si nécessaire.
-

- .15 Prendre les mesures nécessaires pour abattre la poussière afin d'assurer le déroulement sécuritaire des activités en tout temps.
- .16 Prévoir l'enlèvement de la neige pendant la période des travaux.
- .17 Une fois les travaux terminés, démanteler les pistes de chantier désignées par le Représentant du Ministère et remettre en état les surfaces affectées.

2.0 Cloisons et autres protections temporaires

.1 Palissades:

- .1 Construire là où requis par les travaux des palissades temporaires, 2440 mm (8'-0") de hauteur, faites avec des pièces minimum de 89 mm x 89 mm (3½" x 3½") en bois de charpente, catégorie de construction, posées à 1220 mm d'entraxe et formant l'ossature principale, avec des pièces minimum de 38 mm x 89 mm (1½" x 3½") entre eux, et des pièces de contreplaqué de sapin, de catégorie pour usage extérieur, de 1220 mm x 2440 mm x 12.7 mm, selon la norme CSA O121; fournir des contreventements contre la pression des vents.
- .2 Les panneaux de contreplaqué neuf doivent être posés à la verticale d'affleurement et à joints aboutés. Prévoir des ouvertures de 300 mm (12") de diamètre à 10 m (33'-0") c/c avec grillage en fils métalliques 50 mm x 50 mm (2" x 2") du côté intérieur de l'enceinte.
- .3 Ériger là où indiqué, des clôtures temporaires neuves, 2440 mm (8'-0") de hauteur, faites avec des panneaux grillagés "Protec" du Systèmes de clôtures Omega II, complets avec un pied par panneau, 2 ancrages par pied, lien entre panneaux, etc. Donner un prix pour une solution de rechange avec des panneaux du même type usagés.
- .4 Fournir et installer si nécessaire des portes d'entrée pour camions, verrouillables, et les portes piétonnes nécessaires, de construction similaires à la clôture. Respecter les limites de circulation des rues adjacentes. Munir les portes de serrures et de clés.
- .5 Selon les indications aux dessins, ériger temporairement autour du site ou autour d'une portion de celui-ci tel que requis, une clôture à neige en grillage d'acier roulé de 1220 mm (4'-0") de hauteur avec des poteaux en profilés "T" espacés à 2440 mm (8'-0") c.c. Fournir une barrière verrouillée pour l'accès des camions. Maintenir la clôture en bon état.
- .6 Poser des clôtures autour des arbres et des végétaux afin de les protéger contre les dommages qui pourraient leur être causés par le matériel utilisé ou par certaines pratiques de construction.

.2 Enceintes contre les intempéries:

- .1 Fournir des enceintes et des protections temporaires résistant aux intempéries aux ouvertures extérieures jusqu'à la fermeture permanente de ceux-ci, si nécessaire à la bonne exécution des travaux.
- .2 De la même manière, fournir des abris chauffés pour assurer une température supérieure à 5°C pour permettre l'exécution des travaux par temps froid, tel que requis.
- .3 Ériger des cloisonnements temporaires permettant l'accès aux travaux et l'installation des matériaux à l'intérieur du bâtiment.
- .4 Concevoir des cloisons pour résister aux pressions de vent et aux charges de neige, telles que requises par les autorités compétentes.
- .5 Vérifier les charges pour s'assurer que la structure n'est pas surchargée.

.3 Garde-corps et barricades:

- .1 Fournir et installer ces éléments conformément aux exigences des autorités compétentes et selon les indications.

3.0 Protection de la propriété, des travaux et des personnes

- .1 Les travaux doivent inclure les méthodes nécessaires de construction et les matériaux pour éviter tout dommage résultant des travaux de ce contrat, aux ouvrages existants ou nouveaux, incluant à l'aménagement extérieur (pavements, aménagement paysagé et plantes), aux matériaux, équipements, appareils, ainsi qu'à la propriété, aux propriétés adjacentes, et aux personnes, pendant la démolition, la construction ou l'arrêt des travaux. Réparer tels dommages, le cas échéant à la satisfaction du Représentant du Ministère.
- .2 Protéger les chaussées, les trottoirs, les rampes, les bordures, les pelouses, arbres et arbustes, et toute autre installation et réparer à ses frais tout dommage, à la satisfaction du Représentant du Ministère.
- .3 Protéger les propriétés adjacentes, privées et publiques et réparer les dommages, le cas échéant.
- .4 Assumer la responsabilité des blessures éventuelles pouvant résulter des travaux de démolition ou de construction, de circulation de véhicules ou de n'importe quel facteur relié au projet de construction.
- .5 Fournir balustrades, garde-corps, etc. comme nécessités absolues pendant la période de construction.
- .6 Exercer une surveillance étroite des travaux de toiture et des membranes imperméables selon la progression des travaux, durant la mise en place de protections temporaires ou d'exposition, pour s'assurer qu'aucun dommage ne se produise avant que les travaux soient complétés. De façon spécifique protéger les surfaces de tout dommage pouvant résulter de la circulation ou de l'exécution des travaux sur les surfaces recouvertes de membrane à des températures supérieures à 27°C.
- .7 S'assurer que toute protection soit installée sur les membranes imperméables ou que des balustrades ou garde-corps préviennent la circulation sur les surfaces horizontales jusqu'à l'achèvement des travaux. Inspecter les membranes avec le sous-traitant et un représentant du laboratoire d'inspection en toiture avant que les travaux soient complétés. Réparer les dommages aux membranes.
- .8 Protéger avec des planches ou des panneaux rigides le pontage d'acier sur lequel les ouvriers doivent circuler et sur lequel les matériaux sont entreposés.
- .9 Protéger les toits et les marquises durant les travaux pour s'assurer qu'aucun dommage ne survienne. Fournir les protections d'épaisseur suffisante pour prévenir tout dommage à la structure, au fini et à la qualité des membranes d'imperméabilisation de chacun des éléments exposés. Les dommages résultant des travaux de construction, tels que chute d'objets, circulation piétonnière ou de véhicules, les dégâts résultant de l'élimination de débris, l'opération de machinerie et équipement, et les opérations de levage de matériel. Mettre en place les protections requises pour prévenir tout déplacement tel quel soit.
- .10 Protéger les surfaces finies des travaux complétés de tout dommage en interdisant l'accès ou par l'utilisation de matériaux de protection adéquats sur ces surfaces. Établir avec chacun des sous-traitants et pour chacun des cas l'emploi de protection appropriée.

- .11 Où requis, obturer les retours d'air et d'évacuation avec des feuilles de polyéthylène de 125 microns (5 mils) ou tout autre moyen adéquat et sceller le périmètre; remplacer les filtres résiduels sur une base hebdomadaire.
- .12 Protéger les espaces intérieurs en dessous des aires des travaux pour des bâches ou panneaux rigides, tel que requis, avec joints scellés.
- .13 Protéger tout l'ouvrage, matériaux et équipement, en cas d'arrêt des travaux pour une quelconque raison.

4.0 Évacuation des déchets et nettoyage

- .1 Voir la Section 01 74 11 et 01 74 21.

Fin de la Section

1.0 Généralités

- .1 Les produits, les matériaux, les assemblages ou composants manufacturés, les matériels, les équipements, les appareils et les pièces (appelés «produits» dans le devis) utilisés pour l'exécution des travaux doivent être neufs, en parfait état et de la meilleure qualité (conformément aux termes du devis, y compris les normes, codes ou règlements obligatoires applicables, qu'elles soient mentionnées ou non) pour les fins auxquelles ils sont destinés. Au besoin, fournir une preuve établissant la nature, l'origine et la qualité des produits fournis. À noter que dans le contexte du présent devis, l'utilisation du mot "neuf" n'exclut pas l'emploi de matériaux ou de matériels neufs partiellement ou entièrement constitués de matières recyclées provenant d'autres sources.
 - .2 Obtenir les produits en provenance des fournisseurs installés dans la même région que le Projet, autant que possible.
 - .3 Sauf indications contraires, utiliser les produits d'un seul fabricant dans le cas de matériaux et d'équipements d'un même type ou d'une même classe.
 - .4 Les produits sur lesquels la soumission est basée doivent être en production et disponibles sur le marché au moment de la soumission.
 - .5 Les produits livrés au chantier pour l'usage de la construction deviennent la propriété du Représentant du Ministère, mais seront payés après leur installation seulement.
 - .6 Protéger adéquatement les produits entreposés au chantier.
 - .7 Les étiquettes, les marques de commerce et les plaques signalétiques permanentes posées en évidence sur les produits mis en œuvre ne sont pas acceptables, sauf si elles donnent une instruction de fonctionnement ou si elles sont posées sur du matériel installé dans des locaux d'installations mécaniques ou électriques, ou sont exigés par les autorités.
 - .8 Vérifier et s'assurer de la compatibilité des produits qui viennent en contact les uns avec les autres, incluant les adhésifs et les apprêts, ainsi que le substrat concerné.
 - .9 Remplacer les produits défectueux - Voir **Ouvrages et produits défectueux (Section 01 45 00)**.
 - .10 En cas de conflit quant à la qualité ou à la convenance des produits, seul le Représentant du Ministère pourra trancher la question, en se fondant sur les exigences des documents contractuels.
 - .11 Payer les frais de transport des produits requis pour l'exécution des travaux.
 - .12 S'assurer que les produits utilisés sur le chantier, qu'ils soient pour construire, nettoyer ou à d'autres fins, ne nuisent pas, n'incommodent pas et ne présentent aucuns risques pour la santé et la sécurité des personnes et des animaux.
 - .13 Pour la qualité d'exécution des travaux voir **Qualifications de la main-d'œuvre et de l'exécution (Section 01 45 00)**.
 - .14 Voir aussi les Sections techniques d'Architecture, de Structure, de Mécanique et Électricité pour les exigences particulières applicables concernant les produits.
-

2.0 Facilité d'obtention des produits

- .1 Immédiatement après la signature du contrat, prendre connaissance des exigences relatives à la livraison des produits et prévoir tout retard éventuel. Si des retards dans la livraison des produits sont prévisibles, en aviser le Représentant du Ministère afin que des mesures puissent être prises pour leur substituer des produits de remplacement ou pour apporter les correctifs nécessaires, et ce, suffisamment à l'avance pour ne pas retarder les travaux.
- .2 Prévoir et planifier la réception des produits au chantier.
- .3 Si le Représentant du Ministère n'a pas été avisé des retards de livraison prévisibles au début des travaux, et s'il semble probable que l'exécution des travaux s'en trouvera retardée, le Représentant du Ministère se réserve le droit de substituer aux produits prévus d'autres produits comparables qui peuvent être livrés plus rapidement, sans que le prix du contrat en soit pour autant augmenté ou le délai d'exécution soit prolongé.

3.0 Manutention, entreposage et protection des produits

- .1 Planifier la livraison des produits d'avance de façon à ne pas retarder l'exécution des travaux et, avant la livraison, en prévoir leur réception sur le chantier.
 - .2 Livrer, manipuler et entreposer les produits en évitant de les endommager d'aucune façon au détriment de leur qualité, leur mode de fonctionnement et leur apparence, de les altérer ou de les salir, et en respectant les instructions du fabricant, le cas échéant.
 - .3 Ne pas livrer les matériaux ou équipement au chantier avant la date d'installation de ces derniers, si:
 - .1 Il n'y a pas une aire adéquate pour qu'ils y soient entreposés.
 - .2 Ces produits ne peuvent pas être protégés adéquatement.
 - .3 Ils ne peuvent pas recevoir un entretien adéquat en entreposage.
 - .4 Ils peuvent être facilement endommagés par les activités de construction.
 - .4 Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'Entrepreneur doit s'assurer que tous les matériaux sont livrés au bon endroit. La circulation normale en provenance et à destination des installations existantes ne doit pas être interrompue.
 - .5 L'Entrepreneur doit vérifier l'état de tous les matériaux et équipements qui lui sont livrés, qu'ils soient ou non fournis par le Représentant du Ministère.
 - .6 Déplacer les matériaux ou le matériel entreposés qui nuisent aux travaux ou aux opérations des occupants ou d'un autre entrepreneur. Coordonner avec ces derniers.
 - .7 Éviter que les produits, pendant la livraison, la manutention et l'entreposage, soient endommagés par l'humidité ou que le taux d'humidité dans les produits ne soit au-delà des maximums permis.
 - .8 Les produits doivent être livrés seulement lorsque les conditions environnementales sont appropriées.
 - .9 L'Entrepreneur doit demander à ses fournisseurs d'indiquer clairement le nom du destinataire sur les bordereaux de livraison.
-

-
- .10 Entreposer les produits, groupés ou en lots, clairement identifiés, dans leur emballage d'origine; laisser intacts l'emballage, l'étiquette et le sceau du fabricant. L'étiquette des produits doit en décrire le contenu et la quantité ainsi que tout autre renseignement, tel que requis.
 - .11 Ne pas déballer ou délier les produits avant le moment de les incorporer à l'ouvrage, sauf si requis pour vérifier la qualité du produit livré.
 - .12 Les produits susceptibles d'être endommagés par les intempéries doivent être conservés sous une enceinte à l'épreuve de celles ci, à la température requise pour l'installation.
 - .13 Entreposer les produits manufacturés conformément aux instructions du fabricant, qui doivent accompagner les produits.
 - .14 Déposer les matériaux en feuilles, l'acier, le bois de construction et autres matériaux similaires sur des supports rigides et plats, pour qu'ils soient surélevés du sol. Donner une légère pente aux supports de manière à favoriser l'écoulement de l'eau de condensation.
 - .15 Le sable destiné à être incorporé dans les mortiers et les coulis doit demeurer sec et propre; le ranger sur des plates-formes en bois et le couvrir de bâches étanches.
 - .16 Entreposer sous enceinte en tout temps les produits finis et les ouvrages de menuiserie et tout autre produit susceptible d'être endommagé.
 - .17 Les liants hydrauliques ne doivent pas être déposés directement sur le sol ou un plancher en béton, ni être en contact avec les murs.
 - .18 Entreposer les peintures et les mélanger dans un local chauffé et bien aéré. Tous les jours, enlever les torchons huileux et autres déchets inflammables des lieux de travail. Prendre les dispositions nécessaires pour éviter les risques de combustion spontanée.
 - .19 Entreposer et manipuler les produits inflammables et autres matières dangereuses dans des contenants sécuritaires et tel que prescrit par les autorités compétentes en matière de sécurité. Ne pas entreposer de produits inflammables ou autres matières dangereuses en vrac sur le chantier.
 - .20 L'entreposage des matériaux sur le toit est strictement prohibé.
 - .21 Des exigences additionnelles concernant la manutention, l'entreposage et la protection peuvent être spécifiées dans d'autres Sections du présent devis.
 - .22 Remplacer sans frais pour le Représentant du Ministère les produits entreposés endommagés, à sa satisfaction.
 - .23 Retoucher à la satisfaction du Représentant du Ministère les surfaces finies en usine qui ont été endommagées. Utiliser pour les retouches des produits identiques à ceux utilisés pour la finition d'origine. Ne pas appliquer un produit de finition ou de retouches sur les plaques signalétiques.
 - .24 Ne jamais installer des produits endommagés.
 - .25 Évacuer sans délai hors du chantier les matériaux et l'équipement refusés ou endommagés.
-

- .26 Voir les **Sections 01 35 29.06** et **Section 01 52 00** pour des exigences de sécurité requises.

4.0 Produits spécifiés

- .1 Les produits spécifiés "Produits acceptables" sont des produits de référence, constituant le seuil minimum de qualité générale acceptable pour ce genre de produits quant aux propriétés physiques et chimiques, les caractéristiques visuelles, la texture, la couleur, le rendement, etc. tel que décrits dans les fiches techniques du manufacturier.
- .2 Pour les produits spécifiés par référence aux normes, l'Entrepreneur est tenu à présenter la preuve de conformité de ces produits à ces normes, tel que décrit dans la **Section 01 33 00** ou de soumettre des rapports d'essais réalisés à ses frais ou selon le cas soumettre les deux afin de démontrer la conformité avec le devis. Des produits surpassant les exigences des normes seront acceptables s'ils sont compatibles à l'ouvrage et aux produits adjacents.
- .3 Lorsqu'il est prescrit que les matériaux s'appaireillent à l'existant, ils doivent, sauf indication contraire, être identiques à l'existant dans les propriétés suivantes:
- .1 Composition et nuance.
 - .2 Couleur.
 - .3 Motif et texture.
 - .4 Dimensions.
 - .5 Effet esthétique en général.
 - .6 Durabilité et garantie.
- L'Entrepreneur doit soumettre les mêmes documents et articles qui sont exigés des produits spécifiés.
- .4 Lorsqu'une couleur ou texture doit être sélectionnée, ce choix est à la discrétion du Représentant du Ministère.
- .5 Dans les cas où il subsiste un doute quant à la conformité de certains produits ou systèmes aux normes pertinentes, le Représentant du Ministère se réserve le droit de la vérifier par des essais.
- .6 Si les produits ou les systèmes sont conformes aux documents contractuels, les frais occasionnés par ces essais seront assumés par le Représentant du Ministère, sinon ils devront être assumés par l'Entrepreneur.

5.0 Produits de remplacement

- .1 Toute utilisation d'un produit de remplacement sera interdite à moins d'avoir obtenu au préalable l'acceptation du Représentant du Ministère.
- .2 Le Représentant ministériel ne prendra les demandes de produit de remplacement en considération que s'il/elle juge les matériaux proposés comme produit de remplacement comme étant comparables aux produits prescrits.
- .3 Les demandes de produit de remplacement doivent être accompagnées des informations détaillées suivantes:
- .1 La raison de la substitution.
 - .2 La fiche technique des matériaux, assemblages ou systèmes proposés.

- .3 État des coûts et conditions de livraison respectifs des articles prescrits dans le devis et de ceux proposés comme produit de remplacement.
 - .4 Une confirmation que les produit de remplacement pourront être intégrés aux travaux sans perte de la fonction, du rendement, de l'espace, des coûts ou du temps de livraison et d'installation envisagés, conséquences sur les autres travaux, que les pièces de rechange et le service sont disponibles facilement.
 - .5 Les avantages pour le Représentant du Ministère, incluant l'économie, le rendement, etc.
- .4 Après la signature du contrat, aucun retard ne sera justifié à cause de non disponibilité ou de livraison tardive des produits. Si, avant la clôture des soumissions, le Représentant du Ministère n'ont pas été avisés des retards de livraison prévisibles, et que par la suite il semble probable que l'exécution des travaux s'en trouvera retardée, le Représentant du Ministère se réservent le droit de remplacer les produits prévus par d'autres produits comparables qui peuvent être livrés plus rapidement, sans que le prix du contrat n'en soit pour autant augmenté ou que la qualité soit réduite.
- .5 Si le produit de remplacement proposé est accepté en tout ou en partie, l'Entrepreneur doit en assumer l'entière responsabilité et assumer les frais que ce remplacement pourrait entraîner sur les autres travaux.
- .6 Le produit de remplacement accepté durant l'Appel d'offres sera communiqué à tous les soumissionnaires.

6.0 Produits homologués

- .1 Tous les produits dont l'homologation est demandée, doivent porter l'étiquette d'approbation permanente émise par l'organisation concernée.

7.0 Pièces de fixation

- .1 Fournir toutes les pièces de fixation, ancrages, renforts, attaches et adhésifs, spécifié ou non, en nombres suffisants, pour s'assurer d'un ancrages permanent et sécuritaire des matériaux, assemblages, composants et équipements, et selon les instructions des manufacturiers pour chaque produit spécifique à installer.
- .2 Sauf indication contraire, fournir des accessoires et des pièces de fixation métalliques ayant les mêmes texture, couleur et fini que l'élément à assujettir.
- .3 Les chevilles ou blocages en bois ou en toute autre matière organique ne sont pas acceptées pour les ouvrages de béton, de maçonnerie ou de métal, sauf indications contraires.
- .4 Utiliser des pièces de fixation de formes et de dimensions commerciales standard, en matériau approprié, ayant un fini convenant à l'usage prévu.
- .5 Sauf indication contraire, utiliser des pièces de fixation robustes, à tête hexagonale, de qualité semi-fini, si dissimulées.
- .6 S'assurer que les pièces de fixation ne causeront pas l'effritement ou la fissuration du matériau dans lequel elles sont ancrées.

-
- .7 Obtenir l'approbation du Représentant du Ministère avant d'utiliser des pièces de fixation qui s'installent au pistolet cloueur.
 - .8 Il est interdit d'utiliser des fausses fixations.
 - .9 Sauf si des pièces de fixation en acier inoxydable (de nuance 304 ou plus résistant aux produits chimiques), ou en un autre matériau sont prescrites dans la Section pertinente du devis, utiliser, pour assujettir les ouvrages extérieurs, des fixations résistantes à la corrosion, en acier galvanisé par immersion à chaud.
 - .10 Éviter toute action électrolytique entre des métaux ou des matériaux de nature différente.
 - .11 Il importe de déterminer l'espacement des ancrages en tenant compte des charges limites et de la résistance au cisaillement afin d'assurer un ancrage franc permanent.
 - .12 Les ancrages utilisés dans les travaux de béton doivent être en acier, fini usiné.
 - .13 Les ancrages en acier utilisés dans les travaux de maçonnerie doivent être galvanisés.
 - .14 Les tiges des boulons ne doivent pas dépasser le dessus des écrous par plus d'une longueur de leur diamètre.
 - .15 Utiliser le moins possible de fixations apparentes; les espacer de façon uniforme et les poser avec soin.
 - .16 Les pièces de fixation visibles, en quantité minimale, doivent être espacées de façon uniforme, présenter un motif régulier et être en métal de mêmes texture, couleur et fini que le métal support auquel elles sont fixées.
 - .17 Utiliser des rondelles ordinaires sur l'équipement, et des rondelles de blocage en tôle avec garniture souple aux endroits où il y a des vibrations. Pour assujettir des appareils et des matériels sur des éléments en acier inoxydable, utiliser des rondelles résilientes.

8.0 Instructions du fabricant (I.F.)

- .1 Sauf prescription contraire dans le devis, se conformer aux plus récentes instructions écrites du fabricant concernant les matériaux et leur usage, leur entreposage, l'équipement à utiliser et les méthodes d'installation. Ne pas se fier uniquement aux indications inscrites sur les étiquettes et les contenants fournis avec les produits.
 - .2 Aviser par écrit le Représentant du Ministère de toute divergence entre les exigences du devis et les instructions du fabricant, de manière à lui permettre de prendre les mesures appropriées.
 - .3 Si les instructions du fabricant ont été ignorées, le Représentant du Ministère pourra exiger l'enlèvement et la repose des produits qui ont été mis en place ou installés incorrectement, sans modification au prix du Contrat.
 - .4 Voir aussi la **Section 01 33 00**.
-

9.0 **Équipement et installations de construction**

- .1 S'assurer que l'équipement et les installations de construction ont la capacité de chargement suffisante pour permettre de fabriquer, transporter, mettre en place et finir les ouvrages requis selon les normes de qualité, de sécurité et de productivité prescrites. Sinon, remplacer l'équipement ou les installations existantes ou fournir et installer l'équipement ou les installations supplémentaires nécessaires, selon les directives reçues.
- .2 Maintenir l'équipement et les installations de construction en bon état de fonctionnement - Voir aussi la **Section 01 52 00**.

10.0 **Annexe**

- Demande de produit de remplacement
-

DEMANDE DE PRODUIT DE REMPLACEMENT

PROJET:		REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE:	
		REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE:	
		N° DE RÉF.:	PHASE:
ENTREPRENEUR:		SECTION DU DEVIS:	
Gestionnaire du projet :		Article, paragraphe:	
Téléphone:		Item spécifié:	
Courriel:		Identification du produit (abréviation):	
Raison de substitution:			
Produit proposé:			
	COMPARAISON		
Propriétés:	Produit spécifié	Produit proposé	
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
Coût:			
Temps de livraison:			
Temps d'installation:			
Garantie:			
Bénéfice spécifique de la substitution pour le Propriétaire:			
L'Entrepreneur soussigné certifie que:			
1. La substitution proposée n'affecte pas le concept, les dimensions indiquées, ni la performance spécifiés.			
2. La substitution proposée n'a pas d'effets contraires sur d'autres métiers, le calendrier de la construction ou sur des exigences spécifiés.			
3. La substitution proposée est facilement disponible.			
4. Les fiches techniques et les spécifications pour les deux produits, spécifié et proposé, sont ci-jointes.			
Remarques:			
Signature de l'Entrepreneur		Date:	Rév.:
Signature du Représentant du Ministère		Date:	Rév.:
		Approuvée: _____	Rejetée: _____

Fin de la Section

1.0 Revue des conditions existantes

.1 État des conditions existantes:

- .1 L'Entrepreneur doit préparer une liste et un rapport photographique des conditions existantes de manière à identifier les dommages aux bâtiments ou aux éléments des bâtiments et aux aménagements extérieurs, etc. concernant ses travaux, avant le début de ces derniers.
- .2 Ce rapport et cette liste seront soumis au Représentant du Ministère pour constat et approbation.
- .3 Tout autre dommage identifié durant l'exécution jusqu'à la fin des travaux sera imputé à l'Entrepreneur et devra être réparé par ce dernier, à ses frais et à l'entière satisfaction du Représentant du Ministère, à moins de preuve contraire.
- .4 Voir aussi la **section 01 73 00**.

.2 Ouvrages existants et complétés antérieurement:

- .1 Vérifier les dimensions des ouvrages existants ou complétés antérieurement avant de commencer la fabrication des éléments à y incorporer – Un examen complet des lieux est la responsabilité du soumissionnaire, tel que prescrit dans les **Instructions aux soumissionnaires**.
- .2 S'assurer que les ouvrages antérieurs et les surfaces sont adéquats pour l'installation et l'application des matériaux et des équipements, et que la qualité d'exécution des travaux subséquents ne sera pas affectée.
- .3 Aviser le Représentant du Ministère de toute défectuosité des travaux antérieurs pouvant affecter les travaux subséquents ou l'échéancier de ce Contrat.
- .4 En aucun cas les travaux ne doivent être entrepris avant que les correctifs aient été apportés à la satisfaction du Représentant du Ministère et des sous-traitants concernés.
- .5 Le début des travaux constitue l'acceptation des conditions du chantier et des travaux antérieurs et aucune réclamation ne pourra être justifiée.

.3 Mesurage et localisation:

- .1 S'assurer que l'agencement est conforme à l'intention des dessins et que les positions, niveaux et dégagements relatifs aux travaux adjacents sont adéquats avant de commencer les travaux.
- .2 Vérifier les dimensions, alignements, niveaux, emplacements, etc. indiqués sur les dessins et approuver les conditions avant de commencer les travaux.
- .3 Si les travaux sont implantés au mauvais endroit, aviser les Représentant du Ministère pour corriger, si nécessaire, les erreurs d'implantation avant la poursuite de la construction.

2.0 Réseaux existants et arrêts de services

- .1 Soumettre l'approbation du Représentant du Ministère un calendrier relatif à l'arrêt ou à la fermeture d'installations ou d'ouvrages actifs, y compris l'interruption de services de communications ou de l'alimentation électrique. Respecter le calendrier approuvé et informer les parties touchées par ces inconvénients.
 - .2 Par des services temporaires ou autrement, assurer le maintien des services existants pour les usagers dans les secteurs limitrophes et assumer les coûts directs et indirects en cas de pannes ou dommages imprévus inhérents.
 - .3 Tous les travaux susmentionnés doivent être exécutés par des ouvriers spécialisés.
-

- .4 Voir aussi la **Section 01 11 01** pour l'arrêt des services.

Fin de la Section

1.0 Généralités

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la **Section 01 33 00**.
- .2 Exécuter les travaux conformément aux Documents contractuels, les instructions des manufacturiers et les directives du Représentant du Ministère; tenir compte aussi de ce qui suit.

2.0 Enlèvement et remplacement d'ouvrages existants

- .1 L'Entrepreneur devra enlever tout matériau ou ouvrage indiqué ou spécifié à être enlevé nécessaire pour l'installation de nouveaux ouvrages; l'Entrepreneur doit prendre possession et se débarrasser de ce qu'il a enlevé, sauf indication contraire.
- .2 L'Entrepreneur devra réparer et remplacer les articles de l'ouvrage existant enlevés ou endommagés à cause des travaux ou modifications, et laisser les aires et locaux existants où il a réalisé ces enlèvements ou modifications dans un état complet et finis, en ce qui concerne ses travaux.

3.0 Remise en état

- .1 Exécuter les travaux de remise en état requis pour réparer ou pour remplacer les parties ou les éléments de l'ouvrage trouvés défectueux ou inacceptables, ou endommagés à cause des travaux. Coordonner les travaux à exécuter sur les ouvrages contigus touchés, selon les besoins.
- .2 Les travaux de remise en état doivent être réalisés par des spécialistes connaissant les matériaux et les matériels utilisés; ces travaux doivent être exécutés de manière qu'aucune partie de l'ouvrage soit endommagée ou risque de l'être.

4.0 Découpage et ragréage

- .1 Demande d'exécution de travaux de découpage, de percement et de ragréage:
 - .1 Soumettre une demande écrite **48 heures** avant de procéder à des travaux de découpage, de percement et de ragréage susceptibles d'avoir des répercussions sur ce qui suit:
 - .1 L'intégrité structurale de tout élément de l'ouvrage;
 - .2 L'intégrité des éléments exposés aux intempéries ou des éléments hydrofuges;
 - .3 L'efficacité, l'entretien ou la sécurité de tout élément fonctionnel;
 - .4 Les qualités esthétiques des éléments apparents;
 - .5 Les travaux du Représentant du Ministère ou d'autres entrepreneurs sur les lieux.
 - .2 La demande doit préciser ou inclure ce qui suit:
 - .1 La désignation du projet;
 - .2 L'emplacement et la description des éléments touchés;
 - .3 Un énoncé expliquant pourquoi il est nécessaire d'effectuer les travaux de découpage et de ragréage demandés;
 - .4 Une description des travaux proposés et des produits qui seront utilisés;
 - .5 Des solutions de rechange aux travaux de découpage et de ragréage;
 - .6 Les répercussions des travaux de découpage et de ragréage sur ceux effectués par le Représentant du Ministère ou par un autre entrepreneur;
 - .7 La permission écrite de l'entrepreneur concerné;
 - .8 La date et l'heure où les travaux seront exécutés.
 - .3 Obtenir l'approbation écrite du Représentant du Ministère avant de débiter.
-

.2 Travaux préparatoires:

- .1 Inspecter le chantier afin d'examiner les conditions existantes et de repérer les éléments susceptibles d'être endommagés ou déplacés au cours des travaux de découpage et de ragréage.
- .2 Après avoir mis les éléments à découvert, les inspecter afin de relever toute condition susceptible d'influer sur l'exécution des travaux.
- .3 Le fait de commencer les travaux de découpage et de ragréage signifie l'acceptation des conditions existantes.
- .4 Fournir et installer des supports en vue d'assurer l'intégrité structurale des éléments adjacents. Prévoir des dispositifs et envisager des méthodes destinés à protéger les autres éléments de l'ouvrage contre tout dommage.
- .5 Prévoir une protection pour les surfaces qui pourraient se trouver exposées aux intempéries par suite de la mise à découvert de l'ouvrage; garder les excavations exemptes d'eau.

.3 Exécution:

- .1 Ajuster les différents éléments entre eux de manière qu'ils s'intègrent bien au reste de l'ouvrage.
 - .2 Mettre l'ouvrage à découvert de manière à permettre l'exécution des travaux qui, pour une raison ou pour une autre, auraient dû être effectués à un autre moment.
 - .3 Enlever et remplacer les éléments défectueux et non conformes.
 - .4 Prévoir des ouvertures:
 - .1 Dans les éléments non structuraux des travaux pour la pénétration des travaux de mécanique et d'électricité.
 - .2 Dans les éléments structuraux des travaux pour la pénétration des travaux d'architecture, de mécanique et d'électricité conformément aux détails indiqués sur les dessins de structure, ou selon dessins d'atelier signés par un ingénieur spécialisé en charpente.
 - .5 Fournir les supports structuraux adéquats pour toute ouverture dans la toiture, conformes aux dessins d'atelier signés par un ingénieur spécialisé en charpente, si requis.
 - .6 Ménager des ouvertures dans les éléments non porteurs de l'ouvrage pour les traversées des installations mécaniques et électriques.
 - .7 Recourir à des méthodes qui n'endommageront pas les autres éléments de l'ouvrage et les surfaces adjacentes, et qui permettront d'obtenir des surfaces se prêtant aux travaux de ragréage et de finition.
 - .8 Apprêter les surfaces pour qu'elles puissent recevoir les produits de scellement et de finition.
 - .9 Retenir les services de l'installateur initial pour le découpage et le ragréage des éléments hydrofuges, des éléments exposés aux intempéries ainsi que des surfaces apparentes.
 - .10 Découper les matériaux rigides au moyen d'une scie à maçonnerie ou d'un foret-aléteur. Sans autorisation préalable, il est interdit d'utiliser des outils pneumatiques ou à percussion sur des ouvrages rigides. Les appareils fonctionnant au combustible sont interdits.
 - .11 Réparer les dommages causés aux surfaces existantes ou nouvelles, à la satisfaction du Représentant du Ministère en utilisant des produits neufs, compatibles et identiques aux matériaux existants, à la couleur, aux finis et textures existants lorsque ces surfaces sont apparentes.
 - .12 Ajuster l'ouvrage de manière étanche autour des canalisations, des manchons, des conduits d'air et conduits électriques ainsi que des autres éléments traversants.
 - .13 S'assurer de l'intégrité et de la continuité structurale, de résistance thermique et d'étanchéité entre l'existant et l'ouvrage neuf en tout temps.
-

5.0 Démolition et modifications

.1 Voir la Section 02 41 99.

6.0 Gestion des déchets et nettoyage

.1 Voir la Section 01 74 11 et 01 74 21.

Fin de la Section

1.0 Nettoyage

.1 Généralités:

- .1 Garder le chantier propre et exempt de toute accumulation de débris et de matériaux de rebut autres que ceux générés par le Représentant du Ministère ou par les autres entrepreneurs.
- .2 Exécuter les travaux de nettoyage complet de l'ouvrage fini par une main-d'oeuvre spécialisée et selon les recommandations des manufacturiers.
- .3 Prendre les dispositions nécessaires et obtenir les permis des autorités compétentes en vue de l'élimination des débris et des matériaux de rebut.
- .4 Effectuer les opérations de nettoyage et éliminer les rebuts conformément aux ordonnances locales et aux règlements contre la pollution.
- .5 Stocker les déchets volatils dans des contenants métalliques fermés et les évacuer hors du chantier à la fin de chaque période de travail.
- .6 Assurer une ventilation adéquate pendant l'entreposage et l'usage de substances volatiles ou délétères. À cet effet il est interdit d'utiliser le système de ventilation permanent du bâtiment.

.2 Produits:

- .1 Utiliser des produits de nettoyage recommandés par le fabricant de la surface à nettoyer et compatibles avec cette dernière, et selon la méthode recommandée par le fabricant du produit de nettoyage.

.3 Nettoyage pendant la construction:

- .1 Évacuer du chantier les matériaux de rebut, les débris ainsi que les déchets alimentaires à la fin de chaque journée.
- .2 Fournir les contenants destinés pour le tri et l'entreposage des débris et déchets, en nombres suffisants, pendant toute la durée des travaux de construction.
- .3 Fournir des contenants spécifiques identifiés pour des matériaux recyclables, selon les directives du Représentant du Ministère.
- .4 Établir l'horaire du nettoyage de sorte que la poussière et les autres produits de démolition ne puissent contaminer les systèmes de ventilation du bâtiment.
- .5 Garder les corridors et les voies d'accès libres de tout matériaux et équipement en tout temps.
- .6 Nettoyer quotidiennement les chemins empruntés et souillés par les véhicules de l'Entrepreneur.
- .7 Coordonner avec le Représentant du Ministère pour l'enlèvement de la neige.

.4 Nettoyage final:

- .1 Avant l'inspection finale, enlever les matériaux de surplus, les outils, l'équipement et le matériel de construction non requis pour compléter l'ouvrage et réparer les dommages découverts à cette étape. Cependant, aviser le Représentant du Ministère pour qu'il/elle puisse coordonner ses inspections avant d'enlever les échafaudages.
 - .2 Faire le nettoyage final pour l'Acceptation provisoire (Achèvement substantiel).
 - .3 Nettoyer toutes les surfaces existantes affectées par les travaux, telles que murs, charpente, etc.
 - .4 Nettoyer les produits manufacturés selon les instructions des manufacturiers.
 - .5 Nettoyer les aires existantes affectées et les remettre dans le même état qu'avant le début des travaux, à la satisfaction du Représentant du Ministère.
-

- .6 Balayer et nettoyer les trottoirs, les marches et autres surfaces extérieures affectées par ce contrat.
- .7 Coordonner avec le Représentant du Ministère pour l'enlèvement de la neige.

Fin de la Section

1.0 Gestion des déchets

.1 Critères de gestion des déchets:

- .1 Faire la gestion de déchets en tenant compte des critères de la préservation de l'environnement et du développement durable.
- .2 Séparer les matériaux recyclables et récupérables, et les traiter séparément.

.2 Stockage, manutention et protection des matériaux:

- .1 Stocker aux endroits indiqués par le Représentant du Ministère les matériaux de rebut récupérés en vue de leur réutilisation/réemploi ou de leur recyclage.
- .2 Sauf indication contraire, les matériaux de rebut qui doivent être évacués deviennent propriété de l'Entrepreneur.
- .3 Protéger, mettre en tas, stocker et cataloguer les éléments récupérés. Séparer les éléments non récupérables des éléments récupérables. Transporter et livrer les éléments non récupérables à l'installation d'élimination autorisée.
- .4 Protéger les ouvrages d'évacuation des eaux superficielles pour éviter qu'ils soient endommagés ou obstrués; protéger les installations électriques et mécaniques.
- .5 Empêcher la contamination des matériaux de rebut destinés à être récupérés et recyclés, conformément aux conditions d'acceptation des installations désignées.
 - .1 Il est recommandé de trier les matériaux de rebut à la source.
 - .2 Évacuer les matériaux de rebut recueillis pêle-mêle vers une installation de traitement à l'extérieur du chantier afin qu'ils y soient triés.
 - .3 Fournir une lettre de transport des matériaux de rebut triés.

.3 Élimination des déchets et généralités:

- .1 Il est interdit d'enfouir ou de brûler les rebuts ou les déchets.
- .2 Il est interdit de jeter des déchets de toute sorte dans un cours d'eau ou dans un égout pluvial ou sanitaire.
- .3 Récupérer les matériaux de rebut au fur et à mesure de l'avancement des travaux de déconstruction/démontage.
- .4 Préparer un sommaire du projet afin de contrôler la destination et les quantités de chaque type de matériau de rebut identifié dans l'audit préalable à la déconstruction.

.4 Réduction des déchets de démolition et de construction:

- .1 Minimiser les déchets résultant de l'achat de nouveaux matériaux par:
 - .1 L'achat d'attaches, de peinture, de produits de calfeutrage, de composés à joint et autre dans des contenants en vrac.
 - .2 Une demande aux fournisseurs de rapporter leurs emballages des couvertures de protection et autres au lieu d'emballage jetable tel que le carton ou autre.
 - .3 La réutilisation des déchets tel que l'utilisation de feuilles protéger les matériaux. Les seaux de composé à joints, par exemple, constituent d'excellents porte-outils.
 - .2 Minimiser les déchets résultant de l'installation de nouveaux matériaux par la réutilisation des déchets résultant de cette opération tel que:
 - .1 L'utilisation des déchets de métal pour le rapiéçage et ceux de gypse propre pour rapiéçage de trous dans les cloisons.
 - .2 L'insertion des déchets des cloisons sèches (retaille de gypse propre) à l'intérieur des nouvelles cloisons creuses après avoir reçu l'approbation du Représentant du Ministère.
 - .3 L'utilisation des retailles de bois propre si approprié.
-

- .4 L'usage de coffrages réutilisables.
- .3 Minimiser les déchets occasionnés par les pertes sur le chantier en:
 - .1 Spécifiant des matériaux coupés.
 - .2 S'assurant que les matériaux arrivent au chantier seulement au moment requis afin de prévenir la perte occasionnée par les intempéries et les matériaux abîmés qui pourraient devenir des déchets.
 - .3 Retournant immédiatement aux fournisseurs tout matériaux abîmés afin qu'il ne devienne pas un déchet.
 - .4 Protégeant les matériaux des intempéries afin qu'ils ne deviennent pas des déchets.
 - .5 Donnant préférence dans la mesure du possible aux fournisseurs qui fourniront un crédit pour les matériaux non-utilisés ou qui reprendront ces mêmes matériaux.

Fin de la Section

1.0 Clôture du contrat - Généralités

- .1 En plus de l'exécution des travaux décrits aux différentes **Sections techniques** de ce devis, les dispositions supplémentaires des **articles suivants** devront être observées et respectées.
- .2 Réunions sur les garanties, préalable à l'Achèvement des travaux:
 - .1 **Quatre (4) semaines** avant l'achèvement des travaux, tenir une réunion avec le Représentant du Ministère, conformément à la **Section 01 33 00**, au cours de laquelle seront examinés:
 - .1 Les exigences des travaux;
 - .2 Les instructions du fabricant concernant l'installation et les termes de la garantie offerte par ce dernier.
 - .2 Le Représentant du Ministère établira la procédure de communication à suivre dans les cas indiqués ci-après:
 - .1 Avis de défaut pour des éléments, matériels ou systèmes couverts par une garantie.
 - .2 Détermination des priorités relativement aux types de défauts.
 - .3 Détermination d'un temps raisonnable d'intervention.
 - .3 Fournir le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'entreprise cautionnée chargée d'effectuer le dépannage / les réparations sous garantie.
 - .4 S'assurer que les bureaux de l'entreprise sont situés dans la zone de service local de l'élément / l'ouvrage garanti, que des personnes-ressources sont disponibles en tout temps et qu'elles sont en mesure de donner suite aux demandes de renseignements concernant le dépannage / les réparations sous garantie.

2.0 Inspection et déclaration d'Achèvement substantiel

- .1 Avant de demander l'établissement de l'Achèvement substantiel de l'Ouvrage:
 - .1 S'assurer que les conditions minimales prescrites sont réalisées.
 - .2 Inspecter les travaux, en compagnie des Sous-traitants concernés, repérer les défauts et les défaillances et faire les réparations nécessaires pour que tout soit conforme aux exigences des documents contractuels.
 - .3 S'assurer que le bâtiment est propre et en état d'être occupé.
 - .4 Seulement après cette vérification aviser le Représentant du Ministère par écrit que les travaux sont terminés de manière satisfaisante et demander une revue.
 - .5 Soumettre les documents et les éléments requis – Voir la **Section 01 78 00**.
 - .2 Le Représentant du Ministère effectuera avec l'Entrepreneur une inspection des travaux dans le but de repérer les défaillances et les défauts évidents. L'Entrepreneur devra apporter les corrections demandées.
 - .3 Soumettre un document écrit certifiant ce qui suit:
 - .1 Les travaux sont terminés et ils ont été inspectés et jugés conformes aux exigences des documents contractuels.
 - .2 Les défaillances et les défauts décelés au cours des inspections ont été corrigés.
 - .3 Les certificats exigés par le Commissaire des incendies ont été soumis.
 - .4 Le personnel du Représentant du Ministère a reçu la formation nécessaire quant à l'entretien requis.
 - .5 Les travaux sont prêts à être soumis à l'inspection finale.
-

- .4 Inspection finale:
 - .1 Lorsque toutes les étapes mentionnées précédemment sont terminées, présenter une demande pour que les travaux soient soumis à l'inspection finale, laquelle sera effectuée conjointement par le Représentant du Ministère et l'Entrepreneur.
 - .2 Si les travaux sont jugés incomplets par le Représentant du Ministère, terminer les éléments qui n'ont pas été exécutés et présenter une nouvelle demande d'inspection.

Fin de la Section

1.0 Documents et éléments à soumettre

.1 Généralités:

- .1 Soumettre les documents et éléments conformément à la **Section 01 33 00**.
- .2 Les instructions doivent être préparées par des personnes compétentes, possédant les connaissances requises quant au fonctionnement et à l'entretien des produits décrits.
- .3 Les exemplaires soumis seront retournés après l'inspection finale des travaux, accompagnés des commentaires du Représentant du Ministère.
- .4 Au besoin, revoir le contenu des documents avant de les soumettre de nouveau.
- .5 **Deux semaines** avant l'Achèvement substantiel des travaux, soumettre au Représentant du Ministère **4 exemplaires** définitifs des manuels d'exploitation et d'entretien (M.E.).
- .6 Les matériaux et le matériel de remplacement, les outils spéciaux et les pièces de rechange (M.R.) fournis doivent être neufs, sans défaut et de la même qualité de fabrication que les produits utilisés pour l'exécution des travaux.
- .7 Sur demande, fournir les documents confirmant le type, la source d'approvisionnement et la qualité des produits fournis.
- .8 Les produits défectueux seront rejetés, même s'ils ont préalablement fait l'objet d'une inspection, et ils devront être remplacés sans frais supplémentaires.
- .9 Assumer le coût du transport de ces produits.
- .10 Toutes les étiquettes apposées sur des équipements ou appareils, destinés à l'exploitation et l'entretien, doivent être bilingues (anglais et français).

.2 Avec la demande de paiement de la retenue, l'Entrepreneur transmettra les documents suivants:

- .1 Une déclaration assermentée que les salaires ou gages de tous les ouvriers ont été payés en entier jusqu'à la date de la demande, en stricte conformité avec l'échelle des salaires prévue dans le décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction de la région ou l'ouvrage a été exécuté.
 - .2 Un certificat attestant que l'Entrepreneur s'est conformé aux dispositions de "La loi de la Commission de la santé et de la sécurité au travail" du Québec et a payé toutes ses cotisations à cette commission.
 - .3 Un certificat attestant que l'Entrepreneur c'est conformé aux dispositions de "La loi de la CCQ" et a payé toutes ses cotisations à cette commission, pour les compensations en cas d'accidents.
 - .4 Une déclaration assermentée confirmant que toutes les dépenses et honoraires médicaux, reliés au Contrat, concernant les ouvriers ont été payés, si requis par les autorités provinciales ou autres.
 - .5 Tous les rapports d'essais confirmant la compatibilité des matériaux et leur conformité aux exigences du Contrat.
 - .6 Les certificats d'inspection des différents travaux.
 - .7 Les certificats délivrés par les fabricants.
 - .8 Toutes les garanties et garanties prolongées spécifiques demandées dans les diverses **Sections techniques** et selon les prescriptions données **ci-dessous**.
 - .9 Tout autre certificat et garantie qui pourraient être requis en vertu des lois, ordonnances ou règlements provinciaux ou municipaux.
 - .10 Tous les ordres de modification et autres avenants au contrat.
 - .11 Les dessins "tels qu'exécutés" (T.E.), le matériel et systèmes de mécanique, d'électricité et autres, les matériaux et produits de finition, les manuels d'exploitation et d'entretien (M.E.), les matériaux de remplacement, les outils spéciaux et les pièces de rechange (M.R.), le tout selon les exigences des articles **ci-dessous**.
-

- .3 Sur réception de tels documents et articles, ainsi que tous les articles et documents énumérés dans ce devis par le Représentant du Ministère, s'il considère les travaux parachevés et toutes les déficiences corrigées ou réparées, le Représentant du Ministère payera le solde retenu du montant du Contrat.

2.0 Garanties et cautionnements (G.N. / G.P.)

.1 Les procédures:

- .1 Voir la **Section 01 33 00** pour les exigences générales.
- .2 Élaborer un plan de gestion des garanties comprenant tous les renseignements relatifs aux garanties.
- .3 **Trente (30) jours** avant la réunion sur les garanties préalable à l'achèvement des travaux, soumettre le plan de gestion au Représentant du Ministère aux fins d'approbation.
- .4 Le plan de gestion des garanties doit faire état des actions et des documents qui permettront de s'assurer que le Représentant du Ministère puisse bénéficier des garanties prévues au contrat.
- .5 Le plan doit être présenté sous forme narrative et il doit contenir suffisamment de détails pour être ultérieurement utilisé et compris par le personnel chargé de l'entretien et des réparations.
- .6 Soumettre au Représentant du Ministère, aux fins d'approbation avant la présentation de chaque estimation de paiement mensuel, les renseignements concernant les garanties obtenus durant l'étape de la construction.
- .7 Consigner toute l'information dans une reliure à remettre au moment de la réception des travaux. Se conformer aux prescriptions ci-après:
 - .1 Séparer chaque garantie et cautionnement au moyen de feuilles à onglet repéré selon le contenu de la table des matières.
 - .2 Dresser une liste des sous-traitants, des fournisseurs et des fabricants, avec le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du responsable désigné de chacun.
 - .3 Obtenir les garanties et les cautionnements signés en double exemplaire par les sous-traitants, les fournisseurs et les fabricants dans les **10 jours** suivant l'achèvement du lot de travaux concerné.
 - .4 S'assurer que les documents fournis sont en bonne et due forme, qu'ils contiennent tous les renseignements requis et qu'ils sont notariés.
 - .5 Contresigner les documents à soumettre lorsque c'est nécessaire.
 - .6 Conserver les garanties et les cautionnements jusqu'au moment prescrit pour les remettre.
- .8 Sauf pour ce qui concerne les éléments mis en service avec l'autorisation du Représentant du Ministère, ne pas modifier la date d'entrée en vigueur de la garantie avant que la date d'achèvement substantiel des travaux ait été déterminée.
- .9 **4 mois** et **9 mois** après la date de réception des travaux, effectuer une inspection de garantie en compagnie du Représentant du Ministère.
- .10 Le plan de gestion des garanties doit comprendre ou indiquer ce qui suit:
 - .1 Les rôles et les responsabilités des personnes associées aux diverses garanties, y compris les points de contact et les numéros de téléphone des responsables au sein des organisations de l'Entrepreneur, des sous-traitants, des fabricants ou des fournisseurs participant aux travaux.
 - .2 La liste et l'état d'avancement des certificats de garantie pour les éléments et les lots faisant l'objet de garanties prolongées, notamment les toitures, l'équilibrage des systèmes de CVCA, les pompes, les moteurs, les transformateurs et les systèmes

-
- mis en service comme les systèmes de protection contre les incendies, les systèmes d'alarme, les systèmes d'extincteurs automatiques, les systèmes de protection contre la foudre.
- .3 La liste de tous les matériels, éléments, systèmes ou lots de travaux couverts par une garantie, avec, pour chacun, les renseignements indiqués ci-après:
- .1 Le nom de l'élément, du matériel, du système ou du lot.
 - .2 Les numéros de modèle et de série.
 - .3 L'emplacement.
 - .4 Le nom et le numéro de téléphone des fabricants et des fournisseurs.
 - .5 Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone des distributeurs de pièces de rechange et de matériaux/matériels de remplacement.
 - .6 Les garanties et leurs conditions d'application, dont une garantie construction générale de **1 an**. Devront être indiqués les éléments, matériels, systèmes ou lots couverts par une garantie prolongée, ainsi que la date d'expiration de chacune.
 - .7 Des renvois aux certificats de garantie, le cas échéant.
 - .8 La date d'entrée en vigueur et la date d'expiration de la garantie.
 - .9 Un résumé des activités d'entretien à effectuer pour assurer le maintien de la garantie.
 - .10 Des renvois aux manuels d'exploitation et d'entretien pertinents.
 - .11 Le nom et le numéro de téléphone de l'organisation et des personnes à appeler pour le service de garantie.
 - .12 Les temps d'intervention et de réparation/dépannage typiques prévus pour les différents éléments garantis.
- .4 L'expression de l'intention de l'Entrepreneur d'être présent aux inspections prévues **4 mois** et **9 mois** après le parachèvement des travaux concernés.
- .5 La procédure d'étiquetage des éléments, matériels et systèmes couverts par une garantie prolongée, et son état d'avancement.
- .6 L'affichage d'exemplaires des instructions d'exploitation et d'entretien près des pièces de matériel désignées, dont les caractéristiques d'exploitation sont importantes pour des raisons tenant à la garantie ou à la sécurité.
- .11 Donner rapidement suite à toute demande verbale ou écrite de dépannage/travaux de réparation requis en vertu d'une garantie.
- .12 Toutes instructions verbales doivent être suivies d'instructions écrites:
- .13 Le Représentant du Ministère pourra tenter une action contre l'Entrepreneur si ce dernier ne respecte pas ses obligations.
- .2 Étiquettes de garantie:
- .1 Au moment de l'installation, étiqueter chaque élément, matériel ou système couvert par une garantie. Utiliser des étiquettes durables, résistant à l'eau et à l'huile et approuvées par le Représentant du Ministère.
 - .2 Fixer les étiquettes au moyen d'un fil de cuivre et vaporiser sur ce dernier un enduit de silicone imperméable.
 - .3 Laisser la date de réception jusqu'à ce que l'ouvrage soit accepté aux fins d'occupation.
 - .4 Les étiquettes doivent comporter les renseignements et les signatures indiqués ci-après.
 - .1 Type de produit/matériel.
 - .2 Numéro de modèle.
 - .3 Numéro de série.
 - .4 Numéro du contrat.
-

- .5 Période de garantie.
- .6 Signature de l'inspecteur.
- .7 Signature de l'Entrepreneur.

3.0 Dessins "tels qu'exécutés" (T.E.)

- .1 L'Entrepreneur recevra **3 jeux** de dessins contractuels à mettre à jour.
- .2 Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'Entrepreneur devra mettre les dessins à jour en enregistrant toutes les modifications par rapport aux dessins contractuels.
- .3 L'Entrepreneur devra reporter tous ces changements de façon propre et lisible et devra remettre au Représentant du Ministère un jeu de ces dessins immédiatement avant l'inspection des travaux en vue de la remise de l'Avis d'achèvement substantiel.
- .4 Inscrire les changements en rouge sur ces jeux de dessins et, une fois les travaux terminés mais avant l'inspection finale, remettre deux jeux complets de dessins "tels qu'exécutés" au Représentant du Ministère, avec une copie informatisée sur disquette ou C.D.
- .5 Inscrire les renseignements suivants:
 - .1 Les modifications apportées sur place aux dimensions et aux détails d'exécution;
 - .2 Les changements apportés à la suite de directives et avenants de modification ou d'instructions reçues sur le chantier.
- .6 Le Représentant du Ministère examinera occasionnellement les dessins d'après exécution tenus à jour par l'Entrepreneur afin d'en vérifier l'exactitude.
- .7 Si le Représentant du Ministère estime que ces dessins sont inexacts, il pourra à l'issue d'un préavis d'une semaine donné à l'Entrepreneur, effectuer les corrections nécessaires aux frais de ce dernier.
- .8 Voir aussi la **Section 01 33 00**.

4.0 Matériaux et produits de finition

- .1 Matériaux de construction, produits de finition et autres produits à appliquer: fournir les fiches techniques et indiquer le numéro de catalogue, ***l'abréviation de produits*** selon le présent devis, les dimensions, la composition ainsi que les désignations des couleurs et des textures des produits et des matériaux.
- .2 Fournir les instructions concernant les agents et les méthodes de nettoyage ainsi que les calendriers recommandés de nettoyage et d'entretien, et indiquer les mises en garde contre les méthodes préjudiciables et les produits nocifs.
- .3 Produits hydrofuges et produits exposés aux intempéries: fournir les recommandations du fabricant relatives aux agents et aux méthodes de nettoyage ainsi que les calendriers recommandés pour le nettoyage et l'entretien, et indiquer les mises en garde contre les méthodes préjudiciables et les produits nocifs.
- .4 Exigences supplémentaires: selon les prescriptions des diverses Sections techniques du devis.

5.0 Manuel d'exploitation et d'entretien (M.E.)

.1 Définition:

- .1 Le Manuel d'exploitation et d'entretien est une compilation structurée de fiches d'exploitation et d'entretien (E.E.) comprenant des renseignements, des documents ainsi que des détails techniques, et décrivant le fonctionnement et l'entretien d'un élément ou d'un système, conformément aux prescriptions formulées dans les **Sections techniques** du devis.

.2 Généralités:

- .1 Coopérer avec les Sous-traitants pour la préparation du Manuel d'exploitation et d'entretien.
- .2 Assembler, coordonner, vérifier, relier et établir la table des matières des données requises pour constituer le Manuel d'exploitation et d'entretien, et soumettre **3 exemplaires** au Représentant du Ministère.
- .3 Tout document doit être en français ou bilingue.
- .4 Assembler les données dans le même ordre numérique que celui des Sections du devis.
- .5 Marquer chaque Section d'un onglet recouvert de celluloïd fixé au feuillet de division en papier rigide.
- .6 Dactylographier les nomenclatures et les remarques.
- .7 Les dessins, les diagrammes et les publications des fabricants doivent être lisibles.
- .8 Les articles ne pouvant être insérés dans le Manuel en raison de leurs grandes dimensions doivent être pliés et insérés dans des enveloppes bien identifiées, perforées et insérées dans le cahier à trois (3) anneaux.

.3 Cahiers:

- .1 Utiliser des reliures rigides, en vinyle, à trois anneaux en D, à feuilles mobiles de 219 mm x 279 mm (8½" x 11"), avec dos et pochettes.
 - .2 Les cahiers ne doivent pas être plus épais que 75 mm (3"), et remplis au 2/3 maximum.
 - .3 Identifier chaque cahier comme "Manuel d'exploitation et d'entretien", volume 1, etc. et indiquer le contenu sur une languette insérée dans la pochette qui se trouve au dos du cahier.
 - .4 Sur la page couverture de chaque reliure doivent être indiqués la désignation du document, c'est-à-dire «Dossier de projet», dactylographiée ou marquée en lettres moulées, la désignation du projet ainsi que la table des matières.
 - .5 Organiser le contenu par système, selon les numéros des Sections du devis et l'ordre dans lequel ils paraissent dans la Table des matières ou dans la Section de devis.
 - .6 Prévoir, pour chaque produit et chaque système, un séparateur à onglet sur lequel devront être dactylographiées la description du produit et la liste des principales pièces d'équipement.
 - .7 Le texte doit être constitué des données imprimées fournies par le fabricant ou de données dactylographiées.
 - .8 Munir les dessins d'une languette renforcée et perforée. Les insérer dans la reliure et replier les grands dessins selon le format des pages de texte.
 - .9 Remettre séparément dans l'ordre des Sections techniques du devis un jeu complet des dessins d'atelier définitifs, indiquant les dernières révisions ainsi que les modifications apportées aux dessins et les changements effectués durant la construction.
 - .10 Les cahiers doivent également satisfaire les exigences du Représentant du Ministère, si celles-ci sont différentes de ce qui précède.
-

-
- .4 Contenu de chaque volume:
- .1 Page couverture portant les renseignements suivants:
 - .1 La date de soumission;
 - .2 La désignation, l'emplacement et le numéro du projet;
 - .3 Le nom, l'adresse et les numéros de téléphone et de télécopieur de l'Entrepreneur, des Représentant du Ministère et du Représentant du Ministère.
 - .4 La table de matières du cahier.
 - .2 La table des matières de tous les cahiers, incluant les chapitres qui regroupent les documents inclus.
 - .3 Le cahier no. 1 doit contenir:
 - .1 La liste des sous-traitants et fournisseurs, avec leurs adresses, numéros de téléphone et de télécopieur, courriel, ainsi que le nom de personne à contacter, et indiquant la liste des produits, matériaux et équipement fournis.
 - .2 La liste du matériel de remplacement tel que spécifié **ci-dessous**.
 - .3 La liste des outils spéciaux tel que spécifié **ci-dessous**.
 - .4 La liste des pièces de rechange, tel que spécifié **ci-dessous**, qui doivent être conservées sur le chantier afin d'assurer une efficacité maximale. La liste de tous les outils spéciaux ne devant servir qu'à une tâche unique. Tous les outils et pièces doivent indiquer le nom du fabricant, le numéro de pièce et le nom du fournisseur (y compris son adresse).
 - .5 Les garanties et cautionnement tels que décrits **ci-dessus**.
 - .6 Les copies des permis et certificats d'approbation.
 - .7 Les copies d'Avis d'Achèvement substantiels des travaux.
 - .8 Tout autre document mentionné dans l'**Article 1.0 - Documents et éléments à remettre** non inclus dans les autres cahiers.
 - .4 Le cahier no. 1 ou les autres cahiers, le cas échéant, doivent contenir ce qui suit, tel que prescrit dans les **Sections techniques** individuelles dans l'ordre de ces Sections:
 - .1 La table des matières des dessins d'atelier.
 - .2 Les fiches techniques des produits et des matériaux utilisés et les rapports d'essais, s'il y lieu, et les directives d'entretien.

Fin de la Section
